

53^{ÈME} FOIRE INTERNATIONALE D'ALGER

Le Président Tebboune appelle à l'intensification de la coopération entre les hommes d'affaires algériens et américains

P. 24

REVIREMENT DE SANCHEZ DANS LA QUESTION SAHRAOUIE

Un ancien ambassadeur regrette le manque de dialogue à tous les niveaux

P. 24

ARMÉE NATIONALE POPULAIRE

Chanegriha entame une visite de travail à la 6^{ème} Région militaire à Tamanrasset

P. 24

AMÉLIORATION DU CADRE DE L'INVESTISSEMENT

Le Médiateur de la République annonce une levée d'obstacles sur plus de 800 projets

Le nombre de projets d'investissement qui ont bénéficié de la levée d'obstacles s'élève à 867 projets sur un total de 915 projets concernés, a indiqué lundi le Médiateur de la République, Brahim Merad. Invité du Forum de la chaîne I de la Radio nationale, M. Merad a précisé que dès le recensement de pas moins de 915 projets en suspens, dont la réalisation est achevée, la Médiation de la République a entamé son action sur le terrain afin de prendre en charge la tâche qui lui a été confiée par le président de la République, à savoir la levée des obstacles bureaucratiques sur les projets recensés achevés.

P. 3



PROJET DE LA LOI RELATIVE À L'INVESTISSEMENT

Une nouvelle dénomination et reconfiguration de l'ANDI

P. 6

FINANCE

Le Haut conseil islamique appelle les opérateurs économiques à traiter avec les services de la finance islamique (Ghلامallah)

P. 4

CANICULE

Le ministère de la Santé rappelle les précautions à observer en raison de la hausse des températures

P. 10

SANTÉ

**OTITE
8 questions que vous n'osez pas poser au pédiatre**

Pp 12-13

F O T B A L L

EQUIPE NATIONALE

Belmadi : «L'Italie, la Suède, la Croatie, et la Belgique, possibles adversaires des Verts en novembre»

P. 21



ETATS-UNIS

Amazon se prépare à livrer par drones dans une ville Californienne

P. 17

KHENCHELA

4 individus condamnés pour "possession d'appareils sensibles et début de diffusion de sujets de baccalauréat

P. 8

TÉLÉPHÉRIQUE BLIDA-CHRÉA A l'arrêt suite à un acte de sabotage



Le téléphérique Blida-Chréa est actuellement à l'arrêt suite à un acte de sabotage, a-t-on appris lundi auprès de la direction des transports de la wilaya de Blida. "Le service de transport par câbles électriques, assuré par le téléphérique reliant la ville de Blida aux hauteurs de Chréa, est suspendu depuis hier dimanche, suite à un acte de sabotage contre l'installation (vol de câbles électriques) perpétré par des malfaiteurs à Beni Ali", a indiqué à l'APS le directeur du secteur, Idir Ramdane Cherif.

"Il s'agit du vol de près de 300 m de câbles électriques", a-t-il précisé, signalant l'introduction, par ses services, d'une plainte contre X, auprès des services sécuritaires compétents.

Cet acte de sabotage est le 2e du genre qui touche cette installation après celui enregistré en avril dernier, également à l'origine d'un arrêt d'activité du téléphérique, est-il déploré de même source.

A noter que la direction des transports de Blida avait annoncé, en mai dernier, la reprise de l'activité du téléphérique sur son premier axe reliant Blida à Beni Ali, suite à un arrêt causé par un acte de sabotage, signalant la poursuite des travaux de maintenance sur son 2ème axe reliant Beni Ali à Chréa.

TIZI-OUZOU Deux morts dans un accident de la circulation à Illoula

Deux personnes sont mortes dans un accident de la circulation survenu, lundi dans la commune d'Illoula à une quarantaine de kilomètres au sud-est de Tizi-Ouzou, rapporte un communiqué de la direction locale de la protection civile.

L'accident s'est produit en début d'après-midi, sur le chemin communal desservant le village Lemsela, suite au dérapage d'un véhicule léger, suivi d'une chute dans un ravin, a-t-on précisé.

Les corps des deux victimes décédées lors de cet accident, une femme âgée de 35 ans et un homme âgé de 22 ans, ont été évacués par les éléments de la protection civile de l'unité de Bouguene vers l'établissement public de santé de proximité d'Illoula, a-t-on ajouté.

TLEMENEN Saisie de plus de 6 kg de kif traité et de 1.230 comprimés de psychotropes

Les services de police de la wilaya de Tlemcen ont opéré, récemment, une saisie de 6,3 kg de kif traité et de 1.230 comprimés psychotropes, a-t-on appris lundi d'un communiqué de la cellule de communication de la sûreté de wilaya.

Cette opération a été menée par les éléments de brigade de lutte contre les stupéfiants relevant des services de la police judiciaire de la sûreté de la wilaya de Tlemcen, suite à une perquisition dans un appartement, sur la base d'informations, selon lesquelles une femme détenait de la drogue dans son domicile, précise la même source.

La perquisition du domicile a permis de découvrir la quantité de drogue sur mentionnée du kif traité et des comprimés psychotropes et une somme d'argent en monnaie nationale et étrangère, en plus de l'arrestation de deux femmes, a-t-on indiqué.

Une procédure judiciaire a été engagée à l'encontre des deux femmes arrêtées qui ont été présentées devant les instances judiciaires compétentes, a-t-on souligné.

BATNA De l'électricité et du gaz pour plus de 3.800 familles des zones d'ombre



Une opération de mise en service de l'électricité et du gaz a été lancée dans les mechtas et les zones d'ombre de la wilaya de Batna au profit de 3.853 familles, a-t-on appris lundi après-midi auprès de la cellule de communication de la Direction de distribution de Batna relevant de Sonelgaz-Distribution.

L'opération concerne la mise en service de l'électricité pour 1.469 familles au niveau de 39 régions à travers des daïras, des communes et des mechtas de la wilaya, a fait savoir la même source. En ce qui concerne la mise en service du gaz, la même source a indiqué que l'opération a touché 2.384 foyers à travers 63 mechtas et régions enclavées de différentes communes de la wilaya. La même source a précisé que l'installation des compteurs électriques et de gaz a été lancée le soir du 9 juin courant depuis les zones d'ombre Aamara et la mechta Houès dans la commune d'Oued Chaaba, où la mise en service de l'électricité a concerné 78 familles en plus d'autres mechtas à travers les daïras de N'gaous, Arris et Menaâ, ajoutant que l'opération se poursuit.

La Direction de distribution de Batna a également mobilisé les moyens humains et logistiques nécessaires pour réussir l'opération de mise en service de l'électricité et du gaz à travers ces régions, a souligné la même source.

ORAN Un mort et 4 blessés dans un accident de circulation à Oued Tlélat

Une personne est morte et 4 autres ont été grièvement blessées, dans un accident de circulation survenu lundi au niveau de la commune de Oued Tlélat (Oran), a-t-on appris auprès des services de la protection civile. L'accident s'est produit suite au dérapage d'une camionnette qui est entrée en collision avec un véhicule au niveau de la RN 4 dans la commune de Oued Tlélat, faisant un mort (26 ans) sur place et quatre blessés graves.

Les services de la Protection civile de l'unité secondaire de Oued Tlélat sont intervenus sur le lieu de l'accident pour apporter les premiers secours aux blessés de sexe masculin dont l'âge varie entre 27 et 45 ans avant de les évacuer vers la polyclinique de cette collectivité locale.

Le corps sans vie de la victime a été déposé à la morgue de l'établissement hospitalo-universitaire "1er Novembre 1954" au chef-lieu de wilaya, a-t-on fait savoir.

Une enquête a été ouverte par les services de sécurité compétents pour déterminer les circonstances de cet accident, a-t-on indiqué.

Démantèlement d'un réseau de trafic de psychotropes et de drogues dures

Les services de la gendarmerie nationale à Oran ont réussi à démanteler un réseau criminel composé de 13 personnes spécialisées dans le trafic de psychotropes et de drogues dures, tout en opérant la saisie de 150 grammes de cocaïne, a-t-on appris lundi auprès de ce corps de sécurité. Agissant sur informations parvenues à la brigade territoriale de la gendarmerie nationale de Missergine au sujet d'un groupe de personnes suspectées de vendre des comprimés psychotropes et de la drogue (cocaïne) dans cette collectivité locale, les gendarmes ont déclenché des investigations qui ont permis l'arrestation de 13 individus repris de justice, avec la saisie de 150 grammes de cocaïne et de 1.322 comprimés psychotropes soigneusement dissimulés dans une boîte à proximité de broussailles.

Une perquisition aux domiciles des mis en cause a permis la saisie d'une somme de 660.000 DA de recettes du trafic, de jumelles, d'une quantité de boissons alcoolisées, des armes blanches, deux bouteilles de gaz lacrymogène et des téléphones portables. A l'issue de l'enquête, les éléments du réseau arrêtés seront présentés devant les autorités judiciaires compétentes, selon la même source.

HADJ 2022 Sept vols à destination des Lieux saints à partir de l'aéroport d'Ain El-Beïda à Ouargla

Sept (7) vols à destination des lieux saints de l'islam ont été programmés pour le transport des futurs hadjis à partir de l'aéroport de Ain El-Beïda à Ouargla à l'occasion de la saison Hadj 2022, a-t-on appris mardi des responsables de la direction régionale de la compagnie aérienne nationale Air Algérie.

Ces vols, dont le premier est prévu le 18 juin prochain, doivent transporter 2.740 futurs hadjis des wilayas d'Ouargla, El-Oued, Ghardaïa, Illizi, Djanet, Tamanrasset, Touggourt, El-Méneâ et El-Meghaïer, avec une moyenne de 290 passagers par vol, a indiqué à l'APS le chef de service commercial, Aïssa Bendaoud.

Deux agences de voyage ont été retenues cette année pour accompagner les hadjis, a ajouté le responsable, signalant que l'opération de vente de billets a été lancée le 10 juin dernier.

Des appareils "airbus" de la flotte d'Air Algérie vont assurer le transport des pèlerins issus de la région Sud-est du pays, à partir de Ouargla en direction de Médina et Djeddha, a-t-on expliqué.

L'opération se poursuivra jusqu'au 1er juillet prochain, alors que les vols retour sont programmés entre le 18 et 31 juillet, selon le responsable, qui a ajouté que des vols charters vont assurer le transport des hadjis issus des wilayas de Tamanrasset, Illizi, Djanet vers l'aéroport d'Ain El-Beïda de Ouargla.

En prévision de la saison Hadj 2022, des rencontres d'information ont été organisées par le secteur des affaires religieuses et des wakfs en coordination avec les services de la santé, des Douanes algériennes, des banques, du Croissant-Rouge algérienne, pour sensibiliser et orienter les hadjis sur les bonnes pratiques et les modalités d'accomplissement du pèlerinage.

BACCALAURÉAT - CHLEF Un an de prison ferme pour diffusion de sujet via les réseaux sociaux

Une peine d'une (1) année de prison ferme assortie d'une amende de 100.000 DA a été prononcée contre le responsable de la diffusion du sujet de l'épreuve de la langue arabe du baccalauréat session 2022, via un groupe facebook, a-t-on appris, lundi, auprès de cette juridiction. Le procureur de la République près le tribunal de Chlefa a indiqué, dans un communiqué, que dans le cadre de la sécurisation de l'examen du baccalauréat session 2022, un compte facebook inscrit sous le nom "sciences de la nature et de la vie 2022" a été repéré, suite à la diffusion du sujet de l'épreuve de la langue arabe pendant le déroulement de l'examen.

Dans ce sens, des instructions ont été données par le procureur de la République près le tribunal de Chlefa au commandant de la section de recherches de la Gendarmerie nationale de Chlefa pour l'ouverture d'une enquête sur les faits, laquelle a démontré qu'à la date du 12 juin le sujet de l'épreuve de la langue arabe de la filière des sciences de la nature et de la vie, programmé de 08h30 à 11h00 de la même journée, a été diffusé à 09h32 par un individu résidant dans la commune de Chettia.

Après la finalisation des procédures d'enquête, le concerné a été présenté devant le procureur de la République à la date du 13 juin en cours et poursuivi pour le délit "d'atteinte à la régularité et à la transparence des examens à travers la publication des sujets des épreuves du baccalauréat via les réseaux sociaux", note le communiqué, précisant qu'une peine d'un an de prison ferme a été prononcée à son encontre assortie d'une amende de 100.000 DA.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION 41 morts et 1567 blessés en une semaine

Quarante-et-une (41) personnes sont décédées et 1567 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus entre le 5 et le 11 juin dans plusieurs wilayas du pays, indique mardi un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Médéa avec 4 morts et 53 blessés suite à 37 accidents de la circulation, précise la même source. Par ailleurs, les secours de la Protection civile sont intervenus pour procéder à l'extinction de 2133 incendies notamment urbains et industriels, dont les plus importants ont été enregistrés au niveau de la wilaya d'Alger avec 164 interventions pour l'extinction de 123 incendies.

AMENDEMENT DE LA LOI RELATIVE AUX RELATIONS DE TRAVAIL

Le droit au travailleur salarié à un congé d'une année pour créer son entreprise salué (députés)

Des membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont estimé, lundi lors du débat du projet d'amendement de la loi 90-11 du 21 avril 1990 relative aux relations de travail, qu'introduire un nouveau droit au travailleur salarié à un congé sans solde d'une (1) année pour créer sa propre entreprise constituait "un bond qualitatif", jugeant toutefois "insuffisante" la durée fixée pour ce congé.

Plusieurs députés ont salué cet amendement qui vise à "soutenir les efforts de l'Etat" pour encourager la création d'entreprises et la promotion d'investissements générateurs de richesse et de nouveaux postes d'emploi, en vue de résorber le taux de chômage et d'insuffler l'esprit entrepreneurial chez le travailleur.

Le député Riad Hannachi a salué ce projet d'amendement tendant à "consacrer ce nouveau droit" au profit du travailleur, en lui accordant l'opportunité de bénéficier de ce congé ou du travail à temps partiel pour créer sa propre entreprise, tout en ouvrant droit à

la couverture sociale et à la réintégration dans son poste de travail en cas d'échec du projet.

Pour lui, cet amendement est à même d'offrir au travailleur "la chance de mettre en exergue ses capacités créatives dans le domaine du travail à travers la création de sa propre entreprise". Toutefois, a-t-il relevé, la durée fixée pour ce congé sans solde au profit des travailleurs salariés désirant créer leurs propres entreprises demeure "insuffisante", d'où la nécessité "de prolonger la durée de ce congé".

Même avis partagé par le député Abed Benazouz qui a proposé de



Le député Abdallah Amari a, quant à lui, indiqué que le projet de cet amendement contribuera à "accroître un nouveau droit au profit des travailleurs" qui auront le privilège de bénéficier d'un congé sans solde pour créer leurs propres entreprises et développer l'esprit entrepreneurial, étant "une véritable plus-value aux droits des travailleurs".

amendement contribuera à "accroître un nouveau droit au profit des travailleurs" qui auront le privilège de bénéficier d'un congé sans solde pour créer leurs propres entreprises et développer l'esprit entrepreneurial, étant "une véritable plus-value aux droits des travailleurs".

Cet amendement se veut "un saut qualitatif" visant à "exploiter les compétences et développer les expertises", proposant de fixer la durée du congé sans solde à deux années car les procédures administratives pour créer une entreprise exigent dans certains cas "plus de temps".

La loi favorisera l'amorce d'une véritable relance économique du pays (ministre)

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Youcef Cherfa, a affirmé que le projet de loi modifiant et complétant la loi relative aux relations de travail favorisera l'amorce d'une véritable relance économique du pays. Répondant aux questions des membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) lors d'une plénière tenue lundi, le ministre a souligné que l'amendement de la loi n 90-11 du 21 avril 1990 relative aux relations de travail "devrait favoriser l'amorce d'une véritable relance économique du pays", en offrant "des opportunités réelles" pour la création d'entreprises.

Cet amendement a été examiné et révisé avec le patronat et les syndicats, a-t-il précisé

ajoutant que les "nouveaux promoteurs seront accompagnés jusqu'à l'aboutissement de leurs projets". La création d'entreprises d'investissement par des fonctionnaires du secteur économique "contribuera à la création de richesses et permettra d'instaurer l'équilibre nécessaire pour une relance économique assurée".

S'agissant du suivi des projets proposés, le ministre a fait savoir que l'inspection générale du travail a été chargée du contrôle périodique des projets (tous les trois mois) pour constater l'avancement du projet et relever les anomalies, souligne M. Cherfa.

Le ministre a émis certains articles dans le décret exécutif examiné au niveau

du gouvernement, relevant que ce "décret qui verra le jour en juillet prochain expliquera tous les détails relatifs au congé exceptionnel accordé aux porteurs de projets et les dispositions y afférentes". La loi sur l'investissement, qui sera examinée avec la Commission des affaires économiques mardi prévoit des "facilitations et des dispositions simplifiées pour la création d'une entreprise", a-t-il expliqué.

Le ministre a fait savoir que la plateforme numérique relative à l'allocation chômage a enregistré depuis le 24 février dernier jusqu'à jeudi dernier "1.993.319 demandes d'allocation chômage dont 1.471.000 demandes ont été acceptées". Il a relevé les ef-

forts importants de l'Etat algérien dans l'accompagnement des chômeurs, faisant observer que "le projet de loi complémentaire allouera un montant supplémentaire de 300 milliards DA pour prendre en charge un plus grand nombre de demandeurs d'allocation chômage". S'agissant des veuves et des orphelins qui se sont retrouvés privés de l'allocation chômage, le ministre a affirmé que "sur instruction du Président de la République un décret exécutif est en cours d'élaboration en vue de permettre à ces deux catégories qui perçoivent moins de 13.000 DA de bénéficier de l'allocation chômage". "Ce décret sera mis en application au courant de ce mois", a assuré le ministre.

NOUVEAU PROJET DE LOI RELATIVE À L'INVESTISSEMENT

Il redonnera confiance à l'opérateur économique (Médiateur de la République)

Le Médiateur de la République, Brahim Merad a déclaré, lundi à Alger, que le nouveau projet de loi relative à l'investissement redonnera confiance à l'opérateur économique, affirmant qu'un cadre juridique approprié à l'investissement permettra à l'Algérie de se placer au rang des pays économiquement émergents.

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a tenu à trouver un cadre juridique "approprié" à l'investissement, permettant, tant à l'investisseur local qu'étranger, de se lancer "confortablement" dans l'acte d'investissement en Algérie, a précisé M. Merad qui était invité du "Forum de la radio" de la chaîne I.

Le projet de loi relative à l'investissement, adopté en mai dernier en Conseil des ministres, et qui sera prochainement présenté à l'Assemblée populaire nationale (APN) pour examen et débat, "redonnera confiance à l'opérateur économique" pour aller de l'avant dans l'acte d'investissement, a-t-il souligné, indiquant que "de nombreux opérateurs envisagent d'élargir leurs activités économiques". Evoquant le bilan de la levée des obstacles sur les projets économiques, il a fait savoir que 867 projets d'investissement ont été débloqués, ce qui a permis la mise en exploitation de 610 unités industrielles et la création de plus de 34.000 emplois permanents.

Il a souligné, à cet égard, que les projets d'investissement contribuent à l'amélioration du



niveau de vie du citoyen, en assurant des postes d'emplois et en contribuant à la réalisation du développement local, rappelant que "le Médiateur de la République, en tant qu'organe, n'est qu'une partie intégrante d'une dynamique structurelle dont les bases ont été jetées par le Président de la République, à travers une série de décisions et de directives pour relancer l'économie". Rappelant les conditions particulières qu'a connues l'Algérie, à l'instar de plusieurs autres pays, dont la sécheresse, la baisse des cours des hydrocarbures et les répercussions de la crise sanitaire mondiale, M. Merad a déclaré qu'"en dépit de tout cela, le Président de la République a honoré ses engagements concernant son programme de développement et fait face à toutes les difficultés pour aller de l'avant et surmonter cette étape.

Aujourd'hui, nous avons atteint des résultats que nous considérons comme point de départ d'un grand processus de développement qui fera de l'année 2022, l'année du décollage économique par excellence".

L'instance du Médiateur de la République est la première instance créée après l'élection du Président Tebboune qui a placé le citoyen au "centre de ses préoccupations", par souci de lui "rétablir ses droits, préserver sa dignité et améliorer son niveau de vie, tout en œuvrant à aplanir les obstacles bureaucratiques dont il souffre", a ajouté M. Merad. Soulignant le caractère prioritaire de "la levée des injustices" dans les régions enclavées, le Médiateur de la République a fait état d'"un programme de développement ayant permis l'examen de la situation, le recensement des ré-

gions concernées et la consécration d'enveloppes financières pour la prise en charge des projets nécessaires et urgents". Grâce à ses délégués locaux dans les 58 wilayas, l'instance du Médiateur de la République suit au quotidien les dossiers et les affaires des citoyens, a-t-il rappelé, relevant qu'en 2021 son instance avait été destinataire de 61.421 requêtes dont 59.745 ont été examinées et soumises aux administrations concernées.

L'instance du Médiateur de la République a répondu, en 2021, à 34.832 préoccupations et enregistré 124.368 audiences au niveau de l'instance et ses délégations locales, a-t-il précisé. Du 1er janvier au 26 mai 2022, l'instance du Médiateur a reçu 25.297 requêtes, dont plus de 25.000 examinés et transférés, outre 39.862 audiences, selon le médiateur.

INVESTISSEMENT

Levée d'obstacles sur plus de 800 projets (Médiateur de la République)

Le nombre de projets d'investissement qui ont bénéficié de la levée d'obstacles s'élève à 867 projets sur un total de 915 projets concernés, a indiqué lundi le Médiateur de la République, Brahim Merad.

Invité du Forum de la chaîne I de la Radio nationale, M. Merad a précisé que dès le recensement de pas moins de 915 projets en suspens, dont la réalisation est achevée, la Médiation de la République a entamé son action sur le terrain afin de prendre en charge la tâche qui lui a été confiée par le président de la République, à savoir la levée des obstacles bureaucratiques sur les projets recensés achevés.

Dans ce contexte, le Médiateur de la République a affirmé "qu'en peu de temps, et grâce à un effort intégré et coordonné entre notre instance, les ministères et les autorités locales, les obstacles ont été levés sur 867 projets d'investissement, dont plus de 610 unités industrielles ont été mis en exploitation, créant plus de 34.000 emplois permanents".

Il a souligné à cet égard que le processus de la levée des obstacles sur les projets d'investissement se poursuit toujours afin de parvenir à un décollage de l'activité et de la production, ainsi qu'en termes de création de nouveaux postes d'emploi, soulignant que l'instance prévoit la création d'environ 54.000 emplois dès la mise en exploitation de l'ensemble des entreprises.

Il a également indiqué que ces projets contribueront davantage à faire tourner la roue de l'économie locale à travers l'ensemble du territoire national.

HADJ 2022

Les hadjis algériens suffisamment formés pour accomplir convenablement les rites

Les hadjis algériens concernés par la saison du Hadj 2022/1443h sont suffisamment formés pour accomplir convenablement les rites, a affirmé lundi à Alger le directeur de l'orientation religieuse et l'enseignement coranique au ministère des Affaires religieuses et des Wakfs, Mohand Azzoug.

"Les hadjis algériens concernés par la saison du Hadj 2022 ont été suffisamment formés pour accomplir convenablement les rites à travers un programme tracé par le ministère au profit des hadjis", a indiqué M. Azzoug dans une déclaration à l'APS, relevant que ce programme se poursuivra jusqu'à l'arrivée des hadjis aux lieux saints.

"Depuis l'annonce de l'ouverture du Hadj après sa suspension en raison de la pandémie de Covid-19, le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs a tracé un programme spécial destiné aux hadjis pour qu'ils soient les meilleurs ambassadeurs de l'Algérie à cet événement religieux important qui réunit les musulmans des quatre coins du monde".

Ce programme s'articule sur des axes portant sur la qualification des hadjis pour accomplir convenablement et correctement les rites tout en se focalisant sur la préparation spirituelle, a souligné M. Azzoug relevant que cela permet aux hadjis de surmonter d'éventuels obstacles rencontrés dans l'accomplissement de ce pilier de l'Islam.

De même, "les hadjis ont bénéficié d'une série d'orientations relatives à la jurisprudence", a-t-il expliqué.

M. Azzoug a souligné que les directions des Affaires Religieuses et des wakfs, à travers les 58 wilayas ont veillé au titre dudit programme "à activer plusieurs mécanismes de formation en faveur des hadjis, consistant particulièrement en des leçons quotidiennes et périodiques, en plus des "dourous" du vendredi.

"425 centres de formation ont été ouverts à l'échelle nationale, en coordination avec les circonscriptions administratives, assurant au moins un (01) centre de formation par circonscription, et ce en plus de la mosquée centrale qui organise les mêmes sessions de formation", a-t-il détaillé.

"Le programme qui en est à sa deuxième semaine est supervisé par près de 4000 encadreurs (Imams et mourchidate) et prévoit des émissions via plusieurs radios locales dans le but d'orienter les hadjis et de leur prodiguer des conseils et des fatwas, ces derniers ayant bénéficié de leçons de simulation des rites du Hadj, outre l'utilisation des réseaux sociaux et sites électroniques pour la diffusion des leçons données par les Imams et des spots d'information sur les rites du hadj".

La formation a concerné également la coordination entre imams encadreurs du hadj et le secteur sanitaire public pour appuyer les connaissances des hadjis dans ce volet, en les informant des 139 centres mobilisés pour les soins médicaux. Des orientations et des conseils ont également été donnés aux hadjis par les membres de la protection civile pour leur indiquer les circuits et voies à emprunter lors de l'accomplissement des rites du hadj, a soutenu M. Azzoug.

"La formation des hadjis se poursuivra même après leur départ aux Lieux Saints de l'Islam, voire jusqu'à l'accomplissement de tous les rites du hadj et leur retour au pays", a-t-il ajouté.

ALGÉRIE - ALLEMAGNE

M. Ziane reçoit la ministre adjointe aux affaires étrangères d'Allemagne

Le ministre de la Transition énergétique et des énergies renouvelables, Benattou Ziane a reçu, lundi, au siège du ministère, la ministre adjointe aux affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne, Katja Keul, qui effectue une visite de travail en Algérie.

La rencontre qui s'est tenue en présence des cadres du ministère et de la délégation accompagnant Mme Keul, a permis de passer en revue l'état des relations algéro-allemandes dans les domaines des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique et les perspectives de leur renforcement, a indiqué M. Ziane dans une déclaration à la presse à l'issue de la rencontre.

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de "la mise en oeuvre de la feuille de route du secteur, en application du programme du Gouvernement, en matière de promotion et de généralisation des énergies renouvelables dans notre pays", a précisé le ministre.

"Elle a été l'occasion d'aborder tous les sujets de coopération entre l'Algérie et l'Allemagne dans le domaine



de la transition énergétique et des énergies renouvelables", a affirmé M.

Ziane, soulignant que les deux parties ont évoqué particulièrement "le développement de l'hydrogène vert et d'autres projets du secteur inscrits dans le programme de coopération entre les deux pays". "Nous tenons à la

concrétisation de ces projets dans les prochains mois", a précisé M. Ziane, évoquant une "disponibilité franche" et "une confiance mutuelle" avec la partie allemande pour la réalisation de ces projets et le développement du partenariat dans les différentes filières du renouvelable.

M. Ziane a, dans ce sens,

expliqué la disponibilité de l'Allemagne à accompagner l'Algérie dans les domaines techniques et scientifiques liés aux énergies renouvelables, soulignant que "l'Allemagne dispose d'une expérience et d'expertise avérées".

"Mme Katja Keul s'est enquis aussi de l'état d'avancement du projet d'appels d'offre à investisseurs pour la réalisation de centrales solaires d'une capacité totale de 1.000 MW, lequel suscite l'engouement des entreprises allemandes", a ajouté le ministre.

L'issue de cette rencontre, il a été convenu de poursuivre les échanges afin de fixer les axes de coopération et identifier les projets mutuellement bénéfiques pour valoriser le potentiel des deux pays dans le domaine de la transition énergétique et des énergies renouvelables.

FINANCE

Ghlamallah : "le Haut conseil islamique appelle les opérateurs économiques à traiter avec les services de la finance islamique"

Le président du Haut conseil islamique (HCI) Bouabdellah Ghlamallah a appelé lundi à Mascara les opérateurs économiques du pays à "traiter avec les services de la finance islamique" dispensée par les banques publiques.

Intervenant lors d'une conférence régionale sur la finance islamique, M.

Ghlamallah a indiqué que le HCI appelle les opérateurs économiques à traiter avec les services de la finance islamique assurée par les banques dans les transactions contribuant à une croissance économique du pays.

Le Haut conseil islamique, a-t-il affirmé, "veillera à l'accompagnement

des institutions bancaires dans leurs efforts de généralisation de l'ouverture de guichets de la finance islamique dans les agences des banques publiques de toutes les wilayas du pays".

M. Ghlamallah a indiqué, dans une déclaration à la presse convoquée en marge de la conférence, que "Le HCI a enregistré avec grande satisfaction l'ouverture de guichets au service de la finance islamique, qui permet au citoyen et à l'opérateur économique de traiter avec les établissements bancaires", a-t-il indiqué à la presse M. Ghlamallah en marge de la conférence, notant que le HCI, qui s'est lancé lundi

dans la wilaya de Mascara dans la promotion et la sensibilisation des services bancaires islamiques dans les établissements bancaires, continuera, à l'avenir, à organiser des rencontres régionales sur la finance islamique dans les régions du pays.

La conférence régionale sur la finance islamique, initiée par le Haut conseil islamique en collaboration avec la wilaya de Mascara, la banque nationale d'Algérie (BNA), a vu la présence de cadres et représentants d'agences bancaires, d'opérateurs économiques des wilayas dans l'Ouest du pays, d'imams et d'universitaires.

ALGER - TCHAD

Idriss Dokony Adker visite l'Unité nationale d'instruction et d'intervention de la Protection civile d'El-Hamiz

Le ministre tchadien de la Sécurité publique et de l'Immigration, Idriss Dokony Adker a visité, lundi, l'Unité nationale d'instruction et d'intervention de la Protection civile d'El-Hamiz à Alger. Le ministre tchadien, accompagné du directeur de la coopération au ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Kaïli, a suivi une présentation sur l'or-

ganisation administrative et opérationnelle de cette unité, et reçu des explications sur ses différentes missions, notamment lors des séismes, des incendies et inondations, ainsi que le sauvetage des personnes en danger et des accidents de la route.

Il a, par la suite, visité en compagnie du directeur générale de la Protection civile, Boualem Boughlef, les différents équipements que

compte cette unité, avant de recevoir des cadeaux symboliques.

Dans une brève déclaration à la presse, M. Dokony Adker s'est dit "agréablement surpris" du travail accompli par la Protection civile en Algérie notamment son Unité nationale d'instruction et d'intervention.

"Onze tchadiens ont déjà effectué leurs stages en Algérie et nous allons essayer

d'utiliser cette coopération de manière à faire venir d'autres stagiaires dans ce grand pays ami qui a été de tout temps à nos côtés", a-t-il déclaré.

A noter que le ministre tchadien a effectué dimanche une visite au siège de l'École supérieure de police "Ali Tounsi" de Châteauneuf (Alger), où il s'est enquis de plus près des différents programmes de formation au sein de cette école.

ALGÉRIE - ITALIE

Signature prochaine d'un mémorandum d'entente dans le domaine de la solidarité, de la famille, de la condition de la femme et des affaires sociales

L'Algérie compte conclure prochainement un mémorandum d'entente avec l'Italie dans le domaine de la Solidarité nationale, de la famille, de la condition de la femme et des affaires sociales, a affirmé lundi la ministre de la Solidarité nationale, de la famille et de la condition de la femme, Kaouther Krikou.

En marge de ses entretiens par visioconférence avec la ministre italienne pour l'égalité des chances et de la Famille, Elena Bonetti, Mme Krikou a affirmé que "dans le cadre des relations bilatérales avec les pays frères et

amis, séance de travail a eu lieu avec la ministre italienne en vue d'ajuster les dernières clauses du mémorandum d'entente entre les deux pays qui sera signé prochainement dans le domaine de la solidarité, de la famille, de la condition de la femme et des affaires sociales". A ce titre, la ministre a indiqué s'être "enquise de l'expérience italienne en matière de prise en charge des catégories vulnérables", mettant en avant "la grande convergence dans les mesures prises par les deux pays, ouvrant ainsi la voie à la signature

d'un mémorandum d'entente auquel nous sommes en train d'apporter les dernières retouches". Ce mémorandum devrait, selon Mme Krikou, couvrir "plusieurs domaines de coopération principalement la condition de la femme notamment les femmes productives, l'enfance et les personnes âgées".

A cette occasion, la ministre a présenté l'expérience algérienne en matière de prise en charge des personnes âgées, la ferme pilote pédagogique et les mesures prises relatives à la consécration de l'égalité entre les

sexes en matière d'emploi et d'accès aux postes de travail au sein des institutions publiques, tel que consacré dans la Constitution algérienne, affirmant dans ce sens que l'Algérie "a franchi de grands pas en la matière, en sus de la prise en charge des enfants et des adolescents".

Les deux parties ont évoqué les voies et moyens d'échanger les politiques et stratégies dans le domaine du développement social et de prise en charge des différentes catégories.

EL BAYADH

Production prévue de plus de 100.000 quintaux de céréales

Une production de plus de 100.000 quintaux de céréales est attendue à la faveur de la campagne moisson-battage, lancée récemment dans la wilaya d'El Bayadh, a-t-on appris lundi auprès de la direction des services agricoles (DSA).

Le chef de service organisation de la production et appui technique à la DSA, Omar Rimes a indiqué, à l'APS, que cette campagne, lancée à travers différentes régions agricoles de la wilaya, à l'instar de Brezina et Boualem, devra toucher une superficie globale de plus de 7.100 hectares cette saison, avec un rendement variant entre 16 et 18 quintaux à l'hectare pour les différentes variétés de céréales.

La campagne moisson-battage a touché jusqu'à présent une superficie de 65 ha pour une quantité produite de près de 1.000 quintaux, a-t-il souligné, faisant observer que l'opération se poursuit.

Les prévisions font état d'une baisse de la production par rapport à la saison écoulée (140.000 quintaux de différents variétés de céréales).

Cette baisse de la production sur des superficies emblavées de plus de 1.600 ha est dû à des aléas naturels qu'a connus la région durant la phase de croissance, à savoir les vents de sable

violents ayant impacté fortement les terres agricoles.

La DSA oeuvre, en coordination avec différents partenaires, à l'instar des coopératives de céréales et de légumes secs (CCLS), à la réussite de la campagne moisson-battage actuelle, en mobilisant tous les moyens humains et matériels. Selon la même source, plus de 20 moissonneuses batteuses ont été mobilisées pour faciliter l'opération.

La coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS) d'El Baya a réservé trois (3) dock silos, répartis à travers les dairas d'El Bayadh, Boualem et Bougtob dont les capacités de stockage sont estimées à plus de 50.000 qx, à la faveur de la décision des autorités de la wilaya qui exige les professionnels de la filière à déposer leurs récoltes céréalières à la CCLS pour pouvoir bénéficier d'avantages en la matière. Les services de la CCLS, quant à eux, veillent, dans ce sens à couvrir les charges de transport et l'achat des

récoltes des professionnels. Il a été procédé, jusqu'à présent, au premier paiement des quantités réceptionnées des récoltes céréalières par les CCLS, lesquelles ont dépassé plus de 110 quintaux, selon la même source. Il est exigé des professionnels de la filière des céréales de déposer leur produit au niveau des coopératives de céréales et des légumes secs pour pouvoir bénéficier des différents dispositifs de soutien agricole et des opérations de régulation foncière, du raccordement au réseau d'électricité agricole et autres du programme agricole, a-t-on ajouté.

Parallèlement à la campagne, les services de la protection civile procèdent, en collaboration avec ceux de la conservation des forêts et la wilaya, à l'accompagnement en prenant une batterie de mesures préventives pour protéger les récoltes contre les incendies, en plus de la sensibilisation des céréaliers, comme par exemple doter les moissonneuses batteuses d'extincteurs.

TOUGGOURT

Une unité de production du couscous en cours de réalisation

Une unité de production du couscous, en cours de réalisation dans la wilaya de Tougourt, constitue une des opérations prometteuses pour le développement de l'industrie agroalimentaire dans la région, a-t-on indiqué lundi à la Direction locale de l'industrie.

Retenue au niveau du complexe industriel et commercial du groupe agro-industries "Agrodiv", cette unité, d'un investissement de 800 millions DA, offre, à son entrée en production prévue fin 2023, une capacité de 288 qx/jour de couscous et un chiffre d'affaire annuel estimatif de 411 millions DA, ont affirmé les responsables de ce projet.

Valeur ajoutée au développement local et à l'économie nationale, cette future unité, qui devra générer pas moins de 130 emplois, dispose de diverses structures nécessaires, dont un entrepôt, vaste de 1.000 m², en cours de réalisation.

Le groupe agro-industries entend diversifier ses activités agroalimentaire, notamment celle de transformation des céréales et dérivés par souci d'assurer une large couverture du marché local et des wilayas voisines en produits alimentaires et à des prix compétitifs.

La wilaya de Tougourt dispose également d'une minoterie mixte d'une capacité de production 3.000 qx/j de semoule et farine (blés tendre et dur) assurant l'approvisionnement des marchés de Tougourt, Ouargla, El-Meghaier et Illizi grâce à ses 12 centres et deux entrepôts ouverts au niveau de ces régions.

Par souci de donner un nouveau souffle à la dynamique d'investissement dans cette jeune wilaya, des actions ont été prises pour aplanir les contraintes entravant l'entrée en production d'autres projets, à l'instar de l'unité de fusion et transformation du fer, commune de Timacine, à être opérationnelle en septembre prochain avec une capacité de production annuelle de 200 tonnes de divers produits ferreux.

Il s'agit également d'autres projets de développement concernés également par les mesures prises pour lever ces contraintes, dont une unité de production du gypse et dérivés, des activités touristiques et de services qui devront étoffer le tissu industriel de la région et ouvrir de larges perspectives pour le développement local.

NÂAMA

Une collecte de plus de 16.000 quintaux de laine prévue

Une collecte de plus de 16.000 quintaux de laine est attendue dans la wilaya de Nâama lors de la campagne de tonte en cours, a-t-on appris auprès de la Direction de wilaya des services agricoles (DSA).

La quantité de laine qui devrait être collectée cette année verra une légère augmentation par rapport à l'année précédente (environ 15.000 qx collectés).

La laine étant une ressource renouvelable dont le volume évolue en adéquation avec l'augmentation du cheptel, a indiqué le chef de service statistiques à la DSA, Oufout Nacer, soulignant que la laine est disponible en grande quantité à travers les zones steppiques et pastorales de la wilaya qui s'étendent sur 2 millions d'hectares.

Les autorités locales

œuvrent à attirer des investisseurs pour les projets basés sur l'exploitation et la valorisation des ressources naturelles de la wilaya, réputée pour l'élevage du bétail, dont la laine, une richesse nécessitant une "exploitation optimale" à collecter pendant la campagne de tonte chaque saison d'été, selon la même source. L'opération de tonte est assurée par des saisonniers professionnels.

Toutefois, la prise en charge des quantités collectées nécessite la disponibilité d'investisseurs pour assurer la commercialisation, le lavage et le traitement de la laine, ainsi que son orientation vers des projets d'industrie de transformation ou l'exportation, ont indiqué à l'APS de nombreux éleveurs de différentes régions de la wilaya. Les éleveurs ont affirmé que la collecte de la

laine "est devenue, aujourd'hui, un sérieux problème" pour les éleveurs, nécessitant un soutien et un accompagnement par les porteurs de projets d'investissement spécialisés dans ce domaine, appelés à acquérir de la laine brute à un prix raisonnable auprès des éleveurs de la wilaya pour éviter ainsi la perte de quantités importantes de cette matière.

En raison de l'absence de rentabilité et de l'impossibilité d'exploiter cette laine localement, des unités industrielles de traitement et de transformation hors wilaya s'intéressent à ce produit, surtout que l'acquisition de cette matière auprès des éleveurs de la wilaya est à un prix dérisoire, ont selon les mêmes sources. Des ménagères dans de nombreuses zones pastorales de la wilaya utilisent la laine, de bonne

qualité, dans la tapisserie et la confection de djellabas, entre autres, dans une conjonction où le manque de tanneurs et la disparition de métiers traditionnels dans ce domaine se font sentir au niveau de la wilaya, a-t-on indiqué.

D'autre part, la DSA a fait savoir que des commerçants hors wilaya affluent, pendant la campagne de tonte, pour acheter des quantités de laine locale à l'état brut pour son exploitation par des unités de transformation, notamment des wilayas de M'sila et de Ghardaïa, nonobstant des entreprises d'investissement intéressées par l'exportation de cette matière après son traitement.

La DSA estime le cheptel de la wilaya à 1.697.000 ovins et 34.000 bovins dont 17.000 vaches laitières, ainsi que 1.800 chameaux dont 1.245 chamelles.

BOUMERDES

Production prévisionnelle de plus de 75.000 quintaux de céréales

Une production prévisionnelle de plus de 75.000 qx de céréales, toutes variétés confondues, est attendue à Boumerdes au titre de la campagne moisson-battage 2022/2023, prévue au lancement samedi prochain à travers la wilaya, a-t-on appris, lundi, auprès de la direction locale des services agricoles.

Toutes les conditions ont été réunies pour le bon déroulement de cette campagne, selon un exposé sur le secteur présenté devant le conseil exécutif de la wilaya, qui a fait cas notamment de l'activation des comités de veille technique de suivi des opérations de moisson-battage, et de la commission d'orientation de l'irrigation d'appoint et de suivi des maladies parasitaires, outre la mise à disposition des matériels et équipements de récolte.

Cette production prévisionnelle se répartit à raison de 53.100 qx de blé dur, avec une moyenne de 26 qx/ha, près de 9.300 qx de blé tendre (30 qx/ha), près de 2.900 qx d'orge (15 qx/ha) et 4.200 qx d'avoine, avec une moyenne de 23 qx/ha.

Le même rapport a signalé la mobilisation de trois points de collecte pour le stockage de cette production, à Boumerdes, Tizi-Ouzou et à l'Est de la capitale, dotés d'une capacité globale de plus de 620.000 qx.

A cela s'ajoute la mise à disposition, par la Coopérative de céréales et légumes secs (CCLS) de Draa Ben Khedda (Tizi-Ouzou) de moyens matériels nécessaires pour cette campagne, dont 18 moissonneuses batteuses, et des camions et tracteurs pour le transport de la récolte, entre autres.

Cette moisson est prévue sur une surface globale de plus de 2.730 ha, représentant un taux de 4% de la Superficie agricole utile (SAU) de la wilaya, estimée à 65.000 ha.

Cette surface est en net recul comparativement aux précédentes campagnes, durant lesquelles les superficies emblavées allaient de 3000 à 4000 ha.

La superficie ciblée se répartit à raison de 2.064 ha pour le blé dur, soit 75% de la superficie céréalière de la wilaya, outre 309 ha de blé tendre, 192 ha d'orge et 183 ha d'avoine, selon la même source.

La réduction de la superficie céréalière à Boumerdes s'explique notamment par un changement d'activité des agriculteurs, qui se sont orientés, ces dernières années, vers les cultures dites permanentes, dont la vigne, car requérant moins d'eau, comparativement à d'autres filières agricoles, mais surtout plus rentables.

A noter que la wilaya de Boumerdes est le fournisseur principal des wilayas voisines en semences céréalières.

Une surface de 466 ha a été affectée, cette année, à la production de semences céréalières, soit un taux de 17% de la superficie céréalière, dont il est attendu une production prévisionnelle de 12.360 qx.

MILA

Appel à renforcer les opportunités d'investissement dans la pêche continentale et l'aquaculture

Les participants à une rencontre sur "Les opportunités d'investissement dans le domaine de la pêche continentale et l'aquaculture" ont mis l'accent lundi à Mila sur les grandes potentialités de la wilaya "encourageant l'investissement dans ce domaine".

La wilaya de Mila possède d'importants plans d'eau, dont le grand barrage de Beni Haroun, offrant un "climat favorable" pour l'investissement dans ce domaine, a affirmé le directeur de la pêche et de l'aquaculture de Jijel, Omar Saïh Djebour, au cours de cette rencontre organisée par la station de wilaya de pêche et d'aquaculture et abritée par la bibliothèque principale Mebarek Bensalah de Mila.

Il a également mis l'accent sur l'intérêt accordé par le gouvernement à ce domaine à travers un programme de 2000 crédits pour la création de micro-entreprises "susceptibles de renforcer la pêche continentale à Mila dans le cas où les investisseurs y manifestent de l'intérêt". Les efforts pour relancer ce

secteur dans les wilayas intérieures, dont Mila, se traduit également par des formations en aquaculture permet tant ainsi l'émergence d'entreprises spécialisées dans cette activité, a ajouté M. Djebour. De son côté, le directeur de l'Institut de technologie de la pêche et de l'aquaculture de Collo (Skikda), Noureddine Remita, a affirmé, devant une assistance composée d'agriculteurs et de jeunes, que l'Etat a ouvert plusieurs opportunités de formation à ceux qui souhaitent investir dans ce secteur. Il a également relevé qu'à côté d'autres établissements, l'Institut de technologie de la pêche et de l'aquaculture de Collo propose une formation de qualité en aquaculture couronnée par un diplôme habilitant son titulaire à lancer immédiatement son projet. Ces formations, a-t-il ajouté, contribuent également à diffuser la culture de la consommation du poisson produit, à la faveur de ces investissements et contribuer ainsi à la concrétisation de la sécurité alimentaire. Pour le directeur de

l'antenne locale de l'Agence nationale de gestion du micro-crédit, Ouakil Nabil, les moyens de financement de ces activités par les dispositifs de soutien à l'emploi existent, mais il faut d'abord œuvrer à "ancrer la culture de consommation des poissons d'eau douce et encourager les agriculteurs à utiliser l'eau des bassins d'élevage pour l'irrigation de leurs cultures, de sorte à ne plus avoir besoin d'utiliser des fertilisants". La rencontre a fourni des informations sur les activités aquacoles favorables à l'investissement, dont l'élevage de poissons, d'algues et de coquillages et la création d'entreprises de production d'aliments pour les poissons, du matériel de pêche, des bassins aquacoles et d'emballage.

La rencontre a donné lieu également à des débats et à la remise d'attestations aux bénéficiaires d'une formation en aquaculture intégrée à l'agriculture, organisée dernièrement par la station de pêche et d'aquaculture de Mila.

DÉVELOPPEMENT AGRICOLE, RURAL ET FORESTIER

Convention-cadre entre les secteurs de l'agriculture et des start-up pour encourager l'innovation

Une convention-cadre a été signée entre le ministère de l'Agriculture et du Développement rural et le ministère délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'Economie de la connaissance et des Start-up, visant à encourager et promouvoir l'innovation et les start-up dans les domaines de l'agriculture et du développement rural et forestier.

Ladite convention-cadre a été signée dimanche par le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohamed Abdelhafid Henni et le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'Economie de la connaissance et des Startups, Yacine El-Mahdi Walid, en présence des cadres des deux secteurs et de nombre de propriétaires de start-up activant dans le domaine agricole, précise un communiqué du ministère de l'Agriculture et du Développement rural. Cette convention-cadre, ajoute la même source, vise à encourager et promouvoir l'innovation, renforcer le rôle des start-up dans les domaines liés aux secteurs de l'agriculture et du développement rural, et des forêts, et accompagner les start-up et les porteurs de projets innovants qui proposent des prestations et des solutions innovantes à même de contribuer à la modernisation du secteur de l'agriculture et à l'amélioration de sa performance, tout en permettant à ces porteurs de projets de bénéficier des opportunités offertes par le secteur en vue de promouvoir leurs idées et projets. La convention-cadre prévoit également la mise en place de structures d'appui visant à développer les filières industrielles et artisanales dans les domaines agricole, rural et forestier, notamment au niveau des instituts spécialisés relevant du ministère de l'Agriculture. Elle prévoit également en outre l'amélioration de la rentabilité et le renforcement de la compétitivité entre les entreprises sous tutelle, en collaboration avec l'accélérateur public de startups (Algeria Venture). A ce propos, le ministère de l'Agriculture et du Développement rural organisera des rencontres thématiques périodiques réunissant les opérateurs dans le domaine agricole et les entreprises émergentes, à l'effet de présenter des solutions innovantes et coordonner entre tous les acteurs pour améliorer le cadre légal et réglementaire régissant le fonctionnement des entreprises émergentes et booster l'innovation dans le domaine agricole, lit-on dans le communiqué. Par ailleurs, le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'Economie de la connaissance et des Start-up accompagnera les porteurs de projets innovants et les incubateurs relevant du secteur agricole pour obtenir le label "start-up".

Le ministre délégué soutiendra également toute initiative, encouragera l'organisation de concours d'innovation dans le domaine agricole et mobilisera l'expertise nécessaire au développement des outils d'accompagnement au niveau des incubateurs, a conclu la même source.

PROJET DE LA LOI RELATIVE À L'INVESTISSEMENT Introduction de trois régimes d'incitation aux investissements

Le nouveau projet de la loi relative à l'investissement, qui devrait être présenté prochainement à l'Assemblée nationale populaire (ANP), a introduit trois régimes d'incitation qui concernent les secteurs prioritaires, les zones auxquelles l'Etat accorde un intérêt particulier et les investissements revêtant un caractère structurant.

Le régime d'incitation aux secteurs prioritaires est dénommé "régime des secteurs", celui des zones auxquelles l'Etat accorde un intérêt particulier est désigné "régime des zones", tandis que celui dédié aux investissements revêtant un caractère structurant est appelé "régime des investissements structurants".

Sont éligibles au "régime des secteurs" les investissements réalisés dans les domaines des mines et carrières, l'agriculture, l'aquaculture et pêche, l'industrie, l'industrie agro-alimentaire, l'industrie pharmaceutique et pétrochimie, les services et tourisme, les énergies nouvelles et renouvelables, ainsi que celui de l'économie de la connaissance et des TIC.

Au titre de la phase réalisation, ces investissements peuvent bénéficier, outre les incitations fiscales, parafiscales et douanières prévues dans le cadre du droit commun, d'exonération des droits de douane pour les biens importés et de franchise de la TVA pour les biens et services importés ou acquis localement et directement liés à leur réalisation. Ils bénéficient, aussi, d'exonération du droit de mutation à titre onéreux et de la taxe de publicité foncière, pour toutes les acquisitions immobilières effectuées dans le cadre de l'investissement concerné, ainsi que d'exonération des droits d'enregistrement exigibles pour les actes constitutifs de sociétés et les augmentations de capital. Ils profitent, également,



d'exonération des droits d'enregistrement, de la taxe de publicité foncière, ainsi que de la rémunération domaniale portant sur les concessions des biens immobiliers bâtis et non bâtis destinés à la réalisation de projets d'investissement ou encore d'exonération de la taxe foncière sur les propriétés immobilières entrant dans le cadre de l'investissement pour une période de dix (10) ans à compter de la date d'acquisition. Au titre de la phase d'exploitation, il s'agira d'exonération de l'impôt sur le bénéfice des sociétés (IBS), en plus de l'exonération de la taxe sur l'activité professionnelle (TAP) pour une durée, allant de trois (03) à cinq (05) ans à compter de la date d'entrée en exploitation. Concernant les investissements éligibles au "régime des zones", il s'agit de ceux réalisés dans des localités des Hauts Plateaux, du Sud et du Grand sud, dans des localités dont le développement nécessite un accompagnement particulier de l'Etat ou encore des localités dispo-

sant de potentialités en ressources naturelles à valoriser. Outre les incitations fiscales, parafiscales et douanières prévues dans le cadre du droit commun et les avantages attribués aux investissements relevant du "régime des secteurs" à la phase réalisation, les investissements du "régime des zones", dont les activités ne sont pas exclues, peuvent également bénéficier, au titre de la phase exploitation, d'exonération de l'IBS et de la TAP pour une durée allant de cinq (05) ans à dix (10) ans à compter de la date d'entrée en exploitation du projet.

La liste des activités non éligibles aux avantages prévus par le régime des zones est fixée par voie réglementaire, souligne le texte. Par ailleurs, les investissements éligibles au régime "des investissements structurants", sont les investissements à haut potentiel de création de richesse et d'emploi, susceptibles d'augmenter l'attractivité du territoire et de créer un effet d'entraînement sur l'activité écono-

mique pour un développement durable, selon le document. Ces projets peuvent jouir des incitations fiscales, parafiscales et douanières prévues dans le cadre du droit commun, ainsi que les avantages accordés aux "régime des secteurs" et "régime des zones" au titre de la phase réalisation, explique le projet de loi, précisant que les avantages de réalisation peuvent être transférés aux contractants de l'investisseur bénéficiaire chargés de la réalisation de l'investissement pour le compte de ce dernier. Au titre de la phase d'exploitation, ils bénéficient également de l'exonération de l'IBS et de la TAP pour une durée allant de cinq (05) ans à dix (10) ans à compter de la date d'entrée en exploitation du projet. Ces investissements peuvent aussi bénéficier d'un accompagnement de l'Etat par la prise en charge, partielle ou totale, des travaux d'aménagement et d'infrastructures nécessaires à leur concrétisation, sur la base d'une convention établie entre l'investisseur et l'Agence agissant au nom de l'Etat et conclue après son approbation par le gouvernement. En outre, le nouveau texte prévoit de maintenir les droits et avantages acquis légalement par l'investisseur en vertu des législations antérieures. Il prévoit, par ailleurs, le transfert du portefeuille des projets relevant précédemment du Conseil national de l'investissement à l'Agence algérienne de la promotion de l'investissement.

Une nouvelle dénomination et reconfiguration de l'ANDI

Le projet de la loi relative à l'investissement prévoit la reconfiguration de l'Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI), dénommée désormais "Agence algérienne de promotion de l'investissement", en lui attribuant le rôle d'"un véritable promoteur et accompagnateur des investisseurs", selon ce nouveau texte de loi qui devrait être présenté prochainement devant l'Assemblée nationale populaire (ANP). A cet effet, le projet de loi stipule que l'Agence nationale de développement de l'investissement, créée par l'article 6 de l'ordonnance 01-03 du 20 août 2001, est dénommée désormais "Agence algérienne de promotion de l'investissement".

L'Agence, en coordination avec les administrations et organismes concernés, est chargée de "promouvoir et valoriser, en Algérie ainsi qu'à l'étranger, l'investissement et l'attractivité de l'Algérie, en relation avec les représentations diplomatiques et consulaires", propose le même texte.

L'Agence, dont le rôle se limitait auparavant au simple enregistrement et suivi des investissements et à l'octroi des avantages fiscaux et parafiscaux, a, également, pour mission d'"informer et sensibiliser les milieux d'affaires, d'assurer la gestion de la "Plateforme numérique de l'investisseur", d'enregistrer et traiter les dossiers d'investissement et d'accompagner l'investisseur dans l'accomplissement des formalités liées à son investissement, souligne-t-on dans le même document. Elle est chargée, en outre, de gérer les avantages, y compris ceux relatifs au portefeuille des projets déclarés ou enregistrés avant la date de publication de la présente loi, ainsi que de suivre l'état d'avancement des projets d'investissement. Par ailleurs, le projet de loi prévoit de créer, auprès de cette Agence, le guichet unique des grands projets et des investissements étrangers et les Guichets uniques décentralisés. Selon le même texte, le guichet unique des grands projets et des investissements étrangers, à compétence nationale, est "l'interlocuteur unique chargé d'accompagner l'investisseur dans l'accomplissement de toutes les démarches nécessaires à la concrétisation des grands projets d'investissement et des in-

vestissements étrangers", précisant que les critères de qualification des grands projets d'investissement, "sont fixés par voie réglementaire".

Pour leurs part, les guichets uniques décentralisés sont "les interlocuteurs uniques des investisseurs au niveau local, ajoutent-on, précisant qu'"ils assurent les missions d'assistance et d'accompagnement des investisseurs, dans l'accomplissement des formalités relatives à l'investissement". Et d'ajouter, le guichet unique des grands projets et des investissements étrangers et les guichets uniques décentralisés, regroupent les représentants des organismes et des administrations directement chargés de l'exécution des procédures liées à la concrétisation des projets d'investissement, la délivrance des décisions, autorisations et tout acte lié à l'exercice de l'activité en relation avec le projet d'investissement, l'obtention du foncier destiné à l'investissement et enfin le suivi des engagements souscrits par l'investisseur. Le projet de loi d'investissement prévoit également la création d'"une Plateforme numérique de l'investisseur", dont la gestion est confiée à l'Agence algérienne de promotion de l'investissement, permettant d'offrir toutes les informations nécessaires, notamment sur les opportunités d'investissement en Algérie, l'offre foncière, les incitations et avantages liés à l'investissement, ainsi que les procédures y afférentes. Cette plateforme numérique, interconnectée aux systèmes d'informations des organismes et administrations chargés de l'acte d'investir, "permet la dématérialisation de l'ensemble des procédures et l'accomplissement en ligne de toutes les formalités liées à l'investissement", selon la même source. Par ailleurs, le nouveau texte prévoit, "le recentrage du rôle du Conseil national de l'investissement (CNI) à la seule mission de proposer la stratégie de l'Etat en matière d'investissement, de veiller à sa cohérence globale et d'évaluer sa mise en oeuvre". A rappeler que le projet de la loi relative à l'investissement a été adopté en mai dernier lors d'une réunion spéciale du Conseil des ministres, présidée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

PÉTROLE

Le Brent frôle les 123 dollars

Les prix du pétrole sont en hausse, mardi, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en août prenait 0,47% à 122,84 dollars.

Le baril de West Texas Intermediate (WTI) américain pour livraison en juillet grappillait 0,46% à 121,49 dollars.

Les prix de l'or noir se maintiennent malgré des craintes sur la demande, notamment après un retour des restrictions sanitaires en Chine et d'un ralentissement de l'activité



économique mondiale. Selon des experts pétroliers, les prix du pétrole sont également encouragés par la baisse de la production libyenne. Le ministre libyen du pétrole et du gaz Mohamed Oun a affirmé, lundi, que la production du pays était actuellement amputée de 1,1 millions de barils par jour.

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

Accord sur la pêche : l'OMC propose la création d'un fonds de soutien

La directrice générale de l'OMC, qui veut conclure des négociations difficiles sur la pêche, a proposé mardi la création d'un fonds de soutien de plusieurs millions pour convaincre les pays en développement de signer l'accord.

Le texte, qui reste le dossier phare de la conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui se tient cette semaine à Genève, et les ministres s'apprentent à entrer dans le vif du sujet dans la journée.

Le texte, qui s'inscrit dans les objectifs du millénaire de l'ONU, doit en particulier supprimer les subventions qui peuvent encourager la surpêche ou les prélèvements illégaux. Mais des divergences persistent sur le traitement des pays en développement.

Les fonds que l'OMC souhaite mettre sur place vise à leur apporter une assistance technique et renforcer leurs capacités afin que ces pays puissent mettre en œuvre l'accord et aider leurs pêcheurs

à se tourner vers une pêche plus durable, en coordination notamment avec l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). L'OMC espère réunir dans un premier temps 10 millions de dollars, avant de doubler ce montant, a-t-elle indiqué mardi.

"Nous avons déjà reçu sous forme de promesses de dons pour le fonds environ 5 millions de dollars, ce qui représente la moitié du montant initial de 10 millions de dollars que nous recherchons" dans l'immédiat, a déclaré la directrice générale de l'OMC, Ngozi Okonjo-Iweala, lors de la présentation du fonds aux délégués. "En outre, un certain nombre de délégations nous ont informés qu'elles étudiaient les détails du financement et qu'elles étaient favorables à des promesses de dons, même si elles ne sont pas prêtes à le faire aujourd'hui", a-t-elle ajouté. Des progrès ont été faits ces derniers mois dans les négociations sur la pêche sur des contentieux qui pa-

raissaient jusque-là insurmontables. L'idée que les querelles d'appartenance territoriale - nombreuses et ultra-sensibles - se traitent à l'OMC a été écartée. Des progrès ont aussi été faits pour définir le mécanisme de traitement préférentiel réservé aux pays en développement, mais l'Inde réclame une période d'exemption de 25 ans. Trop long, rétorquent de nombreux membres, qui visent plutôt 2030. L'ambassadeur colombien Santiago Wills, qui pilote depuis des mois les négociations, a estimé mardi que le fonds est un "mécanisme de financement très important" destiné à tous les pays en développement.

"Je suis sûr qu'il jouera un rôle important dans la réussite de l'accord sur les subventions à la pêche. Et cela se traduira par une plus grande durabilité de la pêche et une plus grande abondance de poissons pour le bénéfice de tous ceux qui sont ici aujourd'hui et des générations à venir", a-t-il dit.

MONNAIES

Leger recul du dollar face aux autres monnaies

Le dollar effaçait mardi une partie de ses gains des dernières séances, les cambistes attendant de voir l'ampleur de la hausse des taux de la Réserve fédérale américaine (Fed). Ce mardi matin, le Dollar index, qui compare le billet vert à un panier d'autres monnaies et a atteint la veille un sommet depuis 33 ans à 105,29 points, cédait 0,42% à 104,65 points.

L'euro remontait quant à lui de 0,56% à 1,0467 dollar. Alors que la Fed se réunit

mardi et mercredi, "le spectre d'une récession revient dans les débats alors que l'on craint que l'économie soit sacrifiée sur l'autel de la lutte contre l'inflation", ont commenté des analystes. Pour les investisseurs, qui ont vu avec inquiétude l'inflation accélérer aux Etats-Unis en mai selon des données publiées vendredi, une hausse des taux de 0,75 point de pourcentage est plus probable qu'une de seulement 0,50 point.

"Un rythme plus rapide de hausse des taux sur la fin de l'année" devrait continuer de peser sur l'euro, commente Jane Foley, analyste chez Rabobank. Malgré son rebond mardi, l'euro reste en baisse de 1,3% depuis vendredi matin.

La livre britannique, qui a touché lundi un plus bas face au dollar depuis mai 2020 et les premiers mois de la pandémie de Covid-19, remontait (+0,20% à 1,2156 dollar). Mais face à l'euro, la

devise reste en retrait (-0,35% à 86,09 pence).

Le taux de chômage est légèrement remonté à 3,8% au Royaume-Uni lors des trois mois terminés fin avril, après 3,7% affichés à fin mars, mais reste à un plus bas en près de 50 ans, a annoncé mardi l'Office national des statistiques (ONS).

Les investisseurs s'attendent à ce que la Banque d'Angleterre (BoE) remonte ses taux pour la cinquième réunion consécutive jeudi.

ALLEMAGNE

Inflation record de 7,9% en mai

L'inflation en Allemagne a bien atteint en mai le niveau record de 7,9% sur un an, poussée par la crise en Ukraine, qui accroît les prix de l'énergie et de l'alimentation, selon l'institut statistique fédéral Destatis.

La hausse des prix à la consommation a ainsi atteint son plus haut niveau depuis la réunification de l'Allemagne en 1990 pour le troisième mois consécutif.

"La principale raison de la forte inflation reste la hausse des prix des produits énergétiques" mais les augmentations de prix sont aussi observées "pour de nombreux autres biens, en

particulier la nourriture", explique Georg Thiel, président de Destatis, dans un communiqué.

Le ministre allemand de l'Agriculture Cem Özdemir s'attend à ce que les prix alimentaires continuent d'augmenter jusqu'à l'hiver, a-t-il déclaré mardi dans une interview au "Rheinische Post". Le commerce s'approvisionne actuellement en payant des tarifs élevés d'énergie qui vont être répercutés sur les prix, a-t-il expliqué. Au sein des produits énergétiques, les prix des carburants ont augmenté de 41% sur un an, relève Destatis. L'indice des prix harmonisé, qui sert de réfé-

rence au niveau européen, a quant à lui atteint 8,7% sur un an, a encore confirmé Destatis, soit au-dessus de la moyenne de 8,4% de la zone euro, selon la première estimation d'Eurostat. La Banque centrale européenne, déterminée à ramener à terme l'inflation à la valeur cible de 2%, a annoncé jeudi dernier une première hausse de ses taux en juillet, ce qu'elle n'avait plus fait depuis mai 2011.

L'institution planifie en outre une "série" de hausses des taux "au cours des prochains mois" en fonction des perspectives d'inflation, a prévenu sa présidente Christine Lagarde.

INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE

La Chine formera plus de personnel qualifié

La Chine accélérera la formation de personnel qualifié dont elle a besoin pour promouvoir le développement de haute qualité de son industrie manufacturière, selon un plan du gouvernement.

De 2022 à 2025, la Chine établira des bases nationales de formation se concentrant sur la formation de personnel hautement qualifié, ainsi que sur la promotion des technologies et la mise à niveau de la qualité dans

l'industrie manufacturière, indique le plan publié lundi par trois organes du gouvernement, dont le ministère des Ressources humaines et de la Sécurité sociale.

Le pays augmentera également les subventions gouvernementales pour la formation de personnel dont il a besoin et améliorera le mécanisme d'incitations pour ces talents, d'après le plan.

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street en baisse : les investisseurs fuient face à l'inflation et la hausse des taux

La Bourse de New York a terminé en fort repli lundi, redoutant que l'inflation ne pousse la banque centrale américaine (Fed) à serrer encore la vis alors que se profile à l'horizon un ralentissement économique, voire une récession.

Le Dow Jones a perdu 2,79% à 30.517,06 points, l'indice Nasdaq, sous influence technologique, a lâché 4,68% à 10.809,22 points, tandis que l'indice élargi S&P 500 a abandonné 3,87% à 3.749,91 points. Le S&P 500, considéré comme l'indice le plus représentatif de Wall Street, est entré en "bear market", ce qui signifie qu'il a perdu plus de 20% depuis son pic historique de début janvier (-22% en clôture lundi). Déjà malmené vendredi, le marché new-yorkais a été encore davantage secoué lundi, toujours préoccupé par l'indice des prix CPI, qui a montré que l'inflation avait encore pris de la vitesse en mai aux Etats-Unis, alors que beaucoup attendaient le début d'une décelération.

"Vendredi aura probablement été un moment charnière pour les marchés", a commenté Angelo Kourkafas, d'Edward Jones. "La thèse centrale (des investisseurs) a été invalidée", montrant que l'inflation n'avait pas encore atteint son pic.

Dès lors, les opérateurs ont revu leurs projections de politique monétaire et estiment désormais à près de 80% la probabilité que la Réserve fédérale augmente ses taux de 1,75 point de pourcentage au moins d'ici fin septembre, soit deux hausses d'un demi-point et une autre de 0,75 point.

Un relèvement aussi brutal serait une première depuis 1994. "Nous nous attendons à ce que la Fed surprenne les marchés en remontant de 0,75 point de pourcentage ses taux dès juin pour renforcer leur crédibilité et reprendre l'ascendant sur les pressions inflationnistes", ont écrit, dans une note, les analystes de Barclays, au sujet de la réunion de la Fed qui aura lieu mardi et mercredi.

Cette révision des anticipations "a contribué non seulement à la volatilité des obligations, mais aussi à celle des actions", a expliqué Angelo Kourkafas. Selon lui, "le fait que des vents contraires se lèvent (pour l'économie) alors que la Fed est contrainte de monter ses taux à un rythme plus soutenu a provoqué une indigestion pour les marchés".

"Wall Street fait face à une pléthore de mauvaises nouvelles", a abondé, dans une note, Edward Moya, d'Oanda, "mais le problème est que tant que nous ne voyons pas une détérioration des conditions de crédit et du fonctionnement du marché, la Fed a le feu vert pour resserrer autant que possible et mettre l'inflation sous contrôle".

Globalement, les investisseurs affichent "un manque de confiance dans les valorisations, sachant que les avertissements sur résultats sont encore peu nombreux malgré les anticipations d'une croissance bien plus lente, voire d'une récession dans les prochains mois", selon Edward Moya. La perspective d'un jaillissement des taux d'intérêt a aussi bousculé le marché obligataire, qui a été victime d'un désengagement massif. Le rendement des emprunts d'Etat américains à 10 ans, qui évolue en sens opposé de leur prix, s'est envolé jusqu'à 3,38%, une première depuis plus de 11 ans.

La courbe des taux, qui relie l'ensemble des échéances obligataires entre taux courts et longs, s'est disloquée lundi, le rendement des bons du Trésor américains à 2 ans passant même brièvement au-dessus du 10 ans, signe parfois interprété comme avant-coureur d'une récession.

Pour Angelo Kourkafas, la place new-yorkaise ne montre pas de signe de capitulation, un terme utilisé pour signifier que le courant vendeur ne rencontre plus d'opposition et que le marché s'approche d'un plancher.

AÏN DEFLA Deux trafiquants de psychotropes arrêtés

Les services de sécurité de Aïn Defla ont arrêté récemment deux individus versés dans le trafic de comprimés psychotropes, en saisissant 528 unités, a-t-on appris lundi des services de la sûreté de wilaya.

Suite à des informations faisant état d'un individu s'adonnant au trafic des comprimés psychotropes au niveau de la gare routière du chef-lieu de wilaya, vers laquelle il se rend de nombreuses fois par semaine, les éléments de la section criminelle relevant du service de la police judiciaire ont mis en place un plan minutieux visant son arrestation, a-t-on indiqué à la cellule de communication et des relations publiques de la sûreté de wilaya. Après l'avoir identifié, les policiers l'ont surveillé de très près, l'arrêtant à la fin de la semaine dernière au niveau du lieu susmentionné, en possession d'un sac contenant 55 comprimés psychotropes ainsi que de 550 euros soigneusement dissimulés, a-t-on fait savoir. Acculé, le présumé suspect a reconnu s'approvisionner d'un individu résidant à la cité Souamaâ de Khémis Miliana, lequel a été arrêté quelque temps après suite à des investigations poussées menées par les policiers, a-t-on précisé, signalant que la fouille minutieuse de son domicile a permis de mettre la main sur 470 comprimés psychotropes ainsi que 90 000 dinars représentant vraisemblablement les revenus de cette activité répréhensible.

L'enquête a également touché un troisième individu (19 ans) résidant dans la même ville, soupçonné d'avoir entretenu des relations avec les deux acolytes, a-t-on indiqué de même source.

Présentés dimanche (hier) devant les instances judiciaires de Aïn Defla, les deux premiers individus ont été placés sous mandat de dépôt au moment où le troisième a été placé sous contrôle judiciaire, a conclu la même source.

EDUCATION Baccalauréat à Guelma: la PC prend en charge le transport d'un candidat handicapé moteur à Héliopolis

Les services de la Protection civile de la wilaya de Guelma assurent le transport aller et retour d'un candidat au baccalauréat (session juin 2022) atteint d'un handicap moteur dans la commune d'Héliopolis, a-t-on appris lundi auprès de la cellule de communication de la Direction locale de ce corps constitué.

L'unité principale de la Protection civile a réservé une ambulance équipée et une équipe d'agents pour assurer le transport de ce candidat dans les meilleures conditions, a précisé la même source à l'APS, indiquant que le transport du candidat est assuré le matin et l'après-midi (aller et retour) depuis le premier jour des épreuves jusqu'au dernier.

Ce candidat, âgé de 18 ans, et qui habite dans la commune d'Héliopolis (5 km au Nord de Guelma) passe les épreuves du baccalauréat au lycée Mohamed Haddadi de cette même commune, est-il précisé.

Pour sa part, le candidat, en l'occurrence Ahmed Hayahoum, a exprimé sa reconnaissance pour cette initiative humanitaire des services de la Protection civile, assurant que cela lui a permis de se concentrer davan tage sur l'examen sans avoir à se préoccuper des déplacements.

KHENCHELA Quatre individus condamnés pour "possession d'appareils sensibles et début de diffusion de sujets de baccalauréat

Quatre (4) personnes ont été condamnées par les tribunaux de Khenchela et Ouled Rechache à deux (2) mois de prison avec sursis et un (1) an de prison ferme pour "début de diffusion de sujets de baccalauréat par l'usage de moyens de télécommunications et possession d'une marchandise étrangère de contrebande utilisée pour la fraude durant les examens", a indiqué lundi un communiqué du procureur général près la Cour de justice de Khenchela, Lenouar Benmehdi.

Selon le communiqué, dont une copie a été reçue par l'APS, trois (3) personnes ont été présentées devant la section pénale du tribunal de Khenchela au motif de "début

de diffusion et fuite de sujets des épreuves du baccalauréat par l'usage de moyens de télécommunications", et condamnées à une année de prison ferme et une amende de 20.000 DA séance tenante et confiscations des saisies.

Les services de la 4ème sûreté urbaine de Khenchela avaient présenté les mis en cause le 12 juin devant le parquet près le tribunal de Khenchela, après qu'ils furent débusqués par les enseignants surveillants en train d'organiser des fuites des sujets du baccalauréat en utilisant des moyens de télécommunications (bluetooth), selon la même source.

Le communiqué a indiqué qu'avant ces

BOUIRA Le PNUD s'enquiert des projets de restauration des paysages forestiers incendiés

Une délégation du Programme des nations unies de développement (PNUD) a effectué lundi une visite à Bouira, où elle s'est enquis de l'impact de quelques projets réalisés dans le cadre du programme d'appui à la mise en œuvre du programme national de réhabilitation des paysages forestiers affectés par les incendies, a-t-on constaté.

Composée de la représentante résidente du PNUD en Algérie, Mme Blerta Aliko, ainsi que de l'ambassadrice du Royaume Uni à Alger, Mme Sharon Wardle, et de la première secrétaire de l'ambassade des Pays Bas à Alger, Mme Annelies Donners, la délégation du PNUD s'est rendue à Dirah (Sud de Bouira), où elle a visité un projet de lutte contre la désertification et l'érosion du sol.

"Ce projet porte exactement sur les travaux de correction torrentielle pour protéger le bassin versant de la localité d'El Maleh à Dirah.

Le coût de ce projet déjà réalisé a dépassé les 88 millions de dinars, soit 607,587 dollars américains, dont le PNUD a financé une surface de 790 M3 pour la réalisation de gabionnage pour stabiliser cette zone près steppe et préserver le s'eaux de la retenue collinaire", a précisé à l'APS le Conservateur des forêts de Bouira, Demdoun Mounir.

Les membres de la délégation se sont enquis de l'impact positif de cette opération, qui vise à lutter contre l'érosion et à contribuer à la protection de l'environnement, notamment à travers la conservation des eaux et des sols, a expliqué M. Demdoun.

A Lakhdaria, la délégation du PNUD a évoqué des progrès des activités de reboisement des espaces forestiers détruits par les incendies, et de plantation de quelques 14000 plants (arbres fruitiers), ainsi que de 1500 autres arbustes (chêne-liège) dans le canton forestier de Tiguermount. "Toutes ces



opérations sont menées avec le soutien des associations locales dont celle de chasse El Amel de Lakhdaria", a expliqué à l'APS Amar Nait Messaoud, responsable à la conservation des forêts de Bouira.

Selon la chargée de la communication au sein du PNUD en Algérie, M. Abdelmalek Touati, le programme national de réhabilitation et de restauration des paysages forestiers incendiés sont menées conjointement avec la direction générale des forêts (DGF) à travers les dix wilayas les plus affectées par les incendies, à savoir Aïn Defla, Bejaia, Bouira, Chlef, Guelma, Jijel, Khenchela, Skikda, Tipaza et Tizi Ouzou. "Le projet vise à mettre en place des actions d'assainissement et

de traitement sylvicole et de réduction des risques hydriques par la correction torrentielle et la revitalisation des écosystèmes", selon M. Touati.

Le programme encourage aussi l'implication des organisations de la société civile locale pour mener à bien des actions de reboisement et de sensibilisation citoyenne dans ces 10 wilayas, a-t-il dit.

Le même responsable a expliqué en outre que ce projet a pour objectif de renforcer la résilience des écosystèmes face aux aléas climatiques catastrophiques et de lutter contre la dégradation des terres.

"Le principal bénéficiaire de ces actions sont les populations rurales ou forestières", a-t-il souligné.

ORAN Relogement de plus de 170 familles au nouveau pôle urbain de Bir El-Djir

Plus de 170 familles qui vivaient dans des habitations précaires dans la localité de "Belgaïd", ont été relogées dans des logements décents au nouveau pôle urbain de la commune de Bir El-Djir (Oran), a-t-on appris de la direction du logement de la wilaya.

Sous la supervision du wali d'Oran, Saïd Sayoud, les services de la direction du logement, en coordination avec l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) et la commune de Bir El-Djir, ont relogé 172 familles qui demeuraient dans des constructions illicites au



niveau de la localité de "Belgaïd" dans des logements de type F3 au pôle urbain de la commune de Bir El-Djir, qui comprend 4.400 logements publics.

Immédiatement après l'opération de relogement, les services techniques de la commune de Bir El-Djir ont procédé à la démolition des constructions illicites, avec la

mobilisation de tous les moyens humains et matériels, a indiqué la même source, notant que l'opération s'est déroulée dans des conditions normales.

Les mêmes services ont précisé que la démolition des constructions illicites se poursuit à travers la daïra de Bir El-Djir.

Pour rappel, 54 constructions illicites et 7 autres en cours ont été démolies cette année à travers différentes communes de la wilaya, notamment dans la localité de Hassiane Toul (commune de Benfrehia), à Es-Senia et à Bir El-Djir.

pect a été présenté devant le parquet près le tribunal d'Ouled Rechache, a-t-on indiqué.

Selon le document, en vertu des mesures de comparution immédiate, le parquet a poursuivi le mis en cause pour "possession d'une marchandise étrangère de contrebande à des fins commerciales", et conformément à l'article 324 alinéa 2 du Code des Douanes et de l'article 10 de la loi relative à la lutte contre la contrebande, il a été condamné à deux mois de prison avec sursis, confiscation des saisies et le paiement d'une amende 300.000 DA pour l'administration des Douanes.

TURQUIE

5 morts dans des inondations au centre du pays

Les inondations qui ont frappé le centre de la Turquie depuis samedi, en particulier Ankara, la capitale, ont fait cinq morts, ont indiqué, lundi, les autorités locales.

"Le corps d'une personne portée disparue depuis deux jours a été retrouvé à Ankara lundi après-midi", a annoncé l'Afad, organisme public turc de gestion des catastrophes.

Particulièrement frappée, la province d'Ankara compte quatre victimes.

Les inondations ont aussi fait un mort à Karaman (centre), selon la presse locale. De très fortes pluies, atteignant jusqu'à "30 litres au m²", selon l'Afad et des orages de grêle par endroits, ont frappé le centre du pays samedi et dimanche et causé des dégâts dans plusieurs villes du nord et du centre de la Turquie. Huit villages étaient toujours inaccessibles lundi matin à Kastamonu (nord) à cause des inondations qui ont provoqué l'effondrement des routes.

Les chaînes de télévision diffusent des images cataclysmiques de rues noyées



sous des flots tumultueux, emportant voitures et béton, de routes emportées et de toits arrachés par la tempête.

Des alertes jaunes et orange ont été

émises concernant 42 villes du centre et du nord de la Turquie lundi. Les écoles élémentaires et les lycées étaient fermés lundi à Ankara et Gemerek (centre).

BRÉSIL

Disparus en Amazonie: des restes humains retrouvés durant les recherches

Des "viscères humains ont été retrouvés flottant sur le fleuve" durant les recherches du journaliste britannique Dom Phillips, et de l'expert brésilien Bruno Pereira, disparus il y a une semaine en Amazonie, a déclaré lundi le président brésilien Jair Bolsonaro.

Des membres de la famille de Dom Phillips ont affirmé plus tôt dans la matinée que deux corps avaient été retrouvés, mais que l'identification était encore en cours, une information non confirmée pour le moment par la police locale. Dom Phillips, 57 ans, travaillait en tant que collaborateur régulier du quotidien The Guardian. Bruno Pereira, 41

ans, était lui, spécialiste reconnu des peuples autochtones. Les deux hommes voyageaient ensemble dans la vallée de Javari, située dans l'ouest de l'Amazonie, près du Pérou, une région très difficile d'accès, qui connaît une escalade de la violence armée en raison de la présence de mineurs, d'orpailleurs et de braconniers.

Les deux hommes ont quitté Atalaia do Norte, dans l'Etat d'Amazonas, pour interviewer des habitants autour d'une base de la Funai - l'organisme gouvernemental chargé des peuples autochtones -, et ont rejoint le lac Jaburu vendredi soir.

ESPAGNE

Une trentaine de blessés dans la collision d'une locomotive avec un train de passagers

Une trentaine de personnes ont été blessées, dont deux sont dans un état grave, dans une collision entre une locomotive et un train de passagers, dimanche soir, dans la province espagnole de Tarragone (nord-est), a fait savoir, lundi, une source auprès de la société ferroviaire (Adif), citée par des médias locaux.

"La collision avait eu lieu vers 21h30 près de la ville de Vila-Seca, au sud de Barcelone, quand la locomotive d'un

train de marchandises a grillé un feu rouge et a percuté un train de passagers transportant 75 personnes entre Barcelone et Tortose", a indiqué Adif.

Les services d'urgence catalans ont confirmé qu'ils avaient pris en charge une trentaine de personnes sur le lieu de la collision.

Adif a indiqué, en outre, que "la cause présumée de l'accident était une défaillance des freins sur la locomotive du train de fret et qu'une enquête avait

été ouverte". Le trafic sur la ligne ferroviaire était toujours interrompu ce lundi.

C'est le second accident ferroviaire dans la région de la Catalogne en moins d'un mois, après qu'un train de passagers et un train de marchandises sont entrés en collision à Sant Boi de Llobregat, près de Barcelone, en mai.

Cet accident avait provoqué la mort d'un conducteur et fait 86 blessés parmi les passagers.

IRAN

Plus de 130 cas d'asphyxie après une fuite de gaz chimiques dans une usine

Plus de 130 personnes ont été hospitalisées lundi pour des problèmes respiratoires à la suite d'une fuite de gaz de produits chimiques dans une usine dans le sud de l'Iran, ont rapporté mardi les médias d'Etat. Une enquête a été ouverte pour déterminer les causes de la fuite d'azote sur-

venue dans une usine de production de carbonate de sodium dans la ville de Firuzabad, dans la province du Fars, a indiqué l'agence de presse officielle Irna. L'incident n'a fait aucun mort et la plupart des personnes hospitalisées ont quitté l'hôpital, a déclaré un responsa-

ble médical provincial. "Les personnes qui ont été hospitalisées souffraient surtout de problèmes respiratoires causés par l'azote, qui n'est pas dangereux", a déclaré le directeur provincial de la gestion des crises, Khalil Abdollahi, cité par l'agence Irna. L'usine de carbonate de

sodium de Firuzabad, qui a une capacité de production annuelle de 320.000 tonnes, a été inaugurée en 2020, selon la même source. Le carbonate de sodium est principalement utilisé dans la fabrication de produits pétrochimiques, mais aussi de détergents, de savons, de papier et de verre.

ROYAUME-UNI

104 cas supplémentaires de variole du singe

Cent-quatre cas supplémentaires de variole du singe ont été rapportés au Royaume-Uni, portant le nombre total dans ce pays à 470, a annoncé lundi l'Agence de sécurité sanitaire britannique dans un communiqué.

L'agence a recommandé de contacter une clinique de santé sexuelle à toute personne présentant une éruption cutanée avec des cloques, ou ayant eu au cours des trois dernières semaines un contact étroit, y compris des contacts sexuels, avec quelqu'un ayant pu avoir la variole du singe, ou s'étant rendu en Afrique de l'Ouest ou centrale.

"N'importe qui peut contracter la variole du singe, en particulier en cas de

contacts étroits, y compris sexuels, avec un individu présentant des symptômes", a-t-elle indiqué.

A la date de dimanche, 452 cas ont été confirmés en Angleterre, douze en Ecosse, quatre au Pays de Galles et deux en Irlande du Nord, a précisé le communiqué.

Les mises à jour de l'agence sanitaire ont mis en évidence le risque de propagation de la maladie, a indiqué samedi Paul Hunter, cité par l'agence Chine et nouvelle professeur de médecine à l'École de médecine Norwich de l'université d'East Anglia.

"La variole du singe semble être presque exclusivement transmise par

contact étroit et intime. Les gens doivent donc éviter tout contact avec des personnes qui pourraient être infectées, surtout si elles présentent une éruption cutanée", a-t-il averti, ajoutant qu'il soutenait les experts médicaux américains selon lesquels le port de masque aurait un effet négligeable sur la transmission de cette maladie.

Le 8 juin, une nouvelle loi faisant de la variole du singe une maladie à déclaration obligatoire est entrée en vigueur au Royaume-Uni.

Tous les médecins du pays sont désormais tenus d'informer leur conseil local ou leur équipe locale de protection sanitaire de tout cas suspect.

CAMEROUN

Choléra : plus de 8000 cas et 154 décès depuis octobre 2021

Cent cinquante-quatre personnes sont mortes du choléra depuis octobre 2021 au Cameroun où plus de 8241 cas ont été recensés depuis la résurgence de cette maladie, a annoncé lundi, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA).

Un précédent bilan, datant du mois de mai, avait fait état de 140 morts et de 7287 cas signalés dans les régions du Littoral, le Sud-Ouest et l'Ouest. "La région du Sud-Ouest qui fait face à une crise sécuritaire, a le taux de contamination le plus élevé avec 5628 cas et 90 décès. Elle est suivie par le Littoral avec 2208 contaminations et 58 décès", a souligné l'OCHA. D'après l'organisme onusien, sept des dix régions du Cameroun sont affectées par cette maladie diarrhéique aiguë, dont on peut mourir en quelques heures en l'absence de traitement. Il s'agit du Centre, de l'Extrême-Nord, du Nord, du Littoral, du Sud-Ouest et de l'Ouest. Les Nations unies ont annoncé, lundi, que le Fonds central d'intervention d'urgence de l'ONU a débloqué 1,7 millions de dollars pour une réponse urgente à l'épidémie de choléra qui continue d'emporter des vies au Cameroun. Le pays connaît actuellement une épidémie d'une ampleur jamais vue depuis plus d'une décennie. Pour rappel, la précédente résurgence du choléra avait fait 66 morts au Cameroun entre janvier et août 2020.

ETATS UNIS

Un Américain arrêté pour trafic d'armes à feu, un fléau difficile à combattre

Le ministère américain de la Justice a annoncé lundi l'arrestation d'un homme pour trafic illégal d'armes à feu dans un dossier qui illustre la difficulté des autorités d'empêcher les armes de finir entre de mauvaises mains.

Démontre Antwon Hackworth, 31 ans, est accusé d'avoir acheté légalement au moins 92 armes, principalement de poing, entre 2019 et 2021 et de les avoir ensuite revendues sans licence, donc sans contrôle des antécédents des acheteurs, a annoncé le ministre de la Justice Merrick Garland lors d'une conférence de presse. Seize d'entre elles ont été ensuite impliquées dans des crimes dont un homicide, des agressions et du trafic de drogue, survenus dans plusieurs Etats américains mais aussi au Canada dans l'année ayant suivi leur revente.

Son arrestation illustre selon le ministre, les efforts de ses services pour "lutter contre la violence par armes à feu", alors que les Etats-Unis ont vécu "ces dernières semaines fusillades sur fusillades", dans une école du Texas (21 morts), un supermarché fréquenté par des Afro-Américains (dix morts) et une église (un mort). A l'aide d'unités spécialisées, "nous agissons contre les réseaux de trafic d'armes qui inondent nos communautés avec des armes illégales", a assuré Merrick Garland en citant d'autres inculpations récentes, dont celle d'un Californien accusé d'avoir trafiqué 89 armes, dont une majorité dite "fantômes" car sans numéro de série.

"Il n'est pas facile pour les agents d'enquêter et de lancer des poursuites dans ce type de dossier", a toutefois souligné le procureur en charge de l'affaire, Chad Meacham.

"Il faut remonter toute la chaîne avant de découvrir l'identité d'un accusé comme celui-ci", a-t-il ajouté.

Ces arrestations représentent une goutte d'eau dans l'océan des armes à feu aux Etats-Unis, où 393,3 millions d'armes étaient en circulation dans la population civile aux Etats-Unis en 2017, soit 120 armes pour 100 personnes, selon le projet Small Arms Survey.

En 2021, près de 20 millions d'armes ont encore été vendues, d'après le site Small Arms Analytics, et plus de 20.000 homicides par armes à feu ont été recensés sur le site Gun Violence Archive.

DON DU SANG SEAAL-ANS : signature d'une convention de partenariat pour la promotion des campagnes de don de sang



La Société des Eaux et de l'Assainissement d'Alger (SEAAL) a signé, mardi, une convention de partenariat avec l'Agence nationale de sang (ANS) pour la promotion des campagnes de don de sang au sein de l'entreprise, a indiqué un communiqué de l'entreprise.

A l'occasion de la Journée mondiale du donneur de sang, célébrée le 14 juin de chaque année, sous le slogan "Donner son sang : un acte de solidarité".

Rejoignez le mouvement et sauvez des vies !", la SEAAL a annoncé la signature d'une convention de partenariat avec l'ANS pour la promotion des campagnes de don de sang au sein de l'entreprise, indique un communiqué de la société.

A cet effet, SEAAL s'engage à promouvoir cette action citoyenne et invite les collaborateurs de ses périmètres d'activité à participer aux opérations de don de sang dans l'objectif de faire prendre conscience que le sang est un "bien précieux" et "le partager contribue chaque jour à sauver des vies", précise la même source.

A ce propos, SEAAL vise à devenir "une entreprise partenaire de don de sang", grâce à la signature de cette convention en s'engageant à faciliter toutes les démarches nécessaires à la promotion de don de sang, tout au long de l'année afin d'encourager les collectes, souligne la société.

Cette démarche solidaire, conciliant engagement d'entreprise et utilité sociale, s'inscrit dans la lignée des nombreuses initiatives de responsabilité sociétale d'entreprise de SEAAL, relève la même source, ajoutant, que cette démarche permettra de "renforcer la solidarité, la force du collectif et la cohésion sociale à l'échelle de l'entreprise".

MÉDECINE DENTAIRE

La CNAS appelée à augmenter le remboursement des soins

Le président de la Section ordinaire régionale des médecins dentistes d'Alger (SORMD), Dr Mohamed Ali Boudoual a appelé, samedi, la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS), à augmenter les remboursements relatifs aux soins et à la chirurgie dentaire pour permettre à une grande partie de citoyens d'accéder à ce type de traitement. Dans une déclaration à l'APS en marge de la 3e journée de la formation continue des chirurgiens dentistes, Dr Boudoual a indiqué que les remboursements de la CNAS "sont toujours faibles, ce qui prive de nombreux citoyens d'accéder à ce type de traitement aux coûts très élevés".

Concernant les coûts appliqués par les chirurgiens dentistes notamment dans le secteur privé, le responsable a précisé que ces honoraires s'expliquent par les prix des

produits utilisés dans ce domaine. Il s'agit de produits "importés par le praticien par crédit bancaire payé sur plusieurs années", a-t-il fait remarquer, qualifiant cette opération de "très lourde pour ce corps médical". Dr Boudoual a mis en avant, par ailleurs, l'importance de ces journées de formation continue pour les jeunes médecins qui peuvent bénéficier des connaissances modernes pour s'adapter aux développements sur la chirurgie et les soins dentaires, notamment en termes d'utilisation des technologies dans les soins pour assurer une meilleure qualité à l'instar des pays développés.

Il a également salué la coopération entre les praticiens des secteurs public et privé pour améliorer la performance et être au diapason des évolutions modernes dans ce domaine.

BILAN DE LA PANDEMIE DU COVID-19 6 nouveaux cas et aucun décès

Six (6) nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19) et 3 guérisons ont été enregistrés, tandis qu'aucun cas de décès n'a été déploré ces dernières 24 heures en Algérie, indique, hier, le ministère de la Santé dans un communiqué.

Le total des cas confirmés s'établit ainsi à 265.943, celui des décès demeure inchangé (6.875 cas), alors que le nombre total des patients guéris passe à 178.445 cas.

En outre, aucun patient n'est actuellement en soins intensifs, précise la même source, relevant que 43 wilayas n'ont recensé aucun cas. Le ministère de la Santé rappelle, par la même occasion, la nécessité de maintenir la vigilance, en respectant les règles d'hygiène, la distanciation physique et le port du masque.

CANICULE

Le ministère de la Santé rappelle les précautions à observer en raison de la hausse des températures

Le ministère de la Santé a rappelé, mardi dans un communiqué, un nombre de précautions à observer et de conseils préventifs en vue de sensibiliser la population sur les risques liés à la canicule qui touche plusieurs wilayas du pays. "En raison du pic de température, le ministère de la Santé rappelle qu'en temps de forte chaleur, il est impératif de se protéger", précisant que "la population la plus vulnérable est constituée d'enfants en bas âge, des personnes âgées et des malades chroniques".

En ce sens, les précautions à observer consistent "à fermer les volets et les rideaux des façades du logement exposés au soleil, maintenir les fenêtres fermées tant que la température extérieure est supérieure à la température intérieure et éviter de sortir aux heures les plus chaudes", précise la même source.

Dans le cas où il est "impératif de sortir, il est préférable de sortir tôt ou tard le soir, de porter des vêtements légers et amples et rester à l'ombre et à l'abri d'une exposition prolongée au soleil". Le ministère de la Santé préco-



nise aussi de "prendre plusieurs douches par jour dans la mesure du possible, boire suffisamment, éviter les boissons très sucrées ou à forte teneur en caféine et éviter aussi les activités extérieures comme la pratique du sport, le jardinage ou le bricolage".

Pour ce qui est des symptômes qui peuvent alerter en cas d'un coup de soleil (insolation), la même source cite

"les maux de tête, l'envie de vomir, une soif intense, une peau anormalement chaude, rouge et sèche et des confusions mentales", préconisant ainsi d'"appeler les secours".

En attendant l'arrivée des secours, il est conseillé de mettre la personne présentant un de ces symptômes "dans un endroit frais, lui donner à boire, l'asperger d'eau fraîche ou la couvrir à l'aide d'un linge humide et l'éventer".

QUALITÉ DES SERVICES DE SANTÉ

Des instructions pour l'envoi de médecins inspecteurs dans les structures de santé (ministère)

L'Inspection générale du ministère de la Santé a instruit les directeurs de la santé d'envoyer des médecins inspecteurs dans toutes les structures de santé pour suivre la mise en œuvre de l'instruction relative à l'amélioration de la qualité de l'accueil et des services de santé au profit des citoyens, a indiqué lundi un communiqué du ministère.

"Dans le cadre des réunions périodiques tenues par le ministre de la Santé,



Abderrahmane Benbouzid, avec les directeurs de la santé des wilayas et les responsables des établissements hospitaliers qui en relèvent, l'Inspection générale du ministère a instruit les directeurs de la santé d'envoyer des médecins inspecteurs dans toutes les structures de santé pour suivre la mise en œuvre de l'instruction numéro 8 du 04 mai 2022, relative à l'amélioration de la qualité de l'accueil et des services de santé au profit des citoyens", a précisé le communiqué. Il s'agit également d'apporter le soutien nécessaire aux directeurs de ces établissements au niveau local et de les

orienter selon les objectifs fixés par le ministère de la tutelle, dans le strict respect du calendrier de mise en œuvre des programmes tracés, a ajouté la même source. Après avoir écouté des explications sur l'état d'avancement des programmes et projets de réhabilitation des services des urgences médico-chirurgicales et des polycliniques, le premier responsable du secteur a donné de nouvelles instructions exigeant la mise en œuvre effective des précédentes instructions en opérant les modifications requises, a souligné le communiqué.

Insistant sur l'importance d'améliorer la qua-

lité des prestations sanitaires fournies aux citoyens notamment en termes d'accueil, le ministre a déploré l'état de certains hôpitaux et les conditions qu'il a constatées personnellement durant ses visites dans plusieurs wilayas du pays.

"Il est impératif de remédier aux lacunes enregistrées dans le secteur tant pour les chantiers des projets en cours de réalisation que ceux connaissant des opérations de réaménagement", a-t-il indiqué, soulignant la nécessité d'accorder la priorité aux services des urgences et aux polycliniques sans pour autant négliger les autres spécialités médicales.

Le ministre de la Santé a appelé les directeurs de la santé des wilayas à suivre personnellement ces projets sur le terrain notamment en ce qui concerne les services des urgences où les premiers soins sont dispensés aux malades, tout en veillant à la maintenance des équipements médicaux en panne et à leur mise en service pour assurer des prestations de qualité aux malades.

P A N D E M I E D E C O R O N A V I R U S

BILAN DANS LE MONDE

Le nombre des cas confirmés est de 535.570.953

Voici le dernier bilan des cas confirmés de Covid-19 dans les pays les plus touchés du monde, établi par le Centre pour la science et l'ingénierie des systèmes (CSSE) de l'Université Johns Hopkins le 14 juin à 00H00 GMT :

Monde :	535.570.953
Etats-Unis :	85.632.149
Inde :	43.230.101
Brésil :	31.497.038
France :	29.946.647
Allemagne :	26.809.245
Royaume-Uni :	22.600.113
Rép de Corée :	18.229.288
Russie :	18.111.240
Italie :	17.664.043.



ETATS UNIS

Le secrétaire américain à la Santé testé positif pour la deuxième fois en un mois

Le secrétaire américain à la Santé et aux services humains (HHS), Xavier Becerra, a été testé lundi positif à la Covid-19, pour la deuxième fois en moins d'un mois.

M. Becerra a passé un test antigénique à Sacramento, en Californie, dans la matinée et le résultat est revenu positif, selon la porte-parole du HHS, Sarah Lovenheim.

"Il est entièrement vacciné et a effectué ses rappels contre la Covid-19,

et présente des symptômes légers", a déclaré Mme Lovenheim dans un communiqué. "Il continuera à exercer ses fonctions de secrétaire du HHS, en travaillant en isolement".

M. Becerra, 64 ans, avait déjà été testé positif à la Covid-19 à la mi-mai lors d'un voyage à Berlin.

La semaine dernière, il était à Los Angeles, en Californie, pour assister au Sommet des Amériques organisé par les Etats-Unis avec le président

Joe Biden et la vice-présidente Kamala Harris. Le HHS a souligné que M. Becerra n'était pas considéré comme un contact proche de M. Biden ou de Mme Harris, tel que défini par les Centres américains de contrôle et de prévention des maladies.

Les Etats-Unis ont signalé plus de 85 millions de cas de Covid-19 et plus d'un million de décès liés à cette maladie au total, selon les dernières données de l'université Johns Hopkins.

CANADA

Trudeau annonce être de nouveau positif au Covid-19

Le Premier ministre canadien, Justin Trudeau, a annoncé lundi avoir de nouveau été testé positif au Covid-19 sans toutefois avoir de symptômes graves, comme en janvier dernier. "Je vais suivre les consignes de la santé publique et m'isoler."

"Je vais bien, et c'est grâce à mes vaccins", a expliqué sur Twitter le chef du gouvernement canadien qui

était en déplacement la semaine passée à Los Angeles au Sommet des Amériques avec une vingtaine d'autres dirigeants.

Lors de ce sommet, il a notamment eu une rencontre bilatérale avec le président américain Joe Biden.

C'est la seconde fois en quelques mois que le Premier ministre canadien, 50 ans, est positif au Covid-19.

Le 31 janvier dernier, au

début de la crise des camionneurs, il avait dû être placé plusieurs jours à l'isolement après un test positif.

M. Trudeau a reçu trois doses de vaccin et a de nouveau incité les Canadiens à se faire vacciner dans son tweet: "Si ce n'est déjà fait, obtenez vos vaccins ou doses de rappel. Protégeons notre système de santé et protégeons-nous les uns les

autres". Si le virus circule encore au Canada, "les indicateurs d'activité de la maladie montrent toujours des signes de diminution de la transmission dans la plupart des régions", a indiqué il y a quelques jours la santé publique.

A l'échelle nationale, le taux de positivité des tests de laboratoire du 25 au 31 mai a encore diminué pour s'établir à 8,4%.

ETATS UNIS

Les Etats-Unis enregistrent environ 88.000 cas de COVID-19 chez les enfants en une semaine

Environ 88.000 cas de COVID-19 chez les enfants ont été enregistrés dans l'ensemble des Etats-Unis au cours de la semaine achevée le 9 juin, selon un rapport publié lundi par l'Académie américaine de pédiatrie (AAP) et l'Association des hôpitaux pédiatriques.

Plus de 13,5 millions d'enfants ont été dépistés positifs à la COVID-19 depuis l'apparition de la pandémie dans ce pays, et près de 395.000 de ces

cas ont été recensés au cours des quatre dernières semaines, selon le rapport. Près de 5,6 millions de nouveaux cas de COVID-19 chez les enfants ont été recensés en 2022, selon la même source.

Le nombre de cas chez les enfants est bien plus élevé que celui de la mi-juin il y a un an, selon le rapport.

Il y a un besoin urgent de collecter davantage de données spécifiques par classe d'âge pour évaluer la gravité de

la maladie liée aux nouveaux variants ainsi que les potentiels effets à long terme, selon l'AAP.

"Il est important de reconnaître qu'il y a des effets immédiats de la pandémie sur la santé des enfants, mais plus important encore nous devons identifier et prendre en charge les impacts à long terme sur le bien-être physique, mental et social de cette génération d'enfants et de jeunes", a souligné l'AAP.

EMIRATS ARABES UNIS

Les contaminations doublent en une semaine

Les Emirats arabes unis ont annoncé une augmentation de 100% des cas de contamination au coronavirus et appelé à observer les gestes barrières, après un "relâchement" de la population. Le pays a enregistré un des taux de vaccination les plus rapides au monde et les cas d'infection avaient largement chuté ces derniers mois. Les chiffres ont

récemment augmenté, la vie ayant largement repris son cours d'avant la pandémie, en particulier à Dubaï.

"Au cours de la période récente, nous avons assisté à une augmentation notable du nombre d'infections au Covid-19 dans le pays, les cas ayant augmenté de plus de 100% en moins d'une semaine", a déclaré lundi soir Taher Al-Amri, porte-

parole de l'organisme chargé de la lutte contre le Covid-19.

Durant une conférence de presse retransmise à la télévision, il a par ailleurs indiqué que "le taux d'hospitalisations a également augmenté", déplorant "le relâchement" d'une partie de la population, avec en particulier le non port du masque dans des lieux fer-

més, pourtant obligatoire.

Selon M. Al-Amri, les contrôles seront renforcés dans la période à venir, les violations des règles anti-Covid étant passibles de lourdes amendes voire de "poursuites judiciaires".

Les Emirats arabes unis ont enregistré plus de 1.350 cas mardi, et plus de 920.000 au total, dont environ 2.300 décès.

ARABIE SAOUDITE

Levée des mesures de précaution contre la Covid-19

L'Arabie saoudite a annoncé lundi la levée des mesures de précaution contre la pandémie de Covid-19, a rapporté l'agence de presse saoudienne SPA.

Cette décision se base sur le suivi de la situation épidémiologique de la pandémie de coronavirus, sur les recommandations sanitaires, et sur l'efficacité du programme de vaccination national, a expliqué le ministère de l'Intérieur cité par SPA.

Le port du masque ne sera plus obligatoire dans les espaces fermés, sauf dans les deux mosquées saintes de La Mecque et de Médine, a précisé le ministère.

Le contrôle de la vaccination et le contrôle sanitaire ne seront plus obligatoires pour entrer dans des lieux publics, assister à des événements, embarquer à bord d'un avion ou circuler dans les transports publics, a-t-il ajouté. De plus, les citoyens qui souhaitent voyager à l'étranger ne devront plus attendre que huit jours au lieu de trois mois pour obtenir une troisième dose de vaccin contre la Covid-19 après avoir reçu leur seconde dose, a observé le ministère.

L'Arabie saoudite a assoupli progressivement ses mesures de prévention contre le virus depuis l'année dernière, après avoir réussi à contenir la propagation de la Covid-19 grâce à son programme de vaccination.

Comme le reste du monde, le royaume avait fermé ses établissements publics et lieux de travail et opté pour l'organisation d'activités en ligne en 2020 pour faire face à la pandémie mondiale et aux taux de mortalité élevés.

EVOLUTION DE LA PANDÉMIE

La vague actuelle de Covid-19 pourrait être le début d'une "nouvelle normalité" (CNBC)

De nombreux experts se disent incapables de prédire la trajectoire de la vague actuelle de Covid-19 aux Etats-Unis, bien que le nombre de cas ait régulièrement augmenté dans l'ensemble du pays depuis la fin mars et que les taux d'hospitalisation et de mortalité demeurent bas, a rapporté CNBC samedi.

Selon CNBC, "compte tenu des deux dernières années de précédent de pandémie, c'est quelque peu surprenant - et un indicateur parmi tant d'autres que l'augmentation continue du nombre de cas est sensiblement différente des précédentes poussées de Covid. Certains experts disent que cela pourrait même marquer le début de la 'nouvelle normalité' du pays".

Pour David Dowdy, professeur agrégé d'épidémiologie à l'Ecole de santé publique Johns Hopkins Bloomberg et médecin aux Services médicaux de Baltimore, les poussées précédentes ont été causées par l'émergence de nouveaux variants de la Covid-19, et cette vague est principalement alimentée par le déclin des immunités.

L'immunité que les gens ont acquise en se remettant de la vague d'Omicron en décembre et janvier s'estompe, ce qui permet à Omicron et à ses sous-variants "de remettre le couvert", a expliqué M. Dowdy, notant que de nombreux Américains ne prennent pas non plus de précautions particulièrement strictes contre la Covid-19.

Enfin, a indiqué CNBC, la moyenne mobile sur sept jours des nouveaux cas quotidiens aux Etats-Unis s'élevait à 109.032 mercredi, mais ce "ce grand nombre est probablement un sous-dénombrement important, de nombreuses personnes s'appuyant désormais sur des tests à domicile et ne communiquant pas leurs résultats, ou évitant même entièrement les tests de la Covid-19".

OTITE

8 QUESTIONS QUE VOUS N'OSEZ PAS POSER AU PÉDIATRE

Les deux tiers des enfants ont au moins une otite avant 3 ans, le plus souvent banale. Pourtant, les aléas de cette infection restent un mystère pour bien des parents. Les réponses aux questions que vous vous posez par le Dr Thierry Lejeune, pédiatre.

Puis-je lui laver les cheveux quand il a une otite ?

S'il s'agit d'une otite moyenne aiguë, c'est le plus fréquent l'hiver, pas de problème. En revanche, en cas d'otite externe, qui est une infection du conduit auditif et non du tympan, mieux vaut éviter momentanément les shampoings. Ou alors trouver un système pour que l'eau ne pénètre pas dans l'oreille, par exemple un gobelet.

La piscine augmente-t-elle le risque d'otite ?

Là encore, le problème se pose surtout pour les otites externes : il faut absolument éviter que l'eau ne rentre dans l'oreille. Plus généralement, la piscine est déconseillée en cas d'otite, car celle-ci favorise la transmission des infections.

Enrhumé, l'enfant est d'autant plus vulnérable face à d'autres germes qu'il a du mal à bien se sécher.

Les antibiotiques ne vont-ils pas le rendre fragile ?

Les antibiotiques ne vont pas affaiblir votre enfant mais, à force d'en prendre, on risque de sélectionner des germes plus résistants. Avant l'âge de 2 ans, l'antibiothérapie est systématique. Après, ce n'est pas toujours justifié : cela dépend de l'aspect du tympan et des antécédents de l'enfant. Qui, de toute façon, va se défendre de mieux en mieux au fur et à mesure qu'il grandit.

Faut-il supprimer les produits laitiers chez les enfants qui font des otites ?

Aucune étude sérieuse n'a démontré l'incidence des protéines de lait dans l'apparition de l'otite, et le lien entre les deux n'a pas été clairement établi. Je ne suis donc pas favorable à leur suppression. D'autant qu'un régime alimentaire sans lait risque d'entraîner des carences.



L'homéopathie, ça marche pour les otites ?

L'homéopathie fonctionne bien dans le cas des rhinopharyngites à répétition : Apis, Belladonna ou Hypericum Perforatum méritent d'être essayés. En revanche, pour soigner une otite moyenne aiguë qui réveille l'enfant en pleine nuit, ce ne sera pas suffisant. Mieux vaut un analgésique (dans l'idéal, une dose de Doliprane® et une dose de Codéfan®), qui permet d'apaiser la douleur et d'attendre le lendemain pour consulter un médecin.

Les otites peuvent-ils le rendre sourd ?

Oui, si on n'y fait pas attention. En effet, un enfant qui fait des otites à répétition

risque de développer des otites séro-muqueuses. Elles se caractérisent par l'apparition d'une « glu » derrière le tympan, qui ne parvient pas à s'évacuer et provoque un déficit d'audition.

Une petite intervention est alors nécessaire : on pose un drain (également appelé Yo-Yo ou diablolo) pour aérer la cavité du tympan et faire en sorte que la glu s'élimine naturellement. Ce drain reste en place de six à douze mois, et permet à l'enfant de retrouver une bonne audition.

Aura-t-il du mal à parler correctement plus tard ?

Si l'enfant développe des otites séro-muqueuses entre 2 et 3 ans, à l'âge où il commence à parler vraiment, cela peut le gêner

dans l'apprentissage du langage. Car s'il a du mal à distinguer les différents sons, il aura forcément du mal à les reproduire. Les Yo-Yo sont d'autant plus utiles entre 18 mois et 3 ans que l'enfant a besoin de bien entendre pour développer son vocabulaire.

Les poussées dentaires provoquent-elles des otites ?

L'otite est une inflammation du tympan, liée à un virus ou à une bactérie. La poussée des dents n'est donc pas la cause directe, mais les deux phénomènes peuvent être liés. Quand une dent est prête à sortir, les gencives sont très gonflées et l'enfant a tendance à mettre tout à la bouche pour calmer la douleur : bactéries et virus circulent donc plus rapidement.

Quand faut-il lui donner des antibiotiques ?

Des antibiotiques en cas d'infection, cela paraît logique ! Mais on entend dire qu'on en prend trop. Le point sur les bons soins pour guérir au mieux ces infections de l'oreille, avec le Dr Luc Périno, médecin généraliste.

Une otite guérit-elle sans antibiotiques ?

Actuellement, les autorités de santé recommandent de ne pas traiter l'otite moyenne aiguë de l'enfant avec des antibiotiques durant les 72 premières heures. Ils ne sont pas utiles à ce stade, car ils ne modifient pas la douleur, ni la fièvre. De plus, ils ne changent rien au risque de complications et n'empêchent pas les récidives.

En général, l'otite guérit seule en cinq ou six jours, sans séquelles. Normalement, le médecin doit juste surveiller l'oreille pendant trois jours, pour vérifier qu'il n'y a pas de complication.

Pourquoi le médecin en prescrit-il ?

On donne des antibiotiques au bout de trois jours si la fièvre et la douleur persistent ou s'il y a un écoulement purulent, pour éviter que l'infection ne se propage. Principalement chez les enfants entre 6 mois et 2 ans, pour lesquels le risque de complications est plus important. Au-delà de 2 ans, les antibiotiques sont moins nécessaires et jamais systématiques.

Comment soulager l'enfant ?

Pour calmer la douleur et la fièvre, on donne du paracétamol, voire des anti-inflammatoires si le paracétamol ne suffit pas et que l'enfant a plus de 6 mois. Jamais de gouttes auriculaires, car elles sont contre-indiquées en cas de tympan perforé et augmentent la résistance aux antibiotiques. Si l'enfant a moins de 6 mois et que l'otite persiste au-delà de trois jours, il est nécessaire de consulter un pédiatre ou un ORL.

Le suivi doit être plus strict, car plus un enfant fait des otites tôt, plus le risque de récidives et de complications est élevé.



QUAND LES OTITES S'ENCHAÎNENT !

Deux enfants sur trois connaissent au moins un épisode d'otite avant leur troisième anniversaire. Banales, mais pas pour autant bénignes, ces infections doivent être bien suivies et traitées.

Les otites, fréquentes chez les tout-petits

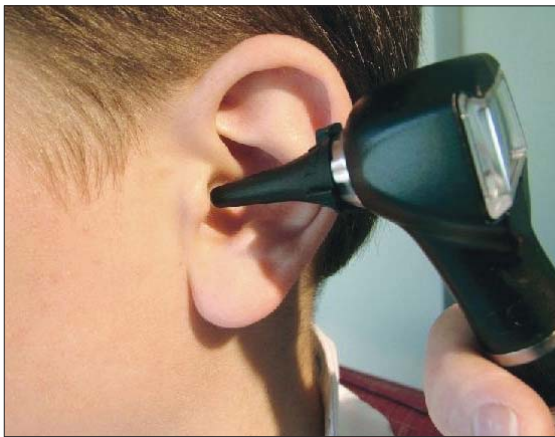
Curieusement, pour comprendre pourquoi les enfants font des otites, l'élément clé n'est pas l'oreille, mais le conduit entre l'oreille et le nez, la trompe d'Eustache. Tout se joue autour du trio nez-conduit-oreille et de l'âge de l'enfant. Avant 2-3 ans, ils ne savent pas se moucher et ils reniflent pour dégager leur nez. Les microbes accumulés dans leurs fosses nasales remontent alors en partie par la trompe d'Eustache vers l'oreille. C'est ainsi qu'un simple rhume peut virer en otite.

Infections certes banales, les otites doivent pourtant être prises au sérieux. On sait que, plus le premier épisode survient tôt, plus le risque d'otites à répétition augmente. Il est donc important de consulter si l'enfant se plaint de douleurs ou se frotte l'oreille régulièrement, s'il a de la fièvre ou si un écoulement de pus apparaît. Et, ensuite, il faut bien suivre le traitement antibiotique prescrit lors d'un épisode aigu. Les otites en elles-mêmes ne sont pas contagieuses, c'est le virus qui les accompagne qui est transmis.

Il existe plusieurs types d'otites :

- Otite externe, dite « du baigneur » : l'inflammation se situe dans le pavillon de l'oreille. Généralement provoquée par une allergie, une infection bactérienne, virale ou cutanée ou par de l'eau restée dans le conduit auditif externe. La douleur est vive et augmente si l'on appuie sur l'oreille. Un écoulement peut s'échapper de l'oreille.

- Otite moyenne infectieuse : elle est due à une infection virale



ou bactérienne qui atteint l'oreille par la trompe d'Eustache. Fréquente chez les enfants enrhumés, l'écoulement du nez et de la gorge se fait plus difficilement, les bactéries et les virus se retrouvent coincés dans ce canal. La douleur, vive, s'accompagne de fièvre, de maux de tête et de gorge, ainsi que d'éventuels vomissements et diarrhées. Dans certains cas, elle peut atteindre le stade de l'abcès.

- Otite interne : l'otite interne est un problème viral (oreillons, rougeole, grippe) ou bactérien (otite maltraitée) souvent accompagné de bourdonnements, de surdités ou de nausées.

7 CONSEILS POUR PRÉVENIR LES OTITES

1. Bannissez la cigarette à la maison: le tabagisme passif augmente de 60 % le risque d'infection ORL.
2. Pensez à un reflux gastro-œsophagien : si votre bébé est enrhumé, été comme hiver, et même s'il ne présente pas d'autre signe, le traitement de ce reflux, qui touche 8 % des enfants, réduit la fréquence des infections.
3. Jusqu'à 3 ans, utilisez des laits de croissance: ils sont adaptés aux besoins de l'enfant en fer et une carence augmente le risque d'otite.
4. Protégez-le des infections: les vaccins contre «Haemophilus influenzae» et le pneumocoque limitent les méningites, autres causes majeures de surdités chez les petits.
5. Lavez son nez au moins une fois par jour: au sérum physiologique ou avec un spray d'eau de mer.
6. Ne le laissez pas renifler; mouchez-le et apprenez-lui à le faire dès 2. Ne le laissez pas renifler; mouchez-le et apprenez-lui à le faire dès 2. Ne le laissez pas renifler; mouchez-le et apprenez-lui à le faire dès 2.
7. Couvrez-le par temps froid ou humide; mais sans l'emmitoufler, pour éviter les «chauds et froids». En somme, ni plus ni moins que vous!

LES OTITES À RÉPÉTITION PROVOQUERAIENT LA SURDITÉ À L'ÂGE ADULTE

Les adultes qui ont souvent eu des otites étant petits auraient plus de risques de devenir sourds, selon une enquête médicale, la Newcastle Thousand Families Stud, réalisée en Angleterre

Les maladies infantiles ont un impact sur la santé des adultes. Les otites à répétition des enfants doivent être bien suivies et soignées. Mais elles devraient aussi inciter les adultes touchés petits par ces infections à consulter régulièrement un ORL, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue médicale Ear and Hearing. En effet, elles seraient souvent la cause d'une surdité à l'âge adulte.

La Newcastle Thousand Families Study a suivi le parcours de santé de 1142 enfants de leur naissance en 1947 jusqu'à nos jours. Grâce à toutes les données recueillies, les chercheurs ont pu évaluer l'état de santé des participants sur le long terme et corréler certains problèmes de santé à d'autres. En particulier l'im-



pact des maladies infantiles sur la santé des adultes.

Les chercheurs de l'Institut de Santé et de Société de l'Université de Newcastle ont testé l'audition des adultes de 67 ans. Ils ont constaté que les personnes ayant des problèmes graves d'audition ont été petites souvent sujettes à des infections, comme les otites et les angines. «Réduire les infections infantiles pourrait donc aider à prévenir les pertes d'audition plus tard», explique Mark Pearce, docteur en épidémiologie et co-auteur de l'étude.

«D'autant plus que la perte auditive peut avoir un grand impact sur la vie d'une personne. Elle peut les isoler de la famille, des amis et du milieu professionnel. Et, elle est souvent liée à d'autres problèmes de santé comme la dépression et la démence.» Les résultats de cette étude nous rappellent fait il n'est jamais trop tôt pour penser à protéger votre audition, conclut le chercheur.

INSOLITE : il découvre un cafard dans son oreille



Un médecin australien a eu la surprise de retirer un cafard de l'oreille d'un homme qui se plaignait de douleurs insoutenables.

Voici une anecdote qui devrait réveiller les âmes sensibles. Un Australien résidant dans la banlieue de Darwin s'est fait retirer un cafard mesurant plus de 2 centimètres.

Pour comprendre comment l'insecte a pu atterrir dans le conduit auditif de cet homme, revenons sur les circonstances de cette découverte, rapportée dans la presse américaine.

Tout commence quand cet homme, Hendrik Helmer, est réveillé à 2h30 du matin par une violente douleur à l'intérieur de l'oreille droite. Son intuition l'oriente vers la présence malencontreuse d'une bête. Il imagine les pires scénarios comme celui d'avoir une araignée venimeuse : «J'espère que ce n'était pas une araignée méprisante (...). J'espérais qu'elle n'allait pas me piquer», raconte-t-il au journal ABC. Il tente alors de s'en débarrasser en recourant à différents moyens plutôt cocasses : comme l'aspirateur. Rien ne se passe. L'homme essaie alors de verser de l'eau dans son oreille, mais là aussi, la tentative se solde par un échec.

Désespéré, Hendrik Helmer se rend à l'hôpital local. Les médecins cherchent à extraire l'intrus en arrosant l'oreille de leur patient... d'huile d'olive. Une solution peu conventionnelle qui ne change pas la donne puisque la bête s'enfonce un peu plus encore. Peu de temps après, la bête, noyée sous une mer d'huile d'olive finit quand même par rendre l'âme. L'équipe médicale peut alors dégager son cadavre à l'aide d'une pince, avant de s'apercevoir qu'il s'agit d'un cafard, d'une taille jamais vue de toute leur carrière.

Hendrik Helmer, traumatisé par ce résident sur pattes, a-t-il revu la salubrité de son domicile ? L'histoire ne le dit pas. Tout juste sait-on que son entourage ne dort plus sans avoir un casque bien vissé aux oreilles.

BURKINA FASO

Au moins 50 civils tués dans une attaque terroriste

Au moins 50 civils sont morts dans une attaque terroriste contre le village de Seytenga, dans le nord du Burkina Faso, dans la nuit de samedi à dimanche, a indiqué lundi le porte-parole du gouvernement Lionel Bilgo.

"Jusqu'à 50 corps ont été retrouvés par l'armée. Peut-être que le bilan est plus lourd. Des parents sont revenus à Seytenga et ont peut-être emporté des corps de leurs proches", a déclaré M. Bilgo lors d'une conférence de presse, ajoutant que les recherches se poursuivaient.

La localité de Seytenga avait déjà été endeuillée jeudi par une attaque terroriste au cours de laquelle onze gendarmes avaient été tués.

L'armée burkinabè avait annoncé avoir tué une quarantaine de terroristes à la suite de cette attaque.

"Ce sont des représailles aux actions de l'armée qui ont fait des saignées", au sein des groupes terroristes, a estimé M. Bilgo. "Le pays a été frappé mais l'armée est à l'œuvre", a-t-il assuré. (APS)



Trois jours de deuil national

Le président de la transition au Burkina Faso, Paul-Henri Sandaogo Damiba a décrété, lundi soir, un deuil national de 72 heures après une attaque terroriste dans le nord du pays qui a fait au moins 50 morts.

Selon un décret présidentiel, le deuil national a débuté mardi à minuit et s'achèvera à la même heure, dans la nuit de jeudi à vendredi.

Il est "observé sur toute l'étendue du territoire national, en mémoire des

victimes de l'attaque perpétrée par des individus armés non identifiés contre la commune de Seytenga, dans la province du Séno, dans la nuit du 11 au 12 juin", indique le texte.

"Durant cette période, les drapeaux sont mis en berne sur tous les édifices publics et dans les représentations du

Burkina Faso à l'étranger", souligne le décret qui précise que "les réjouissances populaires, les manifestations à caractère récréatif sont interdites".

Dans la nuit de samedi à dimanche, au moins cinquante civils sont morts dans une attaque contre le village de Seytenga (nord).

RWANDA-RDCONGO

L'UA suit avec "préoccupation" la détérioration de la situation sécuritaire entre les deux pays

L'Union africaine (UA) suit avec "préoccupation" la détérioration de la situation sécuritaire entre la République du Rwanda et la République Démocratique du Congo, ont rapporté lundi des médias. Dans un communiqué publié lundi, le président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat, qui a affirmé suivre avec préoccupation la détérioration de la situation sécuritaire entre les deux pays, a appelé à une cessation immédiate de toutes formes de violences par tout groupe

armé et de toute activité militaire présentant une quelconque menace pour la République du Rwanda et la RDC. Le président de la Commission encourage vivement les deux pays-frères à résoudre tout différend par le dialogue et la concertation fraternelle offerts par les mécanismes régionaux, notamment ceux entrepris par M. Joao Lourenço, président de la République d'Angola, et président de la Conférence Internationale de la Région des Grands Lacs (CIRGL), ainsi que le processus de Nairobi.

ZAMBIE

Une mission du FMI attendue pour des discussions sur la dette

Une mission du Fonds monétaire international (FMI) est attendue cette semaine en Zambie pour mener des discussions avec des responsables zambiens sur l'épineuse question de la dette qui étrangle le pays depuis de nombreux mois.

La directrice générale adjointe du Fonds, Antoinette Monsio Sayeh, arrivera mardi pour une visite de deux jours afin de rencontrer le président Hakainde Hichilema, ainsi que le ministre des Finances, le gouverneur de la banque centrale et d'autres hauts responsables, a annoncé lundi le ministère zambien des Finances dans un communiqué.

En décembre, la Zambie avait obtenu un renflouement de 1,4 milliard de dollars du

FMI, mais cet accord de principe sur trois ans avait été concédé contre l'engagement du gouvernement d'entreprendre de profondes réformes économiques.

Le pays cherche désormais à organiser une réunion élargie avec ses créanciers pour débloquer le financement et restructurer sa dette de 17,3 milliards de dollars.

"Des discussions de haut niveau entre le FMI et le gouvernement se concentreront sur les développements économiques récents, les effets des développements économiques mondiaux tels que les prix élevés du pétrole et des engrais sur l'économie zambienne et discuteront des progrès réalisés dans la restructuration de la dette - une étape importante

vers un programme formel avec le FMI", précise le ministère. Lors de négociations passées avec les créanciers, les gouvernements précédents avaient échoué à débloquer des plans de sauvetage et, en 2020, la Zambie était devenue le premier pays d'Afrique à faire défaut de paiement sur sa dette extérieure pendant la pandémie de Covid-19.

Mais depuis l'élection de Hakainde Hichilema à la présidence du pays l'année dernière, celui-ci a fait des progrès dans le rétablissement de ses relations avec les créanciers.

Le nouveau gouvernement revendique également des progrès significatifs concernant le redressement de la situation économique et financière de la Zambie.

GUINÉE-BISSAU

Manifestation des enseignants pour réclamer leurs salaires

La police de Guinée-Bissau a dispersé lundi une manifestation d'enseignants à Bissau réclamant au gouvernement le paiement de neuf mois d'arriérés de salaires, ont rapporté des médias.

Plusieurs centaines d'enseignants s'étaient réunis devant le Palais du gouvernement, siège de plusieurs ministères sur la route de l'aéroport à Bissau, avant l'intervention de la police, selon la même source. Le rassemblement

a été organisé par deux centrales de syndicats d'enseignants parmi les plus représentatives du pays.

"L'Etat doit à des enseignants du primaire et de secondaire recrutés en 2021 et 2022 neuf mois d'arriérés de salaires", a déclaré Seny Djassy, un porte-parole des manifestants.

"Nous déplorons les violences policières. Le gouvernement du Premier ministre (Nuno Gomes) Nabiam nous avait promis de nous

donner une avance le (vendredi) 10 juin. Pour quelle raison il ne respecte pas ses engagements vis-à-vis du corps enseignant?", a-t-il lancé.

Une dizaine de blessés ont été dénombrés dans les rangs des manifestants, a poursuivi M. Djassy.

Un enseignant dans le primaire et le secondaire dans le secteur public a un salaire mensuel de quelque 50.000 FCFA (76, 2

euros) en Guinée-Bissau. Aux bas salaires et au déficit d'infrastructures dans le secteur éducatif, s'ajoutent les nombreuses grèves des enseignants, causées d'un bas niveau des élèves qui peinent à suivre correctement une formation à l'étranger, selon des spécialistes de l'éducation nationale.

Depuis son indépendance du Portugal en 1974, la Guinée-Bissau est confrontée à une instabilité politique et militaire.

TOGO

Adoption de l'état d'urgence sécuritaire dans le nord du pays

Le conseil des ministres a adopté lundi un projet de décret instaurant l'état d'urgence sécuritaire dans la région des Savanes, dans l'extrême nord du Togo, et ce, après une attaque terroriste en mai dernier.

"Dans le but de créer un environnement et les conditions propices aux mesures administratives et opérationnelles nécessaires à la bonne conduite des opérations militaires, au maintien de l'ordre et de la sécurité dans cette région, le gouvernement a pris le présent décret", selon un communiqué du conseil des ministres.

Le décret "renforcera la célérité de la prise des décisions et facilitera une meilleure agilité des services publics et des forces de défense et de sécurité", ont expliqué les autorités togolaises.

Elles rappellent que le pays a été victime d'une attaque terroriste dans la nuit du 10 au 11 mai 2022 contre un poste avancé du dispositif de l'opération Kondjouré situé dans la préfecture de Kpendjal.

L'attaque a fait huit morts et 13 blessés dans les rangs des forces de défense et de sécurité togolaises.

SOMALIE

10 terroristes Shebab tués par l'armée

L'armée somalienne a annoncé lundi avoir tué au moins dix terroristes Shebab lors d'une opération qu'elle a menée contre ce groupe terroriste dans le centre du pays.

L'intervention militaire a eu lieu dimanche près de la ville de Qabdhoo, relevant du district de Mataban, et dans la région de Hiran, a précisé aux médias locaux le général Odowa Yusuf Rage, ajoutant que les forces somaliennes ont réussi à libérer ces zones du contrôle du groupe terroriste.

L'opération des forces armées intervient suite à la demande adressée par le gouverneur de Hiran, Ali Jeyte Osman, au président Hassan Sheikh Mohamoud et au ministère de la Défense, dans laquelle il a sollicité le lancement d'une offensive contre les terroristes.

Dans son discours d'investiture, le chef de l'Etat, vainqueur de l'élection présidentielle du 15 mai, a promis d'en finir avec les Shebab.

Affilié à Al-Qaïda depuis 2012, le groupe terroriste Shebab est responsable de nombreuses attaques dans la capitale somalienne Mogadiscio et dans d'autres régions du pays.

ONU Le secrétaire général des Nations unies exhorte à mettre fin au racisme et à la discrimination

Le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres a appelé lundi à déployer des efforts pour éliminer le racisme et la discrimination.

"Au cours des 100 prochains jours et au-delà, travaillons à protéger les droits humains de tous et à construire des sociétés pacifiques et inclusives", a-t-il déclaré dans son message du compte à rebours de 100 jours avant la Journée internationale de la paix, qui tombe chaque année le 21 septembre et dont le thème pour 2022 est "Mettre fin au racisme. Bâtir la paix".

"Ensemble, nous pouvons réaliser la vision d'un monde exempt de racisme et de discrimination raciale", a poursuivi le chef de l'ONU, rappelant que les Nations unies exhortent chaque année le 21 septembre tous les peuples à déposer les armes et à réaffirmer leur engagement à vivre en harmonie les uns avec les autres.

Cette aspiration commune "est plus pressante que jamais", a-t-il souligné,



notant que "le racisme empoisonne les sociétés, normalise la discrimination et encourage la violence.

"Nous devons le combattre en contrant les discours de haine, en promouvant le dialogue et en s'attaquant aux causes profondes des inégalités", a-

combat pour l'accès de l'aide humanitaire. Célébrée pour la première fois en 1981, la Journée internationale de la paix est observée par de nombreux pays, groupes politiques, groupes militaires et peuples dans le monde.

Elle peut être l'occasion d'un cessez-le-feu temporaire dans une zone de

combat pour l'accès de l'aide humanitaire.

Célébrée pour la première fois en 1981, la Journée internationale de la paix est observée par de nombreux pays, groupes politiques, groupes militaires et peuples dans le monde.

TURQUIE-GRÈCE

Un migrant clandestin tué par la police grecque à la frontière turque

Un ressortissant afghan qui tentait de traverser clandestinement la frontière entre la Turquie et la Grèce a été mortellement blessé lundi par des tirs de garde-frontières grecs, a indiqué lundi la gendarmerie turque.

La gendarmerie de Meriç, près d'Edirne (nord-ouest) a confirmé le décès à l'AFP. Selon l'agence de presse

DHA, la victime faisait partie d'un groupe de huit migrants qui tentaient de passer en Grèce, porte d'entrée dans l'Union européenne (UE). L'incident s'est produit dans le village d'Alibey.

"Les forces de sécurité du côté grec ont ouvert le feu sur un groupe d'immigrants afghans qui voulaient

traverser illégalement la frontière.

Une personne du groupe de huit migrants a été grièvement blessée", rapporte DHA.

"Transportée à l'hôpital local public, elle est décédée malgré l'intervention des médecins", ajoute l'agence qui assure qu'une enquête sur l'incident a été ouverte.

GRANDE BRETAGNE

Le HCR condamne l'expulsion de migrants vers le Rwanda

Le Haut-commissaire de l'ONU aux réfugiés HCR, Filippo Grandi, a condamné lundi énergiquement le projet de gouvernement britannique d'envoyer au Rwanda des migrants arrivés illégalement au Royaume-Uni.

"Cela ne va pas du tout, cet accord ne va pas du tout pour tellement de raisons différentes", a déclaré M. Grandi au cours d'une conférence de presse à Genève, à la veille des premiers départs prévus.

"On parle d'un pays avec des structures et des ressources qui exporte ses responsabilités vers un autre pays, le Rwanda", a dénoncé le patron du HCR.

Le Royaume-Uni dit "nous faisons cela pour éviter un dangereux périple à ces gens.

Permettez-moi d'en douter un petit peu", a lancé M. Grandi, laissant clairement poindre l'ironie.

"Protéger les gens d'un voyage dangereux c'est super, c'est vraiment formidable mais faut-il le faire de cette manière ? J'en doute", a-t-il poursuivi.

"Cela crée un précédent catastrophique", a-t-il encore estimé.

Selon le Haut-commissaire, cela pourrait inciter d'autres pays qui reçoivent de nombreux migrants à avancer les mêmes arguments et à fermer leurs frontières.

"Est-ce que j'éprouve de la peine pour les gens qui

font ces voyages dangereux ? Mais bien sûr et plus que n'importe qui.

Et est-ce que je ressens de la révolution pour ceux qui profitent de cela ? Bien sûr, ce sont des criminels qui doivent être poursuivis, jugés et condamnés parce qu'ils commettent des crimes gravissimes", a souligné M. Grandi.

EQUATEUR

Fermeture de plusieurs routes pour protester contre la hausse des prix des carburants

La plus grande organisation de peuples indigènes a entamé lundi un nouveau cycle de manifestations et de barrages routiers en Equateur pour protester contre la hausse des carburants, rapportent des médias sur place, citant des sources officielles.

"Les manifestations ont débuté dans la nuit de dimanche à lundi, il y a des fermetures de routes dans certaines parties du pays", a indiqué à la presse le ministre de la Défense, Luis Lara.

Des barrages de fortune faits de terre, de pierres, d'arbres ou de pneus ont été érigés sur les routes d'au moins dix des 24 provinces du pays, dont celle de Pichincha de la capitale Quito, selon les autorités.

Ces blocages sont organisés par la Confédération des nationalités indigènes de l'Equateur (Conaie), la plus grande organisation de peuples indigènes qui a mené les violentes

manifestations d'octobre 2019 et a participé aux soulèvements qui ont renversé trois présidents entre 1997 et 2005.

Selon le président de la Conaie, Leonidas Iza, ces manifestations sont d'une durée "indéterminée".

Les routes menant à la capitale équatorienne sont actuellement bloquées, selon le commandant de la police, le général Fausto Salinas, qui a appelé les manifestants à lever les barrages : "Nous ne pouvons pas mettre le pays au point mort", a-t-il déclaré à la presse.

"L'armée et la police sont mobilisées pour garantir l'ordre public", a prévenu le ministre de l'Intérieur, Patricio Carrillo, précisant qu'il n'y avait pas eu jusqu'à présent d'affrontements.

Les indigènes sont environ un million en Equateur, sur 17,7 millions d'habitants.

CORÉE DU SUD

Une grève des chauffeurs routiers perturbe les chaînes d'approvisionnement mondiales

Les chauffeurs de poids lourds sud-coréens ont mené mardi un huitième jour de manifestations contre la hausse des prix du carburant, paralysant un peu plus les chaînes d'approvisionnement mondiales et causant, selon le gouvernement, des pertes de plus d'un milliard d'euros.

La grève a perturbé la production et le transport dans les secteurs cruciaux de l'acier, de la pétrochimie et de l'automobile, entraînant des pertes d'environ 1.600 milliards de wons (1,2 milliard d'euros), selon les données du ministère du Commerce.

La Corée du Sud est le plus grand exportateur de puces mémoires et abrite le géant mondial des puces Samsung Electronics, ainsi que de grandes entreprises automobiles comme Kia et Hyundai Motors.

Il s'agit aussi de la première grève d'envergure pour le président nouvellement élu Yoon Suk-yeol, un conservateur pro-entreprises qui s'est engagé à rester ferme sur les conflits sociaux.

Les chauffeurs ont débrayé la semaine dernière et ont perturbé l'activité des ports et des usines de la quatrième économie d'Asie pour protester contre la fin du salaire minimum et la hausse des coûts.

"Tout ce que nous demandons, c'est de mettre fin à l'incertitude dans nos vies", a expliqué mardi Cho Jeong-jae, membre du Syndicat de solidarité des chauffeurs de marchandises.

Les camionneurs se disent "désespérés" à cause de la hausse brutale des coûts du carburant, l'inflation en Corée du Sud atteignant un pic sur une décennie selon les chiffres officiels de mai.

AUSTRALIE

Le pays menacé de coupures de courant

Les Australiens ont été appelés mardi à se préparer à des coupures de courant sur la côte Est densément peuplée, alors que le pays, un des principaux producteurs de charbon et de gaz, est en proie à une crise énergétique. Le régulateur du marché de l'énergie a averti que les Etats de Queensland et de Nouvelle Galles-du-Sud, qui comptent à eux deux plus de 13 millions d'habitants, pouvaient s'attendre à une pénurie d'électricité. Le Premier ministre travailliste nouvellement élu, Anthony Albanese, rejette la responsabilité de cette crise énergétique sur les conservateurs, au pouvoir depuis près de dix ans. "Nous ressentons aujourd'hui les conséquences de l'échec de l'ancien gouvernement à mettre en place une politique énergétique", a dit M. Albanese à des journalistes à Brisbane.

Le Premier ministre a estimé que "tout est sur la table", son gouvernement examinant les moyens d'atténuer la crise, qui a dominé les premières semaines de son gouvernement de centre-gauche.

Le régulateur national a tenté mardi de négocier avec les producteurs, mais le plafonnement des prix à 300 dollars australiens/MWh (200 euros) dissuade nombre d'entre eux d'injecter davantage d'énergie dans le réseau.

La piste consistant à forcer les entreprises à produire plus d'électricité a aussi été explorée par le régulateur qui avait activé ce levier lundi pour éviter des coupures de courant dans le Queensland.

L'Australie est un des trois premiers producteurs de gaz et de charbon du monde, mais près d'un quart des centrales thermiques de la côte Est sont actuellement à l'arrêt pour cause de pannes ou de travaux de maintenance.



CINÉMA

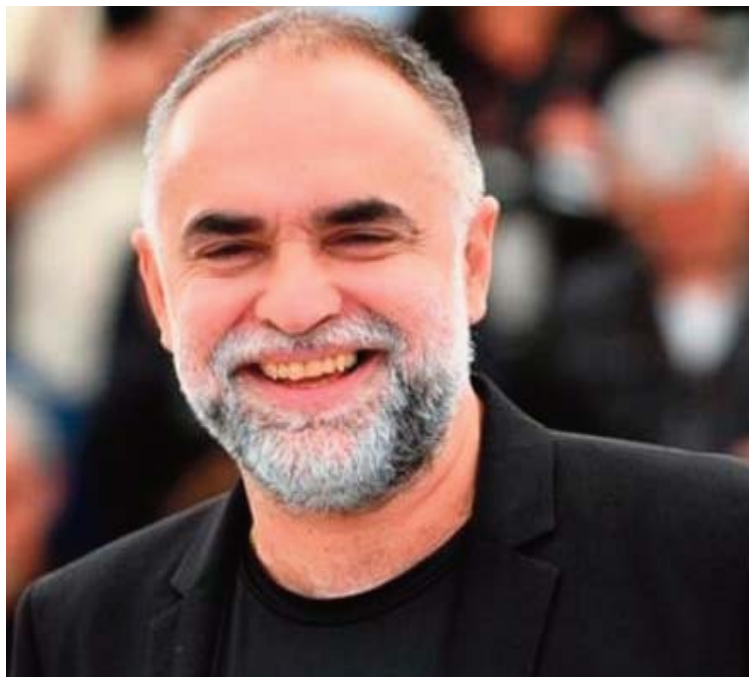
"Le marin des montagnes" de Karim Aïnouz primé à Hammamet

Le long métrage documentaire "Le marin des montagnes" du réalisateur algéro-brésilien Karim Aïnouz a remporté le Prix du jury au 1er Festival international du film de Yasmine Hammamet, qui a pris fin samedi dans cette ville balnéaire de l'est de la Tunisie, annoncent les organisateurs.

En lice dans la sélection internationale avec six œuvres issues notamment d'Iran, de Chine et de Suède, "Le marin des montagnes" raconte le parcours du réalisateur qui entreprend un voyage en Algérie après la mort de sa mère Brésilienne.

Coproduction algéro-brésilienne sortie en 2021, ce documentaire est une autofiction mettant en lumière les racines et l'héritage de la lutte contre la domination coloniale française. Dans la sélection "fiction", le long métrage "Cigare au miel" de la réalisatrice Kamir Aïnouz et le court

métrage "La voix de ma mère" de Mourad Hamla étaient également en compétition de cette édition, en plus du court métrage "Bridge" Boukef Mohamed-Tahar Chawki, programmé hors compétition. Une soixantaine de films issus de 21 pays ont pris part au 1er Festival international du film de Yasmine Hammamet, un rendez-vous qui ambitionne de "dynamiser la vie culturelle" locale à travers la diffusion de films "porteurs de cause humaine" parmi les plus distingués dans des manifestations cinématographiques d'envergure



MUSIQUE

"Maqam" de Constantine et "El Djazairia El Moussiliya" à la clôture de la 17^e édition de "Andaloussiates El Djazair"

La 17^e édition de "Andaloussiates El Djazair" a été clôturée, vendredi soir à Alger, par un concert de musique andalouse animée par les associations "Maqam" de Constantine et "El Djazairia El Moussiliya" d'Alger, à l'issue duquel plusieurs artistes de la musique andalouse ont été honorés.

Lors de cette cérémonie qui a duré près de deux heures et à laquelle a pris part un large public mélomane épris de musique andalouse, l'association Maqam a présenté la célèbre qasida de Saleh Bey "Galou el Arab Galou", puisée du patrimoine andalou et l'une des plus belles chansons du Maalouf constantinois.

Créée en 1995, l'association culturelle et musicale "Maqam" figure parmi les associations constantinoises de renommée dans l'art du Maalouf, qui œuvre à la préservation de ce patrimoine musical andalou algérien

et à la formation des jeunes dans ce domaine.

La troupe a participé à de nombreuses manifestations artistiques, tant en Algérie qu'à l'étranger et a été primée dans plusieurs concours et festivals nationaux.

Elle compte également plusieurs albums dans le malouf, hawzi, zadjal, madih et autres.

En deuxième partie de la soirée, l'association "El Djazairia El Moussiliya" a conquis le public avec Noubia Mdenba avec Inqlab Zidane.

Créée en 1930, l'association "El Djazairia El Moussiliya", fusion entre les associations "El Djazairia" et "El Moussiliya", est une école artistique spécialisée dans la formation musicale.

Les deux associations ont été honorées lors de cette cérémonie où plusieurs personnalités de la musique andalouse ont été

honorées, à l'instar de Mohamed Khaznadji, Salima Maadini, Zerrouk Mokdad, Youcef Ouznadji, Kamel Belkhouja et Bachir Mazouni.

A cette occasion des artistes andalous connus décédés ont également été honorés, à l'instar d'Ismail Henni, Hassan Benchoubane, Mohamed Bastandji, Khereddine Bas-

tandji et Sid Ahmed Serri. Ouverte le 19 mai dernier, la 17^e édition de "Andaloussiates El Djazair" a vu la participation d'associations de musique andalouse de plusieurs wilayas en présence de nombreux jeunes talents.

Cette manifestation a été organisée sous le slogan "noubat el mahroussa durant la fête de l'Algérie".

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME ET DE LA VILLE
OPGI DE CHLEF
NIF N° 001502090677429

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DE MARCHÉ

Conformément aux dispositions du décret présidentiel N° 15/247 de la 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics, L'Office de Promotion et de Gestion Immobilière de Chlef informe les bureaux d'études ayant participé à l'avis d'appel d'offre national ouvert avec exigences de capacités minimales pour la maîtrise d'œuvre d'étude d'adaptation et suivi pour la réalisation en TCE y compris VRD de :

- 30 logement LPA + 06 logement promotionnels libres
à HAY BENSOUNA/ CHLEF (programme 2018)

Publié dans les quotidiens nationaux (الأيام) et la DK News le 20/04/2022), qu'à l'issue de l'évaluation des offres, le marché a été attribué provisoirement comme suit :

N° Plis	NIF	BET	Délai -de l'étude- par moi	Note technique	Montant d'étude et de suivi après correction en TTC	Observation
01	29650202001260	CASTELUM ZERFAIN KHADRA	01	59.00	7.309.826.67	La note cumulée la plus élevée et plus plus travaux réalisés

Toul bureau d'étude conteste ce choix peut introduire un recours auprès de la commission des marchés publics compétente, dans les dix (10) jours qui suivent la première parution de l'avis d'attribution.

Les bureaux d'études intéressées par la connaissance des résultats de l'évaluation de leurs offres, peuvent se rapprocher de nos services au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de la publication de l'avis d'attribution provisoire de marché dans les quotidiens nationaux.

ETATS UNIS

Armes à feu: des stars d'Hollywood veulent que les films montrent l'exemple

Des stars d'Hollywood parmi lesquelles Amy Schumacher, Julianne Moore et Mark Ruffalo ont publié lundi une lettre ouverte demandant que les films et séries montrent l'exemple en matière d'armes à feu.

Cette lettre ouverte a été écrite en réponse au massacre de 19 enfants et deux enseignants dans une école primaire du Texas, fin mai, et à une précédente fusillade meurtrière à Buffalo.

Elle est également signée par des producteurs célèbres comme J.J.

Abrams ("Lost"), Shonda Rhimes ("Bridgerton") et la présidente de Lucasfilm, Kathleen Kennedy.

"Les comportements culturels concernant le tabac, l'alcool au volant, le port de la ceinture de sécurité et l'égalité devant le mariage ont tous évolué en partie grâce à l'influence des films et de la télévision.

Il est temps de commencer avec les dangers des armes à feu", dit cette lettre

diffusée par Brady Campaign, une association réclamant une réglementation plus stricte des armes à feu aux Etats-Unis.

"Nous ne demandons pas à tout le monde d'arrêter de montrer des armes à l'écran.

Nous demandons aux scénaristes, aux réalisateurs et aux producteurs de faire attention aux violences par armes à feu montrées à l'écran et à promouvoir la sécurité dans le maniement de ces armes", poursuivent les signataires.

Les films pourraient par exemple montrer les personnages en train de verrouiller le cran de sûreté de leur arme.

Les équipes pourraient également essayer de trouver une alternative aux armes à feu dans certaines scènes sans "nuire à l'intégrité du récit".

Relevant que le nombre de morts par armes à feu a récemment dépassé celui des accidents de la route chez les jeunes Américains,

la lettre ouverte demande aux professionnels du secteur de "limiter les scènes où figurent à la fois des enfants et des armes".

Au total, 4.368 enfants et adolescents américains âgés de moins de vingt ans ont été tués par arme à feu en 2020, selon les statistiques officielles.

Plus de 200 célébrités d'Hollywood, dont Jimmy Kimmel, Judd Apatow ou Adam McKay, ont signé la lettre.

Ils soulignent que si les armes à feu sont omniprésentes dans les séries et les films du monde entier, "seule l'Amérique connaît une telle épidémie de violence".

"La responsabilité en revient à des lois laxistes sur les armes, soutenues par des personnalités politiques qui sont plus préoccupées de rester au pouvoir que de sauver des vies", écrivent-ils.

"Nous n'avons pas créé le problème mais nous voulons contribuer à le résoudre."

SOMMET AFRICAÏN DE LA SÉCURITÉ CYBERNÉTIQUE

L'Algérie accueillera la 3^e édition les 16 et 17 novembre

L'Algérie accueillera la 3^e édition du Sommet africain de la sécurité cybernétique (ACSS) les 16 et 17 novembre sous le thème "Une Afrique numériquement sécurisée", en présence de plus de 1.000 participants représentant plus de 60 pays, ont annoncé dimanche à Alger les organisateurs du sommet.



Fondateur et président du sommet, Mehdi Zakaria a indiqué, lors d'une conférence de presse, que ce rendez-vous continental, organisé en collaboration avec la Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC) et le Syndicat national du patronat citoyen du numérique (SNPC), vient affirmer "la place de l'Algérie comme leader africain en sécurité cybernétique".

Les participants, ajoute M. Zakaria, sont des experts et des spécialistes dans la sécurité cybernétique et les TIC, outre des industriels, des éditeurs, des chercheurs et des chefs d'entreprise.

"Le sommet se veut une occasion pour la découverte des dernières avancées technologiques, l'échange des expériences, l'examen des opportunités de partenariat, le renforcement des

échanges au sein de l'écosystème de la sécurité cybernétique en Afrique", a précisé le responsable. D'autres thèmes seront évoqués, à l'occasion, dont le renforcement des résolutions juridiques et de la coopération africaine, le leadership en matière de sécurité cybernétique et la protection des données personnelles.

Pour sa part, le président de la Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC), Mohamed Sami Agli a mis en avant "l'importance majeure" que revêt l'événement, rappelant que la sécurité cybernétique était "l'un des défis les plus importants que confrontent les entreprises" dans les différents secteurs d'activité.

Le sommet permettra de braquer la lumière sur "les innovations algériennes et africaines", a-t-il fait savoir,

ajoutant que le secteur est "un véritable levier de la croissance économique et de la capacité compétitive".

Intervenant à l'occasion, le président du Syndicat national du patronat citoyen du numérique (SNPC), Souhil Guessoum a souligné l'importance de ce sommet, car, dit-il, la maîtrise de la sécurité cybernétique était synonyme de "la protection des biens, des réalisations, de la souveraineté tout en amorçant le développement". Cet événement continental verra "l'inauguration d'un village des start-up" pour la promotion des projets innovants en matière de sécurité cybernétique permettant aux entreprises de jeunes d'échanger leurs connaissances avec les partenaires participant au sommet, a expliqué M. Guessoum.

ETATS-UNIS

Amazon se prépare à livrer par drones dans une ville californienne

Amazon prévoit de lancer cette année en Californie son service de livraisons par drone, baptisé Prime Air, un mode de transport des marchandises sur lequel des start-up et grands groupes, comme Walmart, travaillent depuis des années.

Le géant du commerce en ligne compte passer des tests à la pratique à Lockeford, une ville californienne, a annoncé le groupe lundi dans un communiqué.

"Plus tard cette année (...) les résidents vont pouvoir s'inscrire pour se faire livrer par drone gratuitement", indique Amazon, sans plus de précision sur la date. L'entreprise attend encore le feu vert des autorités.

Les consommateurs pourront choisir "entre des milliers de produits de tous les jours" qui seront déposés par le drone dans leur jardin. Leurs retours d'expérience doivent servir à perfectionner le service, qu'Amazon espère faire passer à grande échelle pour "répondre aux besoins des clients partout".

Le groupe explique avoir créé une douzaine de prototypes avant de parvenir à un modèle qui peut identifier et éviter les obstacles, tant statiques que mobiles, des cheminées aux au tres appareils aériens et animaux de compagnie.

"La plupart des drones n'ont pas cette capacité (...) et nécessitent des observateurs pour les aider à éviter les risques. Ils peuvent

être déployés assez rapidement, mais restent limités à un petit rayon d'action", assure Amazon. Les drones de Prime Air pourront porter jusqu'à 5 livres (2,3 kg) de produits dans un paquet de la taille d'une "grosse boîte à chaussures", et parcourir jusqu'à 24 km, d'après un porte-parole du groupe contacté par l'agence AFP.

Fin mai, le géant américain de la grande distribution Walmart avait annoncé l'expansion de son service de livraisons par drone, prévoyant de le rendre disponible dans 34 sites aux Etats-Unis d'ici à la fin de l'année.

Les drones seront opérationnels dans six Etats américains (Arizona, Arkansas, Floride, Texas, Utah et Virginie) avec la possibilité d'atteindre jusqu'à 4 millions de foyers et d'assurer plus d'1 million de livraisons par an, avait précisé l'entreprise. Les clients de Walmart pourront commander leurs marchandises entre 08H00 et 20H00 et, moyennant des frais de livraison de 3,99 dollars (3,75 euros) par commande, se les verront remettre par voie aérienne en l'espace d'une demi-heure. Chaque livraison de Walmart pourra peser jusqu'à 4,5 kg. Walmart, qui cherche à se positionner comme le leader de ce service, utilisera les appareils et la technologie de la start-up DroneUp.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE



ALGERIE TELECOM SPA
DIRECTION OPERATIONNELLE DES TELECOMMUNICATIONS DE CONSTANTINE

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° 06/SDFS/DAL/SA/2022

La Direction Opérationnelle des Télécommunications de Constantine à l'adresse :
Route nationale N°05 complexe polygone Constantine

Lance un Appel d'offres ouvert à exigence de capacités minimales relatif à :

« Travaux de maintenance et de développement de la canalisation pour le réseau FTTH »
« Contrats d'adhésion »

Éligibilité des candidats :

Le présent cahier des charges s'adresse uniquement aux personnes physiques et/ou morales de droit Algérien qualifiées et classifiées dans l'un des domaines des travaux de génie civil, travaux publics, travaux bâtiment et Hydrauliques, ayant des capacités techniques et financières pour la réalisation des projets de maintenance et développement de la canalisation pour le réseau FTTH réparti selon les deux paliers suivants :

Palier 01 :

Concerne les projets dont la distance est supérieure à 600 mètres linéaires (artère) ;

Les soumissionnaires concernés sont toutes personnes physiques ou morales de droit Algérien qualifiées dans l'un des domaines des travaux publics, hydrauliques, travaux bâtiments, Génie civil, classifiées dans la catégorie Deux(2) à neuf (9). Justifiant leurs qualifications par les documents probants obligatoires suivants :

1. Une copie du registre de commerce électronique portant le code des activités liées aux domaines cités supra ;
2. Une copie du dernier certificat de qualification et classification professionnelle dans l'une des catégories professionnelles de (2 à 9) dans l'un des domaines cités supra, et qui doit être en cours de validité le jour de dépôt des offres ;
3. Deux 02 références professionnelles au minimum durant les 05 dernières années dans l'un des domaines cités ci-dessus, justifiées par l'un des documents suivants délivrés par le maître d'ouvrage :
 - Une copie de l'attestation de bonne exécution ; ou
 - Une copie du PV de réception provisoire sans réserves ; ou
 - Une copie du PV de réception définitive sans réserves ; ou
 - Une copie de l'attestation de service fait sans réserves.

Palier 02 :

Ce palier concerne les projets dont la distance est inférieure ou égale à 600 mètre linéaire (artère).

Les soumissionnaires concernés sont toute personne physique ou morale de droit algérien qualifiée dans l'un des domaines des travaux publics, travaux d'hydraulique, travaux de bâtiment ou travaux de génie civil justifiant leurs qualifications par les documents probants obligatoires suivants :

1. Une copie du registre de commerce électronique portant le code des activités liées aux domaines cités supra ;
2. Une copie du dernier certificat de qualification catégorie une (01) et classification professionnelle dans l'une des catégories professionnelles et dans l'un des domaines cités supra, et qui doit être en cours de validité le jour de dépôt des offres.

NB :

Pour les entités relevant du dispositif d'aide de l'État ; soit l'ANGEM, CNAC ou ANADE, ces dernières doivent justifier leurs qualités par une copie de la décision administrative d'octroi de ces avantages de l'État émanant de l'une des agences nationales ; ANGEM- CNAC ou ANADE en plus des documents obligatoires cités supra ;

- Les soumissionnaires ne peuvent soumissionner que pour l'un des deux paliers 01 ou 02, et l'attribution se fera sur un seul palier conformément aux conditions d'éligibilités pour chaque palier ;
- Les soumissionnaires doivent obligatoirement mettre à la disposition du projet tout le matériel nécessaire. Cette obligation doit être matérialisée par un engagement formulé selon le modèle joint en annexe 05 ;
- Toute offre dont les conditions d'éligibilités précitées sont incomplètes ou absentes sera automatiquement rejetée.

Les entreprises intéressées par le présent avis peuvent se présenter à la Direction Opérationnelle des Télécommunications de Constantine sise à : Route nationale N°05 polygone Constantine Département Achats et logistique pour retirer le cahier des charges contre paiement de mille (8 000.00) DA non remboursable au niveau de l'agence bancaire BNA FILALI compte recette

N° : 001 008 500 300 000 107/03

Présentation des offres :

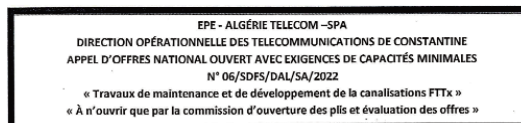
Les candidats doivent insérer le dossier administratif, l'offre technique et l'offre financière dans des enveloppes séparées et formées indiquant sur chaque enveloppe la dénomination de l'opérateur économique, la référence et l'objet de l'appel d'offre ainsi que sur chaque pli correspondant la mention « dossier administratif », « offre technique » et « offre financière ».

- I. Le dossier administratif comprend l'original des documents administratifs en format Papier et support électronique.
- II. L'offre technique comprend l'original des documents techniques en format Papier et support électronique.
- III. L'offre financière comprend l'original des documents financiers en format Papier et support électronique.

Les trois (03) enveloppes susmentionnées doivent être insérées dans une enveloppe fermée et anonyme, comportant la mention :

" À n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres – Appel d'offres n° N° 06/SDFS/DAL/SA/2022 "

- Objet de l'appel d'offres" comme indiqué ci-dessous



Dépôt des offres :

Le Soumissionnaire doit obligatoirement fournir l'ensemble des pièces citées dans le cahier des charges.

La date de retrait des cahiers des charges est prévue à partir de la date de parution dans la presse nationale et sur le site Web d'Algérie Télécoms la durée de préparation des offres est de quinze (15) jours à compter de la date de la 1^{ère} parution dans la presse nationale et sur le site web officiel d'Algérie télécom la date de dépôt des offres est fixée au dernier jour à partir de la date de parution dans la presse nationale et sur le site Web d'Algérie Télécoms de 8 heures à 14 heures.

- L'ouverture des plis aura lieu en séance publique, le jour de dépôt des offres à 14h00 à l'adresse suivante : Route nationale N° : 05 complexes polygones Constantine (salle de réunion).
- Les soumissions qui parviennent après la date de dépôt des plis ne seront pas prises en considération.
- La validité des offres est de cent quatre-vingt (180) jours à compter de la date de dépôt des plis.

Programme de la soirée

TF1 20:10

Doc



Fanti et Tedeschi sont plus que jamais en concurrence pour le poste de chef de service. Aussi, lorsqu'une femme est hospitalisée après un malaise car elle avait avalée des trombones, ils ne sont pas du même avis sur le diagnostic. Selon Andrea, son envie de manger des objets non comestibles proviendrait d'une carence en fer à cause de son anémie. Pour Cecilia, cela relève d'un problème psychiatrique. Un éleveur de bovins vacciné contre la fièvre jaune avant un voyage en Inde est admis à cause d'éruptions cutanées, qui ont occasionné de la fièvre, des douleurs lombaires, d'une faiblesse musculaire et de nausées.

france 2 20:10

Simon Coleman



A Paris, juste après avoir mené à bien une dangereuse mission d'infiltration, Simon Coleman apprend que sa soeur et son beau-frère sont morts brutalement dans un accident de voiture. A la convocation d'un notaire, le policier se rend immédiatement à Aix-en-Provence dans sa Mustang bleue où il découvre que sa soeur, très prévoyante, avait prévu de lui confier la garde de leurs trois enfants, Violette, Clara et Sam, en cas de drame. Simon, adoré de ses neveu et nièces, est donc amené à s'installer à Aix, où l'administration le mute aussitôt. Le policier solitaire est immergé dans un environnement qui lui était totalement étranger.

france 3 20:10

Des racines et des ailes



La présentatrice invite à découvrir les richesses du pays de Garonne, entre les Pyrénées et l'estuaire de la Gironde. Bérengère Quellien est l'une des pionnières de la viticulture bio en Graves. Après avoir beaucoup voyagé, le chef cuisinier François Foutrier a décidé de vivre seul sur l'île de Patiras, dans l'estuaire de la Gironde. L'été, il prépare sur place des bouchées, à base de produits locaux, qu'il sert dans l'unique restaurant. A Bardigues, dans le Tarn-et-Garonne, Caroline et Paul-Alexandre de Boisseson veulent redonner vie à un château de famille. Tombée sous le charme du canal de Garonne, Nathalie de la Rivière a créé une plateforme de bateau-stop pour mettre en relation les randonneurs et les propriétaires d'embarcations.

CANAL+ 20:00

Le dernier duel



A Paris, le 23 décembre 1386, un duel, organisé devant le roi Charles VI et sa cour, oppose Jean de Carrouges, un valeureux chevalier, à son fidèle écuyer Jacques Le Gris, désormais introduit à la cour du roi. Jean de Carrouges a en effet accusé Le Gris d'avoir violé sa femme Marguerite et provoqué l'homme en duel afin de laver son honneur. Quelques années plus tôt, Carrouges et Le Gris, après s'être brillamment illustrés au combat, préparaient allégeance au comte Pierre d'Alençon. Rapidement, Le Gris sait se rendre indispensable aussi bien auprès de Carrouges que du comte d'Alençon.

6 20:10

Top chef



Durant cette finale, les candidats encore en lice après ces dix-huit semaines de compétition devront, pour l'emporter, réaliser un menu gastronomique d'exception et séduire quatre-vingt bénévoles de la Croix-Rouge ainsi que les quatre membres du jury. Une ultime étape qui permettra au vainqueur de décrocher le prestigieux titre de Top Chef 2022 et remporter ainsi jusqu'à 100 000 euros. Pour une dernière fois, ces professionnels de la cuisine devront faire part d'une imagination sans limite et mettre en œuvre leur dextérité pour une réalisation sans faille.

Jeux

Samourai-Sudoku n°2559

Les problèmes de sudoku samourai se composent de cinq grilles desudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samourai a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.

6			9					7	4			8					6	
	5		4		1		2			7		5		3		4		
		9				1					8				1			
	9		7		8		1			6		3		5		8		
1				5				2		5			9				3	
	7		2		4		9			4		2		7		1		
		1				9					5				6			
	4		3		9		6			8		9		6		5		
9				8				3							5		4	
										5		4						
										7		2						
3				6				2		9			8			2		5
	1		7		3		9				5		7		8		2	
			2			6					2					7		
	3		2		8		6				1		4		7		9	
9				4				8		2			5				8	
	7		9		6			4		3		2		9		1		
		3				7					5				2			
	2		1		4		5			2		5		1		6		
8				3				1		3			7					9

Horizontalement:
Verticalement:

- 1 - Pièce de viande
 - 2 - Déplaceront une pièce provisoirement sur l'échiquier
 - 3 - Bossée - fin d'infinif
 - 4 - Aéroport parisien
 - 5 - Grosse mouche - Chevalier de Tonnerre
 - 6 - Règle - Maréchal de France
 - 7 - Cardinal - Prénom de voleur
 - 8 - Halogènes - Métal de pépite
 - 9 - Produit alimentaire - Trou du moulin
 - 10 - Capitaux
-
- A - Vêtement d'enfant
 - B - Très aimées - Traditions
 - C - Glorifiés - Gestes automatiques
 - D - Saillie charmue - Monnaie à Oslo
 - E - Obtempérer - Ville du Yemen
 - F - Personnel - Sorte
 - G - Chef-lieu de l'Orne - Ouvrage littéraire
 - H - Divine génisse - Mouvement excentrique - Symbole
 - I - Point de la rose - Occasion de prendre une bûche
 - J - Extérieures



«Pas une carte du monde n'est digne de regard si le pays de l'Utopie n'y figure pas»

Oscare Wild

Mots croisés n°2559

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										



Mots fléchés géants de force 1 à 3 n°1259

responsable matériellement		placer parlaient du nez		bon engagement empereur romain		symbole du Liban		ped de vigne roue de poulie		appareils mastiqueras		précise-tout petit
tondue						enlaidis						
parier						opinion						
						se rendra						
						bonne d'enfant						
bien balancée fait d'hiver												
bière anglaise												
rectales												
c'est le titane restera ouverte												
septentrion éclotions												
totale												
compris												
terrain donner un bon coup												
pétillant italien animal de bât												
danger												
de base soixante												

Solution

Sudoku n° 2559

6	1	2	8	9	3	5	4	7		4	5	1	7	8	9	3	2	6				
7	5	3	4	6	1	8	2	9		6	7	2	5	1	3	9	4	8				
4	8	9	5	2	7	1	3	6		9	3	8	6	2	4	1	7	5				
2	9	6	7	3	8	6	1	4		1	6	9	3	4	5	7	8	2				
1	3	4	9	5	6	7	8	2		5	2	7	8	9	1	4	6	3				
8	7	6	2	1	4	3	9	5		8	4	3	2	6	7	5	1	9				
3	2	1	6	4	5	9	7	8	3		4	3	6	2	1	5	4	3	8	6	9	7
5	4	8	3	7	9	2	6	1		9	7	5	3	8	4	9	7	6	2	5	1	7
9	6	7	1	8	2	4	5	3		2	1	8	7	9	6	1	5	2	8	9	3	4

- Horizontalement**
 1 : Ballottine - 2 : Adouberont - 3 : Rouée - ER
 4 : Brétigny - 5 : Oestre - Eon - 6 : Té - Ney
 7 : Est - Arsène - 8 : Iodes - Or
 9 : Sucre - Abée - 10 : Essentiels
- Verticalement**
 A : Barboteuse - B : Adorées - Us - C : Loués - Tics
 D : Luette - Ore - E : Obéir - Aden - F : Te - Genre
 G : Trun - Essai - H : Io - Yéyé - Be
 I : NNE - Noël - J : Etrangères

Mots Croisés n° 2559

Grille géante n° 1259

•	D	•	C	•	A	•	C	•	C	•	P	•	S
F	I	N	A	N	C	•	E	R	E	•	M	•	P
R	A	S	E	R	•	I	D	E	A	•	E	•	A
M	I	S	E	R	•	I	R	A	•	C	H	•	I
•	G	I	R	O	N	D	E	•	C	H	E	•	N
G	E	L	•	N	O	U	E	•	L	I	D	•	R
•	A	L	E	S	•	R	E	H	E	C	R	•	E
A	N	A	L	E	S	•	E	C	C	R	E	•	S
•	T	I	•	G	E	R	I	D	E	E	S	•	C
B	E	E	R	A	•	I	D	E	E	S	•	C	N
•	N	O	R	D	•	O	N	N	•	A	D	•	R
E	N	T	I	E	R	O	U	•	V	E	R	•	R
P	I	G	E	A	•	I	S	•	O	L	E	•	R
•	S	O	L	•	T	A	S	•	P	A	T	•	E
A	S	S	E	N	E	R	•	P	A	T	•	E	S
•	A	S	T	•	I	•	B	E	A	L	E	•	L
A	N	E	•	V	E	I	•	L	L	E	E	•	S
C	•	D	E	T	T	E	•	N	•	S	•	T	A
P	E	R	I	L	•	R	I	A	•	•	•	•	I
•	S	E	X	A	G	E	•	S	I	•	M	•	A

JM-ORAN-2022 (COA) «Réussir la 19^e édition, un défi majeur pour l'Algérie» (Hammad)

Le président du Comité olympique et sportif algérien (COA), Abderrahmane Hammad, a affirmé que "l'Algérie a consenti de gros efforts pour réussir la 19^e édition des jeux méditerranéens d'Oran (25 juin-6 juillet), soulignant que "le défi est tellement grand que chacun doit travailler davantage pour honorer l'image de notre pays".

"Nous avons travaillé en étroite collaboration et d'une manière continue avec le Comité d'organisation de la 19^e édition (COJM) ainsi qu'avec les fédérations nationales concernées par la participation à ces JM afin de réunir les conditions optimales pour une meilleure prise en charge de nos athlètes", a déclaré Hammad dans un entretien accordé à l'APS. Pour le président du COA, "la mission du Comité olympique et sportif algérien consiste à réunir les moyens logistiques pour la délégation algérienne dont l'équipement sportif de la délégation, mais également l'accompagnement des athlètes à travers l'octroi de bourses olympiques."

"Cinq athlètes ont déjà reçu la première tranche de la bourse de solidarité olympique, de l'ordre de 1500 dollars par mois, octroyée par le Comité international olympique (CIO) - athlétisme (2 athlètes), natation (1), haltérophilie (1) et luttes associées (1) - et cela jusqu'aux Jeux olympiques 2024 de Paris. D'autres athlètes ont également bénéficié de l'aide du COA dans le cadre de l'accompagnement des sportifs algériens en vue des JM-2022 d'Oran". Concernant le volet technique lié à la préparation des athlètes algériens, le même responsable a expliqué que "les fédérations sportives sont responsables de la préparation de leurs athlètes à travers la participation aux différents stages, tournois internationaux ainsi qu'aux compétitions continentales et internationales", soulignant "que le COA a répondu favorablement à toutes les sollicitations des fédérations qui souffrent de difficultés financières".

L'Etat a mis tous les moyens nécessaires pour la réussite de la 19^e édition

Le président de l'instance olympique a mis en évidence les gros moyens humains et matériels mobilisés par l'Etat algérien pour l'achèvement des projets sportifs dans la ville d'Oran. "Le président du Comité international des JM (CIJM) est très satisfait en matière de réalisation d'infrastructures sportives, outre la maîtrise des différents aspects d'organisation,

ce qui confirme la réussite prévue de cette manifestation sportive", a dit Hammad qui est également membre du Comité exécutif de l'instance internationale.

Concernant l'accompagnement des athlètes algériens engagés dans ces joutes méditerranéennes, le président du COA a affirmé que "tous les moyens ont été mis en œuvre que ce soit par le biais du ministère de la Jeunesse et des Sports ou encore par le COA pour permettre aux sportifs de bénéficier de stages de préparation à l'étranger." "Je suis en contact permanent avec le ministère de la Jeunesse et des Sports et avec toutes les fédérations sportives nationales et personne n'a soulevé le moindre problème", a précisé Hammad, rassurant à ce sujet que le "COA restera toujours à la disposition des athlètes qu'il accompagnera et soutiendra dans le but de hisser les couleurs nationales lors du rendez-vous oranais.

Chances de médailles en sports individuels, difficile pour les disciplines collectives

Pour le président du Comité olympique et sportif algérien, des disciplines comme la boxe, l'athlétisme, la natation ou encore la lutte associée, peuvent prétendre à des podiums lors de cette 19^e édition des JM. "Je pense que la boxe peut valoir à l'Algérie des médailles, notamment les boxeurs qui viennent de confirmer leur niveau lors des championnats du monde d'Istanbul où ils ont remporté deux médailles historiques grâce à Imane Khelif, médaillée d'argent et Ichrak Chaib, détentrice du bronze", a-t-il constaté. En athlétisme, le médaillé de bronze de l'épreuve du saut en hauteur aux JO 2000 de Sydney, a relevé le niveau technique très relevé des concurrents du bassin méditerranéen, notamment ceux représentant des pays comme l'Italie, la France ou encore le Maroc. "Nous avons de jeunes athlètes en athlétisme dont il est temps pour eux de confirmer leur talent à l'occasion de ces joutes méditerranéennes, mais leur tâche ne sera guère facile face à des athlètes de très haut niveau", a souligné



Hammad. Des athlètes comme Amine Bouanani (110m/haies), Abdelmalek Lahoulou (400m/haies), Yasser Mohamed Tahar Triki (triple saut), Djamel Sedjati et Yacine Hathat (800 m), peuvent également prétendre à des podiums, selon lui.

Le président du COA n'a pas omis de citer les performances réalisées par la natation algérienne ainsi que la lutte associée, deux disciplines qui continuent de réaliser d'excellents résultats dans les différentes compétitions et peuvent, a-t-il dit, "assurer à l'Algérie des médailles". Contrairement aux sports individuels, le président de l'instance olympique est resté évasif par rapport aux disciplines collectives qui "traversent une période très difficile comme c'est le cas pour la fédération de handball". "En sports collectifs, le niveau sera très relevé, notamment avec la participation des sélections représentant la France, l'Espagne et l'Italie. L'instabilité au niveau de la Fédération de handball (FAHB) a carrément freiné l'évolution des sélections masculine et féminine et c'est vraiment dommage pour le handball algérien qui traverse une période très difficile", a-t-il encore précisé. Quarante-sept ans après avoir abrité les Jeux méditerranéens d'Oran en 1975, l'Algérie renoue avec les joutes méditerranéennes, en accueillant la 19^e édition à Oran où devront concourir dans 24 disciplines sportives, 3434 athlètes de 26 pays.

ATHLÉTISME (CHAMPIONNATS D'AFRIQUE) : Larbi Bourrada le décathlonien algérien le plus titré dans sa spécialité



Avec un cinquième titre continental, décroché samedi à Saint-Pierre (Maurice), Larbi Bourrada est devenu le décathlonien algérien le plus titré dans l'histoire de cette spécialité, devant son ex-entraîneur, Mourad Mahour-Bacha, qui pendant sa carrière d'athlète avait remporté quatre titres.

A Saint-Pierre (Maurice), le décathlonien Bourrada a totalisé 7776 pts devançant deux Sud-Africains, Friedrich Pretorius (7504 pts) et Jesse Perez (7396 pts).

Avant ce cinquième titre, Bourrada a été déjà sacré à Addis-Abeba (2008/7574 pts), Nairobi (2010/8148 pts), Marrakech (2014/8311 pts) et au Nigeria (2018/8099 pts).

Pour sa part, Mahour-Bacha avait remporté les titres continentaux de Rabat (1984/7022 pts), Le Caire (1985/6712 pts), Lagos (1989/7080 pts) et Maurice (1992/7467 pts).

Les autres internationaux algériens qui figurent dans ce palmarès des décathloniens les plus titrés de l'histoire sur le plan continental (Jeux Africains non inclus) sont: Youcef Redouane (deux titres) et le duo Mohamed Bensaâd et Mohamed Aït Ouhamou, avec un titre chacun.

Youcef Redouane avait remporté ses deux titres à Dakar et à Alger, respectivement en 1998 et 2000, alors que Bensaâd et Aït Ouhamou ont été sacrés, respectivement en 1979, à Dakar, et 1989 à Annaba.

Un bel exploit donc pour Bourrada, qui reste au Top niveau, malgré ses 34 ans, et c'est de bon augure avant les Jeux Méditerranéens d'Oran, dont les épreuves d'athlétisme se dérouleront entre le 1er et le 4 juillet.

Réalisation de fresques murales au pôle sportif de Sig

Des artistes plasticiens de la wilaya de Mascara ont réalisé des fresques murales au niveau des infrastructures relevant du nouveau pôle sportif de Sig, en prévision de la 19^e édition des Jeux méditerranéens qui débutera le 25 juin 2022.

Six artistes, munis de leurs pincesaux et de pots de peinture, ont ainsi reproduit des paysages inspirés de la beauté du Sahara et des régions côtières ainsi que des scènes de la vie quotidienne et des us et coutumes du peuple algérien en plus du logo et de la mascotte de la 19^e édition des JM. Le pôle sportif de Sig ac-

cueillera une partie des compétitions de cet événement méditerranéen, rappelle-t-on. La direction locale de la Jeunesse et des sports a indiqué que plus de 20 artistes ont été mobilisés pour réaliser des peintures murales et des slogans promotionnels pour cet événement sportif au niveau des différentes communes de la wilaya. Par ailleurs, un programme artistique et culturel a été concocté et sera proposé aux délégations sportives et à la presse étrangère pour faire connaître le patrimoine matériel et immatériel de la région.

Le complexe «Les Andalouses» prêt à accueillir les sportifs de voile et de handball féminin

Le complexe touristique "Les Andalouses" est prêt à accueillir les sportifs des deux disciplines de voile et de handball féminin, lors de la 19^e édition des jeux méditerranéens (JM) prévue cet été à Oran, a assuré, dimanche, la direction du complexe.

Disposant d'un hôtel composé de quatre blocs avec une capacité d'accueil global de 373 chambres et 14 suites, en plus de 125 bungalows, le complexe sera totalement destiné aux sportifs et leurs accompagnateurs, a indiqué à l'APS, Miloud Debbas, responsable de la direction technique de ce site. "Nous travaillons depuis un bon bout de temps en étroite collaboration avec le Comité d'organisation des jeux. Tout fonc-

tionne comme prévu. Les préparatifs pour accueillir l'événement ont atteint un stade avancé. Je peux même affirmer qu'on sera prêts à 100% le jour +J+", a-t-il assuré.

Le complexe "Les Andalouses", qui abritera des épreuves de voile lors des JM, a déjà fait l'objet d'une visite d'inspection de la part des membres du Comité international des JM (CIJM), au cours de leur dernier séjour à Oran pour évaluer l'état d'avancement des préparatifs de la messe sportive méditerranéenne. A ce propos, le même responsable s'est dit "réjoui" par le constat des membres du CIJM "qui sont partis très satisfaits de nos préparatifs aussi bien pour l'héber-

gement des athlètes et leurs accompagnateurs que le site mis à la disposition des organisateurs des épreuves de voile", a-t-il ajouté. En raison du nombre élevé des participants aux JM, estimé à plus de 5.000 personnes entre sportifs et membres des différents staffs, le Comité d'organisation a décidé de retenir de nouveaux sites d'hébergement, en plus du village méditerranéen, dont la capacité d'accueil ne dépasse pas les 4.200 lits. A cet effet, il a été décidé d'affecter les athlètes de voile au complexe «Les Andalouses», d'autant plus qu'il s'agit du site qui va abriter les compétitions de cette discipline. Les handballeuses des sélections concernées par le tournoi

de la petite balle des dames, au nombre de sept, seront aussi hébergées dans ledit complexe, ce qui leur permet d'être proches du site de leur compétition à savoir, la salle omnisports "Hachemi-Hantaz" à Ain El-Turck. Par ailleurs, la direction du complexe a assuré qu'elle va mettre à la disposition des hôtes de l'Algérie son centre de thalassothérapie, inauguré il y a près de trois ans, a fait savoir M. Debbas. Il a, en outre, informé qu'un riche programme artistique est en préparation au profit des résidents du complexe lors des JM, en plus d'une exposition des produits d'artisanat qui sera mise sur place en collaboration avec la chambre d'artisanat d'Oran.

ÉQUIPE NATIONALE Belmadi : «Les nouveaux joueurs ont relancé la concurrence»

Le sélectionneur de l'équipe nationale de football Djamel Belmadi a indiqué lundi que les sept nouveaux joueurs convoqués pour la fenêtre internationale de juin, marquée par l'entame des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2023, avaient «relancé la concurrence», tout en affichant son désir de redistribuer les cartes en vue des prochaines échéances.

«Les nouveaux joueurs étaient très attentifs et appliqués, ils ont pu ramener cette idée de sang neuf qui reste très importante pour moi.

Ils apportent un vent de fraîcheur, et font en sorte que personne ne s'endort sur ses lauriers, ça relance la concurrence.

Les Amoura et Zorgane d'il y a deux ans, ce n'est pas ceux qui sont là aujourd'hui.

C'est à travers ce genre de matchs de haut niveau qu'il y a une progression qui se fait crescendo», a indiqué Belmadi dans un entretien accordé à la chaîne YouTube de la Fédération algérienne (FAF).

Belmadi s'exprimait au lendemain du match amical disputé face à l'Iran (2-1) à Doha (Qatar), ce test est venu conclure le stage effectué par la sélection nationale, au cours duquel les «Verts» ont disputé les deux premières journées des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2023 : à domicile face à l'Ouganda (2-0) et en déplacement face à la Tanzanie (2-0).

Dans l'objectif d'apporter du sang neuf, Belmadi a fait appel à sept nouveaux joueurs : le gardien Anthony Mandrea (Angers SCO/ France), Yanis Hamache (Boavista FC/ Portugal), Akim Zedadka (Clermont Foot 63/ France), Abdelkabar Kadri (Courtrai/ Belgique), Billel Brahimhi (OGC Nice/ France), Billel Omrani (CRF Cluj/ Roumanie), et Riyad Benayad (ES Sétif/ Algérie).

«Sur le plan comptable, nous avons fait le plein avec trois victoires en autant de matchs.

La culture de la gagne reste essentielle pour nous.

Sur les quatre dernières années, on a concédé peu de défaites, mais certaines ont été dramatiques pour nous», a-t-il ajouté.

Et d'enchaîner : «C'était très important pour nous de bien entamer les qualifications de la



CAN-2023. Ce n'est jamais facile d'aller gagner en déplacement (face à la Tanzanie 2-0, ndr).

Nous avons bouclé notre stage en affrontant une belle équipe d'Iran, habituée à participer à la Coupe du monde, qui est très difficile à manœuvrer.

C'était un vrai test pour les nouveaux et pour ceux qui n'avaient pas bénéficié d'un temps de jeu suffisant avec la sélection à l'image de Tougaï et Touba. Ça me tenait à cœur de les voir grandir et s'affirmer sur les séances d'entraînement.

Les nouveaux se sont vite mis à l'évidence qu'ils sont là pour la compétition, pour remporter des matchs et faire en sorte qu'on est une équipe respectée».

«Je ne cherche pas à mettre des joueurs à la retraite»

Pour Belmadi, les portes de la sélection restent ouvertes, lui qui envisage de faire appel à d'autres éléments en vue des prochaines sorties.

«On n'a pas officiellement de retraités internationaux, je ne cherche pas à mettre des joueurs

à la retraite. D'autres éléments vont nous rejoindre probablement. Je suis très clair dans mes choix, l'idée c'est de présenter l'équipe la plus performante pour hisser plus haut le drapeau national. Tout le monde a envie de rejoindre ce groupe.

Je leur ai dit qu'il y a la réalité du haut niveau, qu'il fallait valider cette sélection.

S'ils veulent être là en septembre, c'est via les performances et les prestations, et rien d'autre que ça».

«Je suis très attentif par rapport à l'évolution des joueurs, quand je juge qu'ils sont bons je les lance dans le bain, tout en évitant de leur faire du tort surtout quand ils ne sont pas en possession de tous leurs moyens.

On essaye de faire les meilleurs choix possibles», a-t-il souligné.

Le coach national n'a pas caché son appréhension par rapport à la prochaine date Fifa, prévue en septembre prochain, avec au menu la double confrontation face au Niger, comptant pour la 3e et 4e journées des qualifications de la CAN-2023 en

Côte d'Ivoire (23 juin-23 juillet). « Ces intersaisons sont toujours compliquées à gérer, il y a des dates Fifa qui arrivent très tôt dans la saison.

Les deux prochaines journées des qualifications de la CAN-2023 seront décisives pour valider notre billet pour la phase finale.

On fera en sorte de sceller notre qualification en septembre face au Niger.

Nous serons au début de la saison, c'est difficile à gérer. J'ai dit aux joueurs de prendre rapidement les décisions concernant leur avenir et démarrer ensuite le championnat pour arriver prêts en septembre». Enfin,

Belmadi s'est dit «honoré» de battre le record de longévité sur le banc du «Club Algérie», lui qui va boucler en août prochain quatre ans avec les «Verts».

«S'inscrire dans la durée avec mon pays est quelque chose d'extraordinaire, c'est plus qu'un honneur, j'espère qu'il y aura d'autres sélectionneurs derrière qui battront ce record de longévité, ce sera synonyme de résultats et de stabilité, très importants dans le football, ça voudra dire que l'Algérie sera gagnante.

C'est une grosse satisfaction pour moi, je profite de l'occasion de remercier les joueurs», a-t-il conclu.

FUTSAL - SÉLECTION NATIONALE 16 joueurs en stage à Alger en prévision de la coupe arabe

Seize joueurs de la sélection nationale algérienne de futsal effectuent un regroupement du 12 au 17 juin à Alger, en prévision de la Coupe arabe de Futsal-2022 prévue du 20 au 28 juin 2022 à Dammam en Arabie saoudite, indique la Fédération algérienne de football sur son site officiel.

L'équipe algérienne, conduite par le sélectionneur national Noureddine Benamrouche, qui effectue son stage à l'hôtel Mazfran, quittera Alger pour l'Arabie saoudite le 17 juin prochain pour prendre part à la Coupe arabe qui réunit dix sélections : Algérie, Arabie saoudite, Egypte, Irak, Koweït, Libye, Maroc (tenant du titre), Mauritanie, Palestine et Somalie.

Le tirage au sort de la compétition, effectué le 8 juin dans la capitale saoudienne Riyad, a placé l'équipe nationale d'Algérie dans le deuxième groupe aux côtés de l'Irak et de l'Egypte. Les dix équipes ont été réparties en trois groupes. Le groupe A est composé de quatre nations, alors que les groupes B et C comportent trois sélections.

Le premier de chaque groupe, ainsi que le meilleur deuxième se qualifient pour les demi-finales. Le groupe A est composé du Maroc, Koweït, Mauritanie et Somalie. Le groupe B réunit l'Egypte, l'Irak et l'Algérie, alors que le groupe C comprend l'Arabie saoudite, la Palestine et la Libye.

Liste des joueurs convoqués pour la sélection nationale algérienne: Bendifallah Abdelahdi-Mohamed (Paris Acasa Futsal), Takdjerad Azedine (UJS Toulouse), Dahmani Ali (Lille Métropole Futsal), Benslama Alan Lyes Rabah (Racing Futsal Luxembourg), Hamad Mathieu (KB United), Azzouz Bilal (Torcy Futsal), Bessa Amar (KB United), Medjahed Sofiane (Mouvax Futsal), Sedira Abou Sofiane (Lille Métropole Futsal), Cheroudi Mohamed (RED Oran), Djeloul Abdelraouf (CF Bordj Bou Arreridj), Djebrani Abdelhak (CF Bordj Bou Arreridj), Chenniki Sabri (EF Constantine), Djemai Oussama (RED Oran), Achat Mohammad (RED Oran) et Yaich Khaled (CF Bordj Bou Arreridj).

Belmadi : «L'Italie, la Suède, la Croatie, et la Belgique, possibles adversaires des Verts en novembre»

Le sélectionneur de l'équipe nationale de football Djamel Belmadi n'a pas écarté l'idée de jouer «un ou deux matchs amicaux» en novembre prochain contre de «grosses équipes européennes», qui préparent la Coupe du monde 2022 au Qatar (18 novembre-21 décembre).

«En accord avec les clubs, il y aura une possibilité de jouer un ou deux matchs amicaux en novembre prochain, contre une des équipes qui ne vont pas participer à la Coupe du monde, comme l'Italie par exemple. On a eu une demande de la part des Italiens il n'y a pas si longtemps.

L'Italie pourrait être une possibilité qu'on a eu récemment parmi tant d'autres. Il y a aussi la Suède, la Croatie et la Belgique, qui nous ont sollicité dernièrement», a révélé Belmadi dans un entretien accordé à la chaîne YouTube de la Fédération algérienne (FAF).

Belmadi s'exprimait au lendemain du match amical disputé face à l'Iran (2-1) à Doha (Qatar), ce test est venu conclure le stage effectué par la sélection nationale, au cours duquel les «Verts» ont disputé les deux premières journées des qua-

lifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2023 : à domicile face à l'Ouganda (2-0) et en déplacement face à la Tanzanie (2-0).

«La date Fifa officielle sera en septembre, avec au menu la double confrontation face au Niger dans le cadre des qualifications de la CAN-2023, mais il y a aussi une fenêtre en novembre juste avant le Mondial 2022.

Si on arrive à monter une belle équipe en novembre, ce sera avec grand plaisir et beaucoup d'envie de jouer un match contre de grosses équipes, ici en Algérie pour inaugurer un stade, ou bien en Europe.

Mais rien n'est certain, d'autant qu'on sera attentif de ce qu'on nous demandera de faire par la Fifa et par surtout les clubs», a-t-il conclu.

Deux mois après la cruelle élimination en barages du Mondial 2022 face au Cameroun (aller : 1-0 retour : 1-2), l'équipe nationale a réussi son redressement en alignant trois victoires de suite, en attendant la rentrée des classes en septembre prochain.

JM-ORAN-2022-ALGÉRIE

La sélection algérienne (U18) en stage à Sidi Moussa

La sélection nationale des moins de 18 ans (U18) de football, entame ce mardi un regroupement qui se poursuivra jusqu'au lundi 20 juin au Centre Technique National (CTN) de Sidi Moussa, en prévision du tournoi des Jeux méditerranéens Oran-2022, a indiqué la Fédération algérienne de football (FAF).



Rabah Menguelti incommensurablement fier à vie après son exploit de 1975

Rabah Menguelti, l'auteur du but de la victoire de l'équipe nationale de football face à l'équipe de France (3 - 2) en finale des 7èmes jeux méditerranéens d'Alger en 1975, est marqué à vie par un sentiment de "fierté incommensurable et indescriptible". Tel est toujours son sentiment, 47 ans après son exploit.

"Il y a toujours ce sentiment d'euphorie à chaque souvenir de ce but. C'est toujours le même sentiment de fierté incommensurable et indescriptible d'avoir offert la victoire à mon pays, que je ressens", a déclaré l'ancien arrière latéral droit de la Jeunesse sportive de Kabylie (JSK) et de l'équipe nationale, Rabah Menguelti, dans un entretien à l'APS, à l'approche de la 19e édition des Jeux méditerranéens qu'abritera la ville d'Oran du 25 juin au 6 juillet prochain. Il se rappelle ce moment. Impossible à décrire.

"Je ne réalisais pas vraiment ce qui se passait, tout était allé si vite, j'étais submergé et emporté par cette euphorie de la victoire et j'ai fait le tour du stade en courant sans savoir vraiment ce qui se passait". Et d'ajouter: "Je ne peux pas vous décrire ce que j'avais ressenti, non pas à cause de l'âge ou du temps écoulé depuis, 47 ans sont déjà passés, mais tout simplement, parce que je ne l'avais jamais compris et c'est quelque chose d'impossible à revivre.

C'était, tout simplement, l'euphorie d'avoir donné la victoire à mon pays". Lors des prolongations (à la 108e minute de jeu), alors que le score était de 2 à 2, Menguelti, après un mauvais dégagement du gardien français, envoie la balle d'une tête puissante se nicher dans les filets de l'équipe de France et offre la victoire à l'équipe nationale.

Avant cela, et à 10 minutes de la fin du temps réglementaire, l'Algérie était menée 2 à 1 avant que Omar Betrouni n'égalise (2 - 2) à la dernière minute de jeu (90e mn) provoquant lui aussi un délire dans le stade. On joue alors les prolongations, et le miracle s'est produit.

"Le but de Betrouni nous a revigorés et chacun de nous s'était alors investi à fond de nouveau. J'ai eu l'instinct de me placer au bon endroit, au bon moment, et ce fut l'exploit" dit-il. Il détaille: "J'étais à 20 mètres des buts, et voyant venir de mon côté la balle mal dégagée des 2 poings par le gardien suite à un corner sur le côté gauche, j'ai pris un petit élan de 4 à 5 mètres, sauté et frappé, d'une tête puissante, la balle qui était allée se nicher dans un coin des buts" raconte-t-il.

La bonne préparation, clé des exploits

La qualité et le niveau de préparation des 7èmes jeux méditerranéens d'Alger de 1975 a été la clé des exploits réalisés par les équipes et athlètes nationaux de différentes disciplines, selon Rabah Menguelti, âgé aujourd'hui de 70 ans.

Il a souligné que l'équipe nationale

avait effectué "une préparation poussée" en prévision de ces jeux dont elle a raffé la médaille d'or de football et aussi le surnom des fennecs, alors mascotte de ces joues.

"Nous avions effectué une préparation poussée d'un mois et demi au complexe du 5 juillet sous la conduite de Rachid Makhloufi et Mohamed Soukhane, et avions l'avantage de bien nous connaître pour avoir joué ensemble au sein de l'équipe nationale militaire", relève-t-il.

Et c'était, ajoute Menguelti "de même pour les équipes de handball et d'athlétisme qui s'étaient, également, bien préparées et dans des conditions exceptionnelles pour l'époque", faisant remarquer que l'Algérie, "disposait alors d'infrastructures de haut standing".

"Au plan organisationnel, l'Algérie disposait, dès 1972, d'infrastructures exceptionnelles pour l'époque, à l'exemple du complexe du 5 juillet qui était un véritable joyau qui suscitait même la jalousie de nations les plus développées et offrait de bonnes conditions de préparation", fait-il remarquer.

Cette préparation de haut niveau et l'amour des couleurs nationales, affirme l'ancien footballeur, avaient permis à l'équipe nationale d'arriver en finale et de remporter la médaille d'or de football de ces jeux contre l'équipe de France, qu'elle avait déjà battue par 2 buts à 0 lors des éliminatoires, et après avoir battu la Tunisie par 2 buts à 1 en demi finale.

Une véritable réforme du football s'impose

Considérant l'état actuel du football national, Menguelti estime qu'il nécessite "une véritable réforme sur tous les plans". "Il faut tout revoir, développer l'infrastructure, mettre en place des plans de gestion des clubs et des cahiers de charge clairs et, surtout, s'occuper sérieusement de la formation", préconise-t-il.

Rappelant, à ce propos, la réforme sportive mise en place en 1977, il dira que celle-ci avait donné des résultats dans toutes les disciplines, y compris la qualification de l'équipe nationale en phase finale de la Coupe du monde 1982 en Espagne.

"L'accession de l'Algérie en Coupe du monde en 1982 n'était pas venue du néant, c'était le fruit de cette réforme et d'un travail qui a été fait parce que les conditions le permettaient, et c'est une chose qui peut encore arriver", a soutenu Menguelti.

Et c'est le même sentiment de désolation concernant la situation au sein de la JSK, son club de cœur, et de toujours, où il a fait l'ensemble de sa carrière.

"La JSK n'est pas un club, mais, un repère, une institution qui ont besoin de sérénité", estime l'ancien footballeur, invitant "tout le monde à se mettre autour d'une table".

Mourad Slatni, le sélectionneur national des U18, a convoqué une liste de 20 joueurs pour ce stage de préparation de six jours qui sera ponctué par un match amical programmé pour le vendredi 17 juin à 16h00 au CTN. A l'issue de ce stage, la sélection nationale prendra, le lundi 26 juin 2022, la direction de la ville d'Oran pour participer à la 19e édition des Jeux méditerranéens du samedi 25 juin au mercredi 6 juillet 2022. Lors des JM-2018 disputés à Tarragone (Espagne), l'Algérie avait terminé à la 6e place au classement, à l'issue de sa défaite au match de classement face à la France (1-0). Versés dans le groupe A, les Algériens débiteront le tournoi des JM2022 face à l'Espagne (tenant du titre), avant de défier le Maroc, puis la France. Le groupe B est composé quant à lui de l'Italie, de la Grèce, de la Turquie, et du Portugal. Les deux premiers de chaque

groupe se qualifient pour les demi-finales.

Liste des 20 joueurs convoqués: Boualem Hamza (USM Alger), Boumenguouche Chems Eddine (Académie FAF), Chegra Ivane (AC Ajaccio/FR) Zaoui Salah Eddine (Académie FAF), Hanfoug Fouad (CR Belouizdad), Zuliani Edhy (FC Toulouse/FR), Djadi Adam Ghyril (Bourg-en-Bresse/FR), Bounacer Abdessamed (USM Alger), Bouzahzah Ouanis (Académie FAF), Lallam Abdelghani (Paradou AC), Belas Ibrahim (CR Belouizdad), Abdelkader Mohamed Islem (Paradou AC), Nottebaer Djibril (SC Amiens/FR), Push Harrantz Mehdi (AC Ajaccio/FR), Aid Al Amin Mohamed (O.Lyon/FR), Omar Mohamed Rafik (Académie FAF), Benmazouh Mohamed Zaid (USM Alger), Moulai Hamza (Paradou AC), Akhrib Lahlou (JS Kabylie), Dougui Adam (Q.P. Rangers/ANG).

CHAMPIONNAT ÉGYPTIEN (AL-AHLY) Séparation à l'amiable avec l'entraîneur Mosimane

L'entraîneur sud-africain d'Al-Ahly du Caire (Div.1 égyptienne de football), Pitso Mosimane, a rompu son contrat d'un commun accord avec la direction de la formation caïrote, a annoncé le club lundi dans un communiqué.

Dans un communiqué partagé sur les réseaux sociaux, une «résiliation par consentement mutuel» est évoquée. L'ancien coach des Mamelodi Sundowns (Afrique du Sud) âgé de 56 ans, est arrivé sur le banc d'Al-Ahly en septembre 2020.

Celui qui fut aussi sélectionneur des «Bafana Bafana» y a connu de très beaux résultats. Sous ses ordres, Al-Ahly a décroché deux nouveaux sacres en Ligue des Champions africaine (2020, 2021) et deux Supercoups d'Afrique, tout en terminant deux fois sur le podium en Coupe du monde des clubs.

Ces dernières semaines, la relation tendait à se durcir entre Mosimane et la direction. On reprochait à Mosimane ses nombreuses déclarations sur le club tandis que ce dernier attendait davantage du coach, notamment sur le plan national.

L'Égyptien Samy Komsan a été désigné entraîneur à titre intérimaire.

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE WILAYA DE TISSEMSILT DAÏRA DE TISSEMSILT COMMUNE DE TISSEMSILT **Avis d'attribution provisoire**

Conformément aux dispositions de l'article 65 du décret présidentiel 15-247 du Dhou el Hidja 1436 correspondant au 16 Septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

Le Président de l'Assemblée Populaire Communale de Tissemsilt informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales apparu à DKNEWS le 09/05/2022 et le 09/05/2022 qu'à l'issue de l'analyse des offres la commission d'ouverture des plis et évaluation des offres propose au service contractant d'attribuer provisoirement les projets aux soumissionnaires indiqué ci-dessous.

N°	Intitulé de l'opération	L'entreprise retenue	Montant de l'offre Après correction (DA)	NIF	Délai de réalisation	Note obtenue	Observation
01 02	Réhabilitation d'éclairage public à travers les quartiers et les boulevards de la ville de Tissemsilt	Kaddouri Mohamed	4.248.064,63 DA	174381700044471	02 mois	44,50	Moins disant
	Achèvement des travaux de réhabilitation d'éclairage public à travers les quartiers et les boulevards de la ville de Tissemsilt	Taibi Djilali	7.952.204,00 DA	166381300058172	06 mois	42,66	Moins disant
	Réhabilitation réseau d'assainissement de l'agglomération de Beni Maida commune de Tissemsilt						Infructueuse
	Déplacement de la conduite des eaux usées à côté du siège de trésorier de wilaya						Infructueuse

Les soumissionnaires ayant participé à cet avis sont invités à se rapprocher de la commune de Tissemsilt bureau des marchés pour consulter le PV du choix de l'entreprise durant les 03 jours prendre à compter de la première parution de l'avis d'attribution provisoire des marchés.

Et conformément à l'article 82 du décret présidentiel 15-247 du 02 Dhou el Hidja 1436 correspond au 16 Septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

Les recours éventuels à rencontre de la présente décision peuvent être introduits auprès de monsieur le président de la commission de marchés publics de la commune de Tissemsilt durant 10 jours à compter de la parution du présent avis.

BARCELONE

Le message fort de Piqué à Laporta

Le défenseur central du FC Barcelone Gerard Piqué (35 ans, 27 matchs et 1 but en Liga cette saison) se retrouve désormais seulement considéré comme un remplaçant par l'entraîneur Xavi. Mais de son côté, l'Espagnol n'a pas l'intention de baisser les bras et a même envoyé un message fort à son président Joan Laporta.

"Je serai un titulaire. Si vous avez le courage, faites venir le meilleur défenseur central du monde pour ma place, il deviendra mon remplaçant", aurait lancé Piqué à son patron selon le média Esports 3. Sous contrat jusqu'en juin 2024, l'ancien joueur de Manchester United semble déterminé à prouver sa valeur sous les couleurs des Blaugrana.

PSG

Verratti défend la Ligue 1

Le Paris Saint-Germain est-il beaucoup trop fort pour la Ligue 1 ? Depuis l'arrivée de QSI, le club de la capitale a remporté 8 des 11 championnats disputés. Malgré tout, le milieu de terrain Marco Verratti (29 ans, 32 matchs et 2 buts toutes compétitions cette saison) estime que les équipes de l'élite sont très difficiles à manier.

"Parfois de l'extérieur, les gens pensent que c'est toujours facile, que c'est toujours simple et que les matchs sont gagnés d'avance. Mais ce n'est pas le cas. Nous devons toujours travailler dur pour gagner", a reconnu l'Italien pour le site officiel du PSG.



JUVENTUS

Suarez proposé, mais...

Libre après la fin de son aventure avec l'Atletico Madrid, l'attaquant Luis Suarez (35 ans, 35 matchs et 11 buts en Liga cette saison) recherche une nouvelle opportunité en Europe. D'après les informations du quotidien italien La Stampa ce mardi, les agents de l'international uruguayen l'ont récemment proposé à la Juventus Turin.

A la recherche de renforts sur le plan offensif, la Vieille Dame n'a pas totalement écarté cette piste, mais dispose d'autres priorités avec notamment la volonté

de recruter un ailier sur ce mercato d'été. Avec cette idée en tête, les noms d'Angel Di Maria (libre), de Filip Kostic (Frankfort) et de David Neres (Shakhtar Donetsk) sont associés au récent 4e de la Serie A.

ROMA

Matic signe deux ans

Comme attendu (voir la brève d'hier à 11h46), Nemanja Matic (33 ans, 32 matchs toutes compétitions cette saison) rejoint l'AS Rome. En fin de contrat avec Manchester United, le milieu de terrain serbe s'est engagé pour deux années, soit jusqu'en juin 2024, avec la formation italienne. "Je suis heureux et honoré de rejoindre ce club et j'ai hâte de commencer la nouvelle saison avec mes coéquipiers. La Roma est un grand club, avec des fans incroyables et un entraîneur, José Mourinho, qui est bien connu de tous - ce qui rend la décision de venir ici très simple. J'espère qu'en travaillant ensemble, nous pourrons réaliser de grandes choses", a indiqué l'ancien Red Devil lors de sa présentation.

INTER

Dybala, c'est bouclé

En fin de contrat avec la Juventus, Paulo Dybala (28 ans, 39 matchs et 15 buts toutes compétitions cette saison) va bien passer chez l'ennemi. Selon La Gazzetta dello Sport, l'attaquant argentin va signer un contrat de quatre saisons, soit jusqu'en juin 2026, avec l'Inter. L'Albiceleste touchera un salaire annuel net de 6 millions d'euros, plus un million d'euros de bonus. Un transfert qui risque de faire grincer des dents à Turin...



QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL DK NEWS

Directeur général, responsable de la publication **Abdelmadjid CHERBAL**

Directeur de la rédaction **A. CHERBAL**

RÉDACTION ADMINISTRATION

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97»
 FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.48.00
 FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

53^{ÈME} FOIRE INTERNATIONALE D'ALGER

Le Président Tebboune procède à l'inauguration

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a inauguré lundi au Palais des expositions (Pins maritimes) la 53^e édition de la Foire internationale d'Alger (FIA) à laquelle participent plus de 700 entreprises représentant 20 pays.

Le Président Tebboune a été accueilli à l'entrée du Palais des expositions par le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, et le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, M. Kamel Rezig. Des membres du gouvernement et des représentants du corps diplomatique accrédité à Alger ont également assisté à la cérémonie d'ouverture de cette FIA qui se poursuivra jusqu'au 17 juin sous le slogan "Pour un partenariat stratégique". Visitant différents stands, M. Tebboune a reçu des explications sur cette manifestation qui regroupe plus de 700 entreprises, dont 530 algériennes (147 publique et 383 privées) et 187 étrangères. Les entreprises nationales participant à cette édition représentent plusieurs secteurs, notamment les industries électroniques, électriques et de l'électroménager (42 entreprises), les industries agroalimentaires (68 entreprises), les services (66 entreprises), les industries



chimiques et pétrochimiques (87 entreprises), les industries mécaniques (68 entreprises), les industries manufacturières (35 entreprises), l'artisanat (100 entreprises), les BTP (45 entreprises), ainsi que 19 filiales de sociétés étrangères activant en Algérie.

Le ministère de la Défense nationale (MDN) participe pour la première fois à cette foire avec 19 entreprises représentant des unités de production à caractère économique dans les secteurs de l'industrie mécanique, du textile et de la construction navale. Inviolité d'honneur de cette 53^e

FIA, les Etats-Unis participent avec 35 exposants représentant les secteurs de l'énergie, de la construction, de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de l'hydraulique, de l'environnement, de l'industrie aéronautique et de l'éducation. Cette manifestation, qui coïncide cette année avec la célébration du 60^e anniversaire de l'indépendance de l'Algérie, enregistre la participation du ministère des Moudjahidine et des Ayants droit dont le pavillon est dédié à l'événement.

Un pavillon a également été réservé à la wi-

laya de Tamanrasset, et ce, dans le cadre de la décision prise cette année et consistant à convier à la foire une des wilayas du pays pour lui permettre de mettre en valeur son patrimoine culturel et ses potentialités touristiques et économiques. En marge de l'événement, des rencontres d'affaires (B2B), ainsi que des conférences, seront organisées par l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (ALGEX) et la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI). Il y sera question du partenariat et de l'investissement en Algérie. ALGEX organise au niveau du pavillon "Saoura" la 6^e édition du salon "Export Algérie", dédié aux entreprises exportatrices ou ayant des capacités d'exportation. De son côté, la direction de la Société algérienne des foires et exportations (SAFEX) a réservé un espace à la vente au niveau du pavillon "El-Bahdja" et un autre espace dédié aux activités artisanales.

Le Président Tebboune appelle à l'intensification de la coopération entre les hommes d'affaires algériens et américains

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a appelé lundi au Palais des expositions (Alger), à l'intensification de la coopération et de l'échange d'expériences entre les hommes d'affaires algériens et américains, mettant l'accent sur l'importance de bénéficier de l'expérience américaine dans le domaine des startups.

Après avoir procédé à l'inauguration officielle de la 53^e édition de la Foire internationale d'Alger (FIA), le Président Tebboune a visité le pavillon des Etats-Unis d'Amérique (invité d'honneur). Accompagné de l'ambassadrice américaine, Elizabeth Moore Aubin, le président Tebboune a échangé avec des opérateurs américains, mettant en avant l'importance de la coopération et de l'échange d'expériences entre les hommes d'affaires algériens et américains dans le domaine des startups. Annonçant dans ce cadre l'organisation prochaine en Algérie d'un "Forum des startups", le président Tebboune a fait état de démarches pour l'ouverture, "avant la fin de l'année en cours" d'une ligne aérienne Alger-New York pour

faciliter les contacts entre les hommes d'affaires des deux pays. Le président de la République a insisté, par ailleurs, sur

l'intensification de la coopération dans le domaine agricole, affirmant le lancement d'un "programme ambitieux de mise en valeur des terres sahariennes".

Au stand du constructeur d'avions C-130, le président Tebboune a évoqué la possibilité d'acquisition ou d'affrètement d'avions bombardiers d'eau. "C'est urgent, l'acquisition peut se conclure sur-le-champ", a-t-il affirmé.

Le président Tebboune a souhaité que les avions en question soient équipés pour lutter contre les feux en utilisant l'eau de mer. Assurant que le travail avec le partenaire américain "se poursuit", il a estimé que le matériel américain acquis par l'Algérie jusque-là était de bonne qualité.

Lors de sa visite au pavillon américain, le président Tebboune a reçu l'ambassadrice des Etats-Unis en Algérie, Elizabeth Moore Aubin. L'audience s'est déroulée en présence du directeur de cabinet à la Prési-

dence de la République, Abdelaziz Khellaf et du ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar. Le président Tebboune a, par la suite, sillonné le pavillon réservé aux entreprises nationales, à commencer par la Direction des fabrications militaires, où il a salué les efforts de l'institution militaire dans l'augmentation du taux d'intégration.

Il a insisté, à cet égard, sur l'impérative poursuite des efforts pour relever ce défi à travers le "développement de la sous-traitance au niveau national par l'association du plus grand nombre possible d'entreprises algériennes et l'établissement de partenariats avec les sociétés étrangères pour développer l'industrialisation, l'Algérie disposant de moyens de paiement et il importe de préserver sa crédibilité". Evoquant les entreprises nationales spécialisées dans les industries électroniques et électroménagères, le président Tebboune a insisté sur l'impératif de respecter "les normes de qualité et de sécurité" dans la transition énergétique pour assurer un produit à même de satisfaire les besoins du marché national.

ARMÉE NATIONALE POPULAIRE

Le Général de Corps d'Armée, Saïd Chanegriha entame une visite de travail à la 6^{ÈME} Région militaire à Tamanrasset

Le Général de Corps d'Armée, Saïd Chanegriha, chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP) a entamé lundi une visite de travail en 6^{ème} Région militaire à Tamanrasset, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

"Dans la dynamique de ses visites d'inspection effectuées aux différentes Régions militaires (RM), s'inscrivant dans le cadre du suivi de l'exécution du programme de préparation au combat 2021/2022, Monsieur le Général de Corps d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire a entamé ce lundi 13 juin 2022 une visite de travail en 6^{ème} RM à Tamanrasset", précise la même source.

Après la cérémonie d'accueil, le Général de Corps d'Armée, accompagné du Général-Major Mohamed Ajroud, Commandant de la 6^{ème} RM, a observé au niveau du siège de commandement de la Région, un moment de recueillement à la mémoire du défunt Moudjahid Hibaoui Elouafi, dont le siège du Commandement est baptisé de son nom et a déposé, pour la circonstance, une gerbe de fleurs devant sa stèle commémorative et récité la Fatiha du Saint Coran à sa mémoire et à celle de nos vaillants Chouhada, ajoute le communiqué du MDN.

Ensuite, lors de sa rencontre avec les cadres et les personnels de la 6^{ème} RM, le Général de Corps d'Armée a prononcé une allocution d'orientation, diffusée par visioconférence à l'ensemble des unités de la Région, au terme de laquelle il a souligné que "croire en la patrie requiert des actions sur le terrain et non pas des paroles sans agir, et que le rendement effectif de l'homme reflète sa foi en ses valeurs et ses principes et en l'intérêt suprême de sa patrie".

"Au sein de l'Armée nationale populaire, nous sommes convaincus que celui qui croit en sa patrie, croit nécessairement en les valeurs, qui prouvent la sauvegarde et la protection de cette patrie. Par ailleurs, avoir foi en la patrie requiert des actions sur le terrain et non pas des paroles", a-t-il affirmé, soulignant qu'en effet, c'est le rendement du travail qui prouve la foi de l'homme en ses valeurs et principes et en l'intérêt suprême de

sa patrie". "A ce titre, nous veillerons, au sein de l'ANP, à ce que cet attachement spirituel à la patrie soit concret et se traduise par des actions palpables sur le terrain", a relevé le Général de Corps d'Armée, soulignant que "pour ce faire, il est d'importance de mobiliser les bonnes volontés, d'inculquer l'amour du travail sincère et dévoué dans les rangs des personnels de l'ANP, digne héritière de l'Armée de libération nationale, et d'assurer la répartition rationnelle des rôles et des efforts pour atteindre les objectifs tracés, s'inscrivant en droite ligne des objectifs suprêmes du pays".

Le Général de Corps d'Armée a également "mis l'accent sur les attributs de puissance de l'ANP qui constitue une exigence et un impératif inévitables afin que l'Algérie demeure forte, unie, sauvegardée et triomphe de ses ennemis".

Pour le Général de Corps d'Armée, "disposer des attributs de puissance doit être une exigence pour l'ANP afin que l'Algérie demeure, sous la conduite de Monsieur le Président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, forte, unie et sauvegardée et triomphe sur ses ennemis, grâce à son attachement et sa foi inaliénable en ses fondements nationaux et principes immuables".

"Dans ce sens, nous tenons à l'exécution totale, par les unités du corps de bataille, des programmes de préparation au combat, en veillant, à travers cette démarche judicieuse, à conférer à leurs contenus, non seulement l'objectivité et la rationalité requises, mais également l'aspect visionnaire", a-t-il affirmé, ajoutant que "de même, nous veillons à ce que la sacralisation du travail, la persévérance et l'ambition soient le moyen le plus approprié pour la concrétisation de ces programmes".

A l'issue de la rencontre, la parole a été donnée aux personnels de la Région qui ont affiché "une entière disposition à relever tous les défis et faire face à toutes les menaces afin de défendre la sécurité et la stabilité du pays et préserver la souveraineté nationale", a conclu le communiqué du MDN.

REVIREMENT DE SANCHEZ DANS LA QUESTION SAHRAOUIE

Un ancien ambassadeur regrette le manque de dialogue à tous les niveaux

L'ancien ambassadeur d'Espagne en Algérie, Javier Jimenez Ugarte, a regretté lundi le "manque de dialogue et de concertation" à tous les niveaux avant le revirement du chef de gouvernement Pedro Sanchez dans le dossier sahraoui, assurant que la crise diplomatique née consécutivement avec Alger est "d'une ampleur inimaginable". "C'est une crise d'une ampleur inimaginable. A mon âge, c'est la première

fois que je vis une telle crise", a reconnu Jimenez Ugarte sur la chaîne de télévision espagnole Antena 3, ajoutant que "les dommages sont supérieurs à ce que l'on pouvait penser (...) les dégâts dépassent nos capacités". "Les choses ont très mal tourné pour nous (...) Il y a eu un manque de dialogue et de concertation à tous les niveaux avant la décision du chef de gouvernement Pedro Sanchez (de changer la position poli-

tique de l'Espagne envers le Sahara occidental, ndr)", a regretté le diplomate, soulignant que ce revirement a nui à "l'amitié que nous entretenions avec l'Algérie depuis de nombreuses années". L'Algérie a décidé mercredi dernier de procéder à la suspension "immédiate" du Traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération qu'elle a conclu le 8 octobre 2002 avec le Royaume d'Espagne. Cette décision a été

prise suite à l'attitude adoptée par le gouvernement espagnol qui "s'inscrit en violation de la légalité internationale que lui impose son statut de puissance administrante et aux efforts des Nations unies et du nouvel envoyé personnel du secrétaire général et contribue directement à la dégradation de la situation au Sahara occidental et dans la région", avait expliqué la présidence de la République.